



# E.

# Économie et finances

E. 1 Prix à la consommation	382
E. 11 Indice des prix à la consommation	382
E. 12 Échelle mobile des salaires	389
E. 13 Prix de certains produits	392
E. 2 Comptes nationaux	394
E. 21 Principaux agrégats	394
E. 22 Séquence des comptes de l'économie totale	406
E. 23 Agrégats par branche	409
E. 3 Finances publiques	423
E. 31 Dette publique	423
E. 32 Recettes et dépenses	426
E. 33 Impôts et cotisations sociales	432
E. 4 Relations économiques extérieures	435
E. 41 Commerce extérieur	435
E. 42 Balance des paiements	444
E. 43 Investissements directs étrangers	449

## Historique

Les indices des prix à la consommation de 1913-1914 et 1948 étaient des instruments rudimentaires comprenant seulement des articles de première nécessité: calculés suivant la formule de Laspeyres, ils étaient pondérés par des quantités théoriquement consommées (unités, kg).

La série introduite en novembre 1967 (1965=100) peut être considérée comme le premier indice luxembourgeois reposant sur un fondement méthodologique solide. Il se basait sur une pondération résultant d'une enquête sur les budgets des ménages, les quantités physiques étant remplacées par des coefficients de pondération exprimant l'importance relative des dépenses consacrées par les ménages à l'achat des biens et services. La formule classique de Laspeyres a été présentée sous forme d'une moyenne pondérée d'indices particuliers.

Les réformes de 1984 et 1990 ont élargi le panier des articles ou positions de référence (agrégats élémentaires), le loyer étant intégré à l'indice en 1987. L'indice de 1990 a par ailleurs introduit un schéma de pondération se basant sur les dépenses de consommation de l'ensemble des ménages (à l'exception des indépendants et des agriculteurs, soit plus de 90% de la population), et non plus sur celles des seuls ménages de condition modeste, comme c'était le cas pour les indices précédents. En outre, le calcul de prix moyens, servant à l'établissement des indices des agrégats élémentaires, a été abandonné au profit de la méthode des moyennes d'indices.

Une enquête « Budgets familiaux » menée en 1993 auprès de la population résidente, a servi de fondement à un nouvel indice qui est entré en vigueur au 1er janvier 1997, sur la base 100 en 1996. Cet indice, institué par règlement grand-ducal du 27 décembre 1996, se distingue de tous les précédents par le fait qu'il se fonde non seulement sur la législation nationale, mais qu'il se conforme en même temps aux dispositions de la réglementation communautaire relative aux indices des prix à la consommation harmonisés (Règlement (CE) N°2494/95 du Conseil du 23 octobre 1995 et règlements de la Commission pris en son exécution).

La nécessité d'établir des indices harmonisés pour les États membres de l'UE se dégage du Protocole sur les critères de convergence visés à l'article 109J du Traité instituant l'Union européenne, qui prévoit à son article premier que « L'inflation est calculée au moyen de l'indice des prix à la consommation sur une base comparable ». Ces indices sont utilisés par la Commission européenne ainsi que l'Institut monétaire européen pour évaluer la convergence en matière d'inflation, conformément aux dispositions du traité sur l'Union européenne.

## Principes méthodologiques

### Nomenclature

En application des dispositions de la réglementation communautaire, la liste des biens et services couverts par l'indice des prix à la consommation est définie par référence à la Nomenclature des fonctions de la consommation individuelle (COICOP - Nations Unies / OCDE). Les subdivisions de l'indice correspondent aux divisions, groupes et classes de la COICOP.

### Population de référence

La pondération de l'indice de 1990 se réfère aux dépenses des seules catégories de personnes bénéficiant de l'échelle mobile des salaires, c.-à-d. qu'elle ne tenait pas compte des habitudes de consommation des ménages d'indépendants et d'agriculteurs. La pondération de l'indice des prix à la consommation national (IPCN) base 100 en 1996 se fonde sur les habitudes de consommation de l'ensemble des ménages résidents.

Depuis le 1.1.2000, l'IPCN se distingue de cette manière de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), avec lequel il se confondait pendant les années 1996 à 1999. En effet, à partir de cette date la couverture de l'IPCH inclut les dépenses de consommation finale effectuées sur le territoire par les non-résidents, alors que celle de l'IPCN continue à reposer sur les dépenses de consommation des seuls ménages résidents (Règlement grand-ducal du 20 décembre 1999).

### Source de la pondération

L'indice exprimé sur la base 100 en 1996 se fonde pour les années 1996 à 1998 sur une pondération dérivée des résultats de l'enquête sur les budgets des ménages de 1993. Depuis janvier 1999, il se présente sous forme d'indice-chaîne, dont la pondération - issue des comptes nationaux - est ajustée tous les ans afin de tenir compte tant des modifications dans les habitudes de consommation que des évolutions des prix.

### Couverture des biens et services

Avec l'harmonisation sur le plan communautaire, la couverture de l'indice a été étendue aux spiritueux et tabacs et aux services pouvant donner lieu à un effet d'auto-allumage, qui avaient délibérément été exclus de l'indice de 1990. Une réduction de la couverture s'était par contre produite dans le domaine de la santé, où le nouvel indice ne prenait en considération, pour la couverture de démarrage, que les médicaments, autres produits médicaux et appareils thérapeutiques du segment de la santé entièrement à charge du consommateur final.

En 2000, la couverture a été étendue à la plupart des domaines qui auparavant étaient complètement ou partiellement exclus par la réglementation communautaire: santé, enseignement, protection sociale, assurances et services financiers. En janvier 2001, elle a été complétée par l'intégration des services hospitaliers et des services des maisons de retraite, maisons de soins etc.

De cette manière, tant l'IPCN que l'IPCH couvrent depuis le 1.1.2001 toutes les catégories de la COICOP à l'exception du coût de logement des propriétaires et des rubriques qui ont été exclues définitivement, comme les stupéfiants, les jeux de hasard, la prostitution, l'assurance-vie et le coût des services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

### Dispositions additionnelles

La réglementation communautaire a introduit une souplesse accrue en matière d'actualisation de l'échantillon des variétés. Il y a ainsi intégration de biens et services nouvellement significatifs dans l'échantillon dès qu'ils sont d'une certaine importance, et remplacement de variétés en perte d'actualité

## E. 1 Prix à la consommation

avant qu'elles n'aient tendance à disparaître du marché.

D'autres dispositions communautaires, qui sont appliquées tant à l'IPCN qu'à l'IPCH, concernent l'échantillonnage, le traitement des changements de qualité, les réductions de prix, etc. Ainsi, suite à une recommandation communautaire de 1998 (qui a en 2000 été codifiée par règlement) l'indice intègre à partir de 1999 les prix des soldes d'hiver (janvier) et d'été (juillet).

Des règlements spécifiques traitent de problèmes particuliers qui se limitent à certains domaines: prix de tarif, services d'assurance, produits des secteurs de la santé, de l'enseignement et de la protection sociale, commissions de service proportionnelles aux valeurs de transaction, etc.

### La couverture temporelle

La mise en oeuvre des dispositions du règlement (CE) no 701/2006 du Conseil du 25 avril 2006 concernant la couverture temporelle de la collecte de prix dans l'indice des prix à la consommation entraîne à partir du mois de janvier 2008 certaines modifications d'ordre méthodologique. Ce règlement introduit des normes communautaires pour la période et la durée du relevé mensuel des prix. Avec l'entrée en vigueur du règlement au 1er janvier 2008, les prix « au 1er du mois » retenus jusqu'à présent pour certains tarifs sont remplacés par des prix au milieu du mois. Dans le cas des produits pétroliers, un prix moyen est établi pour une période supérieure à une semaine ouvrable: ainsi les prix sont relevés du 1er au 15 de chaque mois et non plus uniquement au 1er de chaque mois.

La référence au 1er du mois figurant dans la publication des résultats de l'indice est dès lors abandonnée.

### Traitement des produits saisonniers

L'implémentation à partir du 1er janvier 2011 du règlement communautaire portant sur le traitement des produits saisonniers a notamment pour effet en ce qui concerne les fruits et légumes que le lissage par des moyennes mobiles sur 12 mois est abandonné. En ce qui concerne les vêtements et chaussures le principe de répéter pendant les mois hors-saison le dernier prix observé de la saison n'est plus appliqué. La nouvelle méthode prévoit l'estimation des prix des produits hors saison à partir de l'évolution des prix des produits de la même famille qui sont en saison.

## Méthode de calcul

### Agrégats élémentaires (indices par position)

Un indice particulier est calculé pour chaque série individuelle de prix (plus de 8 000 à l'heure actuelle par mois) en divisant le prix constaté pour la variété V dans le point de vente M lors de

la période courante, par le prix constaté pour la même variété dans le même point de vente lors de la période de base, et en multipliant le quotient ainsi obtenu par 100.

L'indice de chacune des différentes positions (agrégats élémentaires) est constitué par la moyenne géométrique des indices particuliers de toutes les séries individuelles de prix qui sont regroupées sous cette position. C'est suite aux recommandations communautaires que la méthode de la moyenne géométrique remplace celle de la moyenne arithmétique introduite en 1990.

### Valeur pondérée des indices d'article

L'indice de chaque position (agrégat élémentaire) est multiplié par son coefficient de pondération figurant dans la liste de référence.

### Calcul de l'indice général

Les valeurs pondérées de toutes les positions de la liste de référence sont additionnées. La somme ainsi obtenue est divisée par le total de tous les coefficients de pondération, en l'occurrence 1 000. Le quotient obtenu fournit l'indice général du mois. Il est procédé de la même façon pour le calcul des indices correspondant aux divisions, groupes et classes de la COICOP.

## Raccord à l'indice base 100 au 1.1.1948

Les six séries indiciaires établies depuis 1948 se réfèrent à six bases différentes. Pour disposer d'une série à long terme, qui est indispensable notamment en raison de la législation sur l'échelle mobile des salaires, les indices basés successivement sur les années 1965, 1984, 1990, 1996 et 2005 sont raccordés à la base 100 au 1er janvier 1948.

L'indice général, base 100 au 1.1.1948, est obtenu par multiplication de l'indice général, base 100 en 1996, par un facteur de raccord: fixé à 5.72776 pour la période décembre 1996 à mars 1999, il est de 5.72274 depuis le 1.4.1999 (Règlement grand-ducal du 18 mai 1999).

Les neutralisations concernant la contribution sociale et la contribution changement climatique sur les carburants et la maintien des taxes et accises fixes sur les produits de tabac ont entraîné des modifications au niveau du coefficient de raccord. Il est consécutivement fixé à 6.82708 en janvier 2006, 6.82313 à partir de janvier 2007, 6.81921 à partir de juin 2007, 6.81792 à partir de janvier 2008, 6.81481 à partir de juin 2008, 6.81046 à partir de juin 2009 et 6.80860 à partir de juin 2010.

---

### Bibliographie

- Statec:                    Le nouvel indice des prix à la consommation - Réforme de 1990/91 (Cahier économique N°81)  
                              La réforme de l'indice des prix à la consommation (Cahier économique N°69)  
                              Indice des prix à la consommation - Développements méthodologiques de 1990 à 2003: Bulletin du  
                              Statec N°2/2003  
                              Indicateur rapide Série A1: Indice des prix à la consommation (mensuel)
-

# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1100 Indices mensuels et annuels (Base 100 au 1.1.1948)

Spécification <sup>(a)</sup>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Janvier	666.74	685.78	700.94	723.79	727.41	742.27	765.56	787.69
Février	677.20	697.18	710.77	731.97	740.36	751.13	777.68	801.10
Mars	678.45	698.55	713.09	737.43	739.00	755.42	783.33	803.82
Avril	680.85	700.66	714.93	739.27	740.91	757.60	785.64	806.47
Mai	681.83	703.12	716.16	744.11	741.59	759.03	786.05	805.32
Juin	682.17	703.60	717.04	747.38	744.86	758.75	785.17	804.36
Juillet	677.83	697.52	709.68	743.77	738.19	756.23	777.96	796.81
Août	686.91	705.99	718.40	746.63	747.92	764.40	789.05	809.12
Septembre	689.08	705.31	719.15	747.45	747.11	764.61	789.87	812.59
Octobre	692.97	703.53	723.25	746.29	746.43	765.42	791.02	813.61
Novembre	690.68	704.28	725.97	740.02	749.42	766.51	793.54	813.07
Décembre	689.84	705.37	728.22	735.66	748.40	768.96	793.13	811.16
Moyennes annuelles	682.85	700.91	716.47	740.31	742.63	759.19	784.83	805.43

Source: Statec

<sup>(a)</sup> La moyenne annuelle correspond à la moyenne arithmétique des douze mois d'une année. À partir de 2006: hors contribution changement climatique sur les carburants et avec taxes (TVA) et droits d'accises gelés pour les produits de tabacs. À partir de janvier 2008: les prix « au 1er du mois » pour certains tarifs sont remplacés par des prix au milieu du mois. Dans le cas des produits pétroliers, un prix moyen est établi du 1er au 15 de chaque mois et non plus uniquement au 1er de chaque mois. À partir de janvier 2011: changement de la méthodologie de traitement des produits saisonniers.

## E. 1101 Moyennes semestrielles des indices (Base 100 au 1.1.1948)

Mois <sup>(a)</sup>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Janvier	670.70	689.14	704.24	723.13	740.58	746.93	765.91	790.72
Février	672.13	690.85	705.03	725.39	739.53	747.46	768.12	792.73
Mars	673.58	692.43	706.33	728.44	738.12	748.84	771.24	795.05
Avril	674.99	693.71	708.23	731.11	737.23	750.71	774.61	797.63
Mai	676.30	695.79	710.21	734.13	737.49	752.31	777.87	799.59
Juin	677.87	698.15	712.15	737.32	739.02	754.03	780.57	801.46
Juillet	679.72	700.11	713.61	740.65	740.82	756.36	782.64	802.98
Août	681.34	701.57	714.88	743.10	742.08	758.57	784.53	804.32
Septembre	683.11	702.70	715.89	744.77	743.43	760.10	785.62	805.78
Octobre	685.13	703.18	717.28	745.94	744.35	761.41	786.52	806.97
Novembre	686.61	703.37	718.92	745.26	745.65	762.65	787.77	808.26
Décembre	687.82	703.67	720.78	743.30	746.24	764.36	789.10	809.39

Source: Statec

<sup>(a)</sup> Indice des prix à la consommation (IPCN). À partir de 2006, hors contribution changement climatique sur les carburants et avec taxes (TVA) et droits d'accises gelés pour les produits de tabacs. À partir de janvier 2008, les prix « au 1er du mois » pour certains tarifs sont remplacés par des prix au milieu du mois. Dans le cas des produits pétroliers, un prix moyen est établi du 1er au 15 de chaque mois et non plus uniquement au 1er de chaque mois. À partir de janvier 2011, changement de la méthodologie de traitement des produits saisonniers.

# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1102 Indices mensuels et annuels (Base 100 en 2005)

Spécification (*)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Janvier	97.64	100.45	102.73	106.16	106.74	108.99	112.44	115.73
Février	99.17	102.12	104.17	107.36	108.64	110.29	114.22	117.70
Mars	99.36	102.32	104.51	108.16	108.44	110.92	115.05	118.10
Avril	99.71	102.63	104.78	108.43	108.72	111.24	115.39	118.49
Mai	99.85	102.99	104.96	109.14	108.82	111.45	115.45	118.32
Juin	99.90	103.06	105.15	109.67	109.37	111.44	115.36	118.23
Juillet	99.26	102.17	104.07	109.14	108.39	111.07	114.30	117.12
Août	100.60	103.41	105.35	109.56	109.82	112.27	115.93	118.93
Septembre	100.91	103.31	105.46	109.68	109.70	112.30	116.05	119.44
Octobre	101.48	103.05	106.06	109.51	109.60	112.42	116.22	119.59
Novembre	101.15	103.16	106.46	108.59	110.04	112.58	116.59	119.51
Décembre	100.96	103.32	106.79	107.95	109.89	112.94	116.53	119.23
Moyennes annuelles	100.00	102.67	105.04	108.61	109.01	111.49	115.29	118.37

Source: Statec

(\*) La moyenne annuelle correspond à la moyenne arithmétique des douze mois d'une année.

## E. 1103 Taux d'inflation annuels

Spécification (*)	2005/04	2006/05	2007/06	2008/07	2009/08	2010/09	2011/10	2012/11
Taux d'inflation	2.5	2.7	2.3	3.4	0.4	2.3	3.4	2.7

Source: Statec

(\*) Le taux d'inflation pour une année donnée est l'augmentation en pourcent de l'indice général par rapport à l'année précédente.

# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1104 Indices et variations annuels par divisions et classes (Base 100 en 2005)

COICOP (°)	2010	2011	2012	Variation en % 2010/09	Variation en % 2011/10	Variation en % 2012/11
<b>Indice général</b>	111.5	115.3	118.4	2.3	3.4	2.7
<b>Les douze divisions</b>						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	114.1	117.0	120.0	0.9	2.6	2.6
Boissons alcoolisées et tabac	118.2	120.4	124.0	2.9	1.8	3.0
Articles d'habillement et chaussures	101.7	101.7	104.8	0.1	0.0	3.0
Logement, eau, électricité et combustibles	120.3	128.6	133.4	4.7	6.9	3.7
Ameublement, équipement de ménage et entretien	109.7	111.6	113.9	1.2	1.7	2.1
Santé	104.5	116.7	117.6	1.2	11.6	0.8
Transport	109.0	113.6	116.6	3.8	4.2	2.6
Communications	94.5	94.7	94.4	0.0	0.2	-0.3
Loisirs, spectacles et culture	109.6	110.5	112.2	0.8	0.8	1.6
Enseignement	114.2	121.9	124.1	3.2	6.7	1.8
Hôtels, cafés, restaurants	117.0	120.0	123.4	2.4	2.6	2.8
Biens et services divers	111.3	114.6	118.4	1.3	3.0	3.3
<b>Les classes</b>						
Pain et céréales	118.4	122.3	125.7	1.1	3.3	2.7
Viande	112.7	115.5	118.6	0.4	2.5	2.6
Poisson	111.9	116.1	120.4	2.9	3.7	3.7
Lait, fromages et oeufs	120.2	122.5	125.0	0.6	1.9	2.0
Graisses et huiles	119.6	125.9	129.3	-0.1	5.2	2.8
Fruits	111.5	113.5	114.8	-1.8	1.8	1.1
Légumes	110.4	109.2	110.8	1.2	-1.1	1.4
Sucre, confiture, miel, chocolat et confiserie	110.1	112.2	117.4	0.8	1.9	4.7
Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.	111.8	114.0	116.4	2.4	1.9	2.1
Café, thé, cacao	108.3	120.8	124.9	1.3	11.6	3.4
Autres boissons non alcoolisées	112.7	116.6	120.3	3.0	3.4	3.2
Spiritueux	111.2	113.3	114.9	4.0	1.9	1.4
Vins	111.4	112.0	114.5	1.7	0.6	2.3
Bière	115.9	116.3	120.6	2.6	0.3	3.7
Tabac	127.0	131.5	136.6	3.8	3.5	3.8
Tissus d'habillement	102.6	103.3	106.3	-0.2	0.6	3.0
Vêtements	100.2	100.2	103.8	-0.3	0.0	3.6
Autres articles et accessoires du vêtement	103.3	103.6	107.5	-3.1	0.2	3.8
Entretien, réparation et location de vêtements	110.3	111.6	116.6	3.3	1.2	4.5
Chaussures et autres articles chaussants	104.8	104.3	105.4	1.2	-0.5	1.1
Réparation de chaussures	116.5	122.7	127.3	5.0	5.3	3.7
Loyers d'habitation réels	111.9	114.0	115.6	1.9	1.9	1.3
Produits pour travaux courants d'entretien et de réparation du logement	113.1	118.0	122.7	2.7	4.3	4.0
Services d'entretien et de réparation courants du logement	117.6	120.5	124.0	2.7	2.4	3.0
Alimentation en eau	166.0	198.8	205.2	17.2	19.8	3.2
Collecte des ordures ménagères	117.8	118.3	118.4	1.5	0.4	0.1
Reprise des eaux usées	251.9	371.3	395.6	28.7	47.4	6.5
Services divers liés au logement	107.9	108.9	111.1	2.9	0.9	2.1
Électricité	117.7	115.8	118.2	-3.8	-1.6	2.0
Gaz	137.3	154.8	169.1	3.6	12.7	9.3
Combustibles liquides	123.7	157.2	173.7	28.8	27.1	10.5
Combustibles solides	105.4	107.1	108.6	1.2	1.6	1.4
Énergie thermique	128.8	143.8	156.1	1.7	11.7	8.5
Meubles, articles d'ameublement et de décoration	109.4	111.5	113.6	0.6	1.9	1.8
Tapis et autres revêtements de sol	112.2	114.1	116.1	0.4	1.8	1.7
Articles de ménage en textile	106.5	108.7	112.5	2.0	2.1	3.4
Gros appareils ménagers	98.5	98.1	98.6	-0.3	-0.4	0.5
Petits appareils électroménagers	105.4	101.8	101.7	-1.8	-3.4	-0.1
Réparation des appareils ménagers	110.3	112.6	121.8	0.0	2.1	8.1
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage	112.7	114.3	117.7	3.4	1.5	3.0
Gros outillage	105.3	105.2	106.6	0.3	0.0	1.2
Petit outillage et accessoires divers	113.6	115.6	117.4	1.9	1.7	1.6
Articles de ménage non-durables	111.4	114.0	118.1	2.4	2.3	3.6
Services domestiques et services pour l'habitation	114.5	117.1	119.3	2.1	2.2	1.9
Produits pharmaceutiques	97.5	96.3	95.2	0.1	-1.3	-1.2

# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1104 Indices et variations annuels par divisions et classes (Base 100 en 2005) (Suite et fin)

COICOP (*)	2010	2011	2012	Variation en % 2010/09	Variation en % 2011/10	Variation en % 2012/11
Produits médicaux divers	101.4	107.8	108.2	2.0	6.3	0.4
Appareils et matériel thérapeutiques	105.6	113.0	115.5	2.1	6.9	2.2
Services médicaux	195.9	259.4	266.0	2.1	32.4	2.5
Services dentaires	113.1	291.6	298.9	2.1	157.9	2.5
Services paramédicaux	110.3	154.8	158.0	1.3	40.3	2.0
Services hospitaliers	114.9	134.9	140.1	1.6	17.3	3.9
Automobiles	105.7	106.8	107.8	1.0	1.0	0.9
Motocycles	111.8	112.8	110.4	2.6	0.9	-2.1
Cycles	107.0	107.7	107.2	-0.2	0.7	-0.5
Pièces détachées et accessoires	96.0	92.7	90.0	-2.8	-3.5	-2.8
Carburants et lubrifiants	114.7	132.2	142.2	14.1	15.2	7.6
Entretien et réparations	120.3	123.3	126.4	3.3	2.5	2.5
Autres services liés aux véhicules personnels	113.5	119.4	126.8	1.1	5.2	6.2
Transport de personnes par chemin de fer	119.3	120.8	123.9	0.9	1.3	2.6
Transport de personnes par route	117.2	117.7	118.4	0.3	0.4	0.7
Transport de personnes par air	118.5	124.4	128.4	3.2	5.0	3.2
Transport fluvial de personnes	118.1	125.8	129.9	1.0	6.5	3.3
Transports combinés	105.4	105.4	105.4	0.0	0.0	0.0
Services de transport divers	103.7	107.6	110.6	0.4	3.8	2.7
Services postaux	109.5	121.1	121.1	5.6	10.6	0.0
Équipement de téléphonie et télécopie	64.7	63.3	60.1	-3.9	-2.2	-5.2
Services de téléphonie et télécopie	98.5	98.7	98.7	0.2	0.2	0
Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	78.4	75.3	71.3	-3.9	-4.0	-5.2
Équipement photographique, cinématographique et instruments d'optique	63.2	59.2	54.9	-8.6	-6.3	-7.2
Équipement informatique	78.9	77.9	77.0	-1.2	-1.3	-1.1
Supports d'enregistrement pour l'image et le son	99.7	101.4	101.0	2.0	1.8	-0.4
Réparation des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques	112.4	113.4	118.1	0.0	0.9	4.1
Biens durables pour loisirs de plein air	112.3	112.8	114.6	1.9	0.5	1.6
Instruments de musique et autres équipements liés aux loisirs d'intérieur	114.9	117.6	121.2	3.2	2.3	3.0
Réparation des autres biens durables pour loisirs	117.7	119.8	121.4	1.8	1.8	1.4
Jeux, jouets et passe-temps	107.6	106.8	107.5	0.4	-0.7	0.7
Articles de sport, de camping et de loisirs de plein air	101.3	101.6	102.1	0.8	0.3	0.6
Horticulture	112.8	112.5	115.7	2.5	-0.2	2.8
Animaux de compagnie	115.0	117.9	120.9	2.2	2.5	2.5
Services vétérinaires et autres services pour animaux de compagnie	116.5	115.9	115.2	0.0	-0.5	-0.6
Services sportifs et récréatifs	112.2	114.0	118.1	3.2	1.6	3.6
Services culturels	111.3	112.5	114.3	1.3	1.0	1.7
Livres	101.2	102.6	102.0	1.7	1.3	-0.5
Quotidiens et périodiques	122.2	125.2	126.1	3.6	2.4	0.7
Imprimés divers	107.9	110.2	117.1	3.1	2.1	6.3
Articles de papeterie et de dessin	111.3	112.7	115.2	1.3	1.2	2.2
Voyages à forfait	121.1	123.1	125.9	0.1	1.6	2.3
Enseignement	114.2	121.9	124.1	3.2	6.7	1.8
Restaurants et cafés	117.2	120.1	123.6	2.5	2.5	2.9
Cantines	113.3	118.0	120.3	1.0	4.1	2.0
Services d'hébergement	117.5	120.9	124.9	1.9	2.8	3.3
Salons de coiffure et esthétique corporelle	110.6	113.8	115.6	1.8	2.9	1.6
Appareils électriques pour soins corporels	104.0	103.1	100.5	-0.7	-0.8	-2.6
Autres appareils, articles et produits pour soins corporels	106.7	108.0	110.4	-1.2	1.2	2.2
Bijouterie et horlogerie	144.8	167.2	193.5	8.7	15.5	15.7
Autres effets personnels	117.7	122.5	125.3	1.7	4.1	2.2
Services de protection sociale	114.3	117.0	120.3	2.3	2.4	2.8
Assurances liées au logement	111.5	113.9	117.2	1.0	2.1	2.9
Assurances liées à la santé	110.4	115.1	124.2	0.8	4.2	7.9
Assurances liées aux transports	98.3	100.9	107.5	-2.6	2.6	6.6
Autres assurances	107.6	110.3	112.5	1.0	2.5	2.0
Services financiers	105.3	108.1	109.4	0.4	2.6	1.3
Autres services n.d.a.	109.6	109.9	110.4	0.2	0.3	0.5

Source: Staterc

(\*) La nomenclature COICOP (Classification of Individual Consumption by Purpose) partage la consommation en 12 divisions principales. Ces divisions sont subdivisées en 255 positions. Il s'agit d'une nomenclature des dépenses par fonctions. Cette classification statistique est utilisée pour classer la consommation individuelle effective ainsi que les dépenses de consommation individuelle. Elle est nommée utilisée pour l'établissement des indices des prix à la consommation et l'enquête sur le budget des ménages. Les niveaux «divisions» et «classes» sont harmonisés au niveau européen. Le niveau "positions" est propre au Luxembourg.



## Historique

En 1921 une clause d'échelle mobile a été introduite pour les traitements et pensions des agents des chemins de fer et des fonctionnaires de l'État. Elle a été progressivement étendue à d'autres catégories de bénéficiaires et de revenus. La loi du 27 mai 1975 a porté généralisation de l'échelle mobile des salaires et traitements, selon les modalités prévues à l'article 11 de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

L'adaptation des salaires à la hausse des prix se fait par tranches, sur base de la moyenne mobile semestrielle de l'indice des prix à la consommation (moyenne des indices des six derniers mois). Des modifications de la législation ont porté d'abord sur la valeur des tranches puis sur la « tranche d'avance ». De 1982 à 1984 les échéances n'étaient plus automatiques, mais fixées annuellement par la loi. L'adaptation automatique par tranche de 2.5% a été réintroduite par la loi du 24.12.1984 avec toutefois une possibilité d'aménagement en cas de crise grave.

## Valeur des tranches indiciaires

- Du 1.1.1948 au 1.12.1962 les tranches ont eu la valeur de 5 points (100, 105, 110, etc.).
- Remarque: La loi du 21.5.1948, portant révision générale des traitements des fonctionnaires et employés publics, parlait de pour-cent (%), mais en pratique, l'adaptation s'est toujours faite en points jusqu'à la réforme de 1972.
- Du 1.1.1963 au 1.4.1972 les tranches ont eu la valeur de 2.5 points (130, 132.5, 135, etc.).
- Depuis le 1er mai 1972 les tranches ont la valeur de 2.5%.

## Tranche d'avance – cotes d'échéance et d'application – cote spéciale

Pour tenir compte d'une revendication des salariés, il a été accordé une « tranche d'avance » de 1.5% au moment du passage des tranches indiciaires de 2.5 points aux tranches de 2.5%. Ceci a conduit à distinguer désormais entre la cote d'échéance et la cote d'application, cette dernière étant supérieure de 1.5% à la cote d'échéance.

## Dispositions législatives spéciales

### Loi du 1.7.1981

La « tranche d'avance » ayant été suspendue (sauf pour les bénéficiaires de salaires et de traitements dont le montant ne dépasse pas le niveau du salaire social minimum), la distinction entre cote d'échéance et cote d'application n'existe en principe plus. Comme les salaires les plus modestes continuent néanmoins de bénéficier de la tranche d'avance, on parle à leur égard d'une « cote spéciale » (égale à l'ancienne cote d'application). Par ailleurs l'adaptation est désormais réalisée seulement le mois suivant celui auquel la moyenne semestrielle de l'indice a accusé une différence de 2.5% par rapport à la cote ayant déclenché l'adaptation précédente (et non plus au cours du même mois, système qui avait donné lieu à des difficultés pratiques d'application).

### Loi du 8.4.1982

Par la loi du 8.4.1982, le jeu de l'échelle mobile a été suspendu avec effet au 1.4.1982 jusqu'au 31.12.1982. Pendant cette période les dispositions suivantes étaient applicables:

- Adaptations indiciaires de 2.5% fixées discrétionnairement au 1er septembre et au 1er décembre 1982.
- Attribution supplémentaire d'allocations spéciales hors indice aux bénéficiaires de revenus modestes à des échéances fixées d'avance aux 1er mai, 1er juillet et 1er novembre 1982 suivant la situation de famille des bénéficiaires.

### Lois du 24.12.1982 et 1.7.1983

La loi du 24.12.1982 modifiant et complétant la loi du 8.4.1982 limite pour l'année 1983 le nombre des adaptations indiciaires, de 2.5% chacune, à trois et en fixe d'avance l'échéance au 1er mai, 1er septembre et 1er décembre 1983. Afin de garantir en 1983 aux bénéficiaires du salaire social minimum le pouvoir d'achat acquis au 31.12.1982 et de permettre l'introduction d'une cote d'application unique, la loi du 24.12.1982 redéfinit le montant du salaire social minimum à l'indice 100. La cote d'application unique 373.29 est applicable à partir du 1.1.1983.

La loi du 1.7.1983 prévoit pour 1984 une seule adaptation indiciaire de 2.5% qui a été fixée au 1er septembre 1984.

### Lois du 24.12.1984 et du 30.6.1986

L'adaptation automatique des salaires par tranche de 2.5% est rétablie à partir de septembre 1984, date de la dernière échéance.

La distinction entre cote d'échéance et cote d'application est réintroduite. Le point de départ pour le calcul de la cote d'échéance est le niveau de l'indice moyen de 437.83 points atteints le 1.9.1984. L'adaptation se fait au moyen d'une cote dénommée cote d'application. Le point de départ pour le calcul des adaptations des traitements et salaires est la cote de 412.02 points applicable depuis le 1.9.1984.

La tranche indiciaire d'avance est réintroduite en 2 étapes: 1% au 1er juillet 1986 et 0.5% au 1er janvier 1987.

### Loi du 27.6.2006

La modulation du système d'indexation des salaires a joué à deux niveaux : premièrement, le retardement de la date d'application des tranches indiciaires au cours de la période 2006-2009 et, deuxièmement, la neutralisation des certaines taxes, accises et autres prélèvements dans l'indice.

En matière d'application des tranches indiciaires, la loi prévoit les dispositions suivantes :

Le fonctionnement normal du système de l'échelle mobile est suspendu pour les années 2006 à 2009.

L'application de la tranche indiciaire venue à échéance en juillet 2006 est décalée à décembre 2006.

L'application de la tranche indiciaire venant à échéance en 2007 est décalée soit à janvier 2008, soit à mars 2008, en dépendance du prix du pétrole brut. Si au cours de la période de

## E. 1 Prix à la consommation

juillet 2006 à décembre 2007, le prix du baril de pétrole brut de la qualité «Brent» se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2008. (Cette adaptation a été effectuée au 1er mars 2008).

L'application de la tranche indiciaire venant à échéance en 2008 est décalée soit à janvier 2009, soit à mars 2009, en dépendance du prix du pétrole brut. Si au cours de la période de janvier à décembre 2008, le prix du baril de pétrole brut de la qualité «Brent» se situe en moyenne à un niveau égal ou supérieur à 63 dollars US, l'adaptation est décalée au 1er mars 2009.

Aucune autre adaptation des salaires et traitements résultant du système de l'échelle mobile n'est possible pour la période 2006 à 2009.

En ce qui concerne les neutralisations, la taxe additionnelle perçue sur les alcools, la contribution changement climatique perçue sur les huiles minérales légères et les gasoils utilisés comme carburant, ainsi que la taxe de prélèvement eau et la

taxe de rejet des eaux usées sont portés en déduction des prix de ces biens et services pour l'établissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1er janvier 1948.

De plus, les montants des taxes et accises prélevées sur les prix des produits de tabac, y compris la taxe sur la valeur ajoutée, sont maintenus au niveau atteint en chiffres absolus à la date du 30 juin 2006 pour les besoins de l'établissement de l'indice des prix à la consommation publié sur la base 100 au 1er janvier 1948.

### Loi du 8.4.2011

Cette loi a pour objectif d'adapter la législation en matière d'indexation des salaires, traitements et pensions, suite aux accords bipartites entre gouvernement et partenaires sociaux. Le texte retient que la tranche venant à échéance en 2011 est appliquée au plus tôt en octobre 2011. L'adaptation des salaires a été déclenchée avec l'indice du mois d'avril, son paiement a donc été reporté au 1er octobre 2011.

# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1200 Augmentations des salaires dues à l'échelle mobile

Spécification	1980	1990	2000	2008	2009	2010	2011	2012
Moyenne annuelle de l'échelle mobile	319.48	457.86	569.41	682.39	699.44	711.07	724.34	742.44
Hausse annuelle des salaires en %	6.15	3.35	2.71	2.08	2.50	1.66	1.86	2.50

Source: Statec

## E. 1201 Échéances de l'échelle mobile des salaires

Échéance (°)	Moyenne semestrielle	Cote d'échéance	Cote d'application	Hausse des salaires en %
01/07/1985	449.32	.	.	.
01/08/1985	.	448.77	422.32	2.50
01/07/1986	.	.	426.54	1.00
01/01/1987	.	.	428.67	0.50
01/11/1988	460.24	.	.	.
01/12/1988	.	459.98	439.38	2.50
01/08/1989	472.75	.	.	.
01/09/1989	.	471.47	450.36	2.50
01/04/1990	484.13	.	.	.
01/05/1990	.	483.25	461.61	2.50
01/12/1990	496.57	.	.	.
01/01/1991	.	495.33	473.15	2.50
01/10/1991	508.35	.	.	.
01/11/1991	.	507.71	484.97	2.50
01/07/1992	521.21	.	.	.
01/08/1992	.	520.40	497.09	2.50
01/04/1993	535.07	.	.	.
01/05/1993	.	533.41	509.51	2.50
01/01/1994	547.37	.	.	.
01/02/1994	.	546.74	522.24	2.50
01/04/1995	560.97	.	.	.
01/05/1995	.	560.40	535.29	2.50
01/01/1997	574.77	.	.	.
01/02/1997	.	574.41	548.67	2.50
01/07/1999	589.56	.	.	.
01/08/1999	.	588.77	562.38	2.50
01/06/2000	604.90	.	.	.
01/07/2000	.	603.48	576.43	2.50
01/03/2001	619.13	.	.	.
01/04/2001	.	618.56	590.84	2.50
01/05/2002	634.18	.	.	.
01/06/2002	.	634.02	605.61	2.50
01/07/2003	650.48	.	.	.
01/08/2003	.	649.87	620.75	2.50
01/09/2004	666.20	.	.	.
01/10/2004	.	666.11	636.26	2.50
01/09/2005	683.11	.	.	.
01/10/2005	.	682.76	652.16	2.50
01/07/2006	700.11	.	.	.
01/12/2006	.	699.82	668.46	2.50
01/11/2007	718.92	.	.	.
01/03/2008	.	717.31	685.17	2.50
01/06/2008	737.32	.	.	.
01/03/2009	.	735.24	702.29	2.50
01/06/2010	754.03	.	.	.
01/07/2010	.	753.62	719.84	2.50
01/04/2011	774.61	.	.	.
01/10/2011	.	772.46	737.83	2.50
01/02/2012	792.73	.	.	.
01/10/2012	.	791.77	756.27	2.50

Source: Statec

(°) Le mécanisme de l'échelle mobile des salaires est modulé pour les années 1985, 1986, 1987. Sur la période 2006 à 2009 les tranches indiciaires ne sont pas appliquées le mois suivant leur déclenchement, comme ce serait le cas dans un système non-modulé (cf. loi du 27 juin 2006 adoptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements). La tranche indiciaire de 2011 est aussi appliquée selon un régime spécial (cf. loi du 8 avril 2011 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et traitements)



# E. 1 Prix à la consommation

## E. 1304 Tarifs postaux – service intérieur

Année (°)	Envoi postal standardisé	Imprimés jusqu'à 20 g	Imprimés 20 g - 50 g	Droit de poste restante par envoi	Colis postaux 2 kg	Taxe d'express par envoi	Cartes de visite 5 mots max.	Taxe de recommandation
Unité: LUF et EUR								
Juillet 1980	6	4	6	6	25	15	6	30
Juillet 1981	6	4	6	8	30	30	6	35
Juillet 1983	7	4	6	10	40	30	7	50
Juillet 1984 (°)	7	4	6	10	40	30	7	50
Juillet 1986	10	6	10	12	60	30	6	50
Juillet 1988	10	9	14	...	80	50	9	50
Juillet 1989	12	9	14	...	80	50	9	50
Juillet 1990	12	9	14	...	80	50	9	50
Janvier 1991	14	...	...	...	80	50	-	60
Janvier 1994 (°)	14	...	...	14	...	...	...	60
Février 1995 (°)	16	...	...	16	...	...	...	80
Janvier 1997	16	...	...	16	120	...	...	80
Avril 2000 (°)	0.45	...	...	0.45	2.45	...	...	2.45
Janvier 2001	0.45	...	...	0.45	3.55	...	...	2.45
Août 2003	0.50	...	...	0.50	4.50	...	...	3.00
Janvier 2004	0.50	...	...	0.50	4.50	...	...	3.00
Janvier 2005	0.50	...	...	0.50	4.50	...	...	3.00
Janvier 2007	0.50	...	...	0.50	5.50	...	...	3.00
Juillet 2010	0.50	...	...	0.58	5.50	...	...	3.00
Septembre 2010 (°)	0.60	...	...	0.69	7.00	...	...	4.00

Source: Entreprise des P. et T.

(°) À partir du 1er janvier 1991 les différentes catégories d'envois postaux ont été supprimées. Il n'existe plus qu'une seule catégorie: «l'envoi postal».

(°) À partir de juillet 1984: Colis postaux de 1 à 3 kg.

(°) À partir de janvier 1994: Colis postaux à 2 kg.

(°) Le service «Taxe d'express par envoi» a été aboli le 1er février 1995.

(°) À partir d'avril 2000, l'unité est l'Euro. Valeur d'affranchissement indiquée en LUF ET EURO à partir du 20 mars 2001.

(°) Envoi postal standardisé: À partir de septembre 2010: jusqu'à 50 g. Droit de poste restante par envoi: À partir de juillet 2010: TVA 15 % comprise.

## E. 1305 Tarifs postaux – service international

Année	Juillet 1980	Janvier 1991	Avril 2000	Janvier 2001	Août 2003	Janvier 2004	Août 2005	Septembre 2010
Unité: LUF et EUR								
Lettres jusqu'à 20 g en Europe (°)	8	14	0.52	0.52	0.60	0.60	0.70	0.85
Lettres jusqu'à 20 g hors Europe (°)	...	...	0.74	0.74	0.80	0.80	0.90	1.10
Taxe de recommandation	30	60	2.45	2.45	3.00	3.00	3.00	4.00
Coupon-réponse international	16	35	1.12	1.12	1.25	1.25	1.25	1.40
Taxe d'express (°)	25	50	.	.	.	.	.	.
Surtaxe aérienne par lettre (°)	2	10	0.25	0.25	0.30	0.30	0.30	.

Source: Entreprise des P. et T.

(°) À partir d'avril 2000, l'unité est l'Euro.

(°) À partir de septembre 2010: jusqu'à 50 g.

(°) Le service express a été aboli le 1er février 1995.

(°) Destination États-Unis d'Amérique. Par 10 g jusqu'à décembre 1990. À partir de janvier 1991 à août 2010: par 100 g ou fraction de 100 g à partir de 250 g. Surtaxe aérienne par lettre abolie le 1er septembre 2010.

### Système européen de comptes nationaux de 1995 (SEC)

Le système européen de comptes nationaux de 1995 est d'application générale dans tous les pays de l'Union Européenne à partir de l'année 1999, (règlement du Conseil (CE) N°2223/96 du 25 juin 1996 relatif au système des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté - règlement SEC95 ). Par rapport au système précédent (système européen des comptes économiques intégrés 2ème édition - SEC79) qui datait de 1979, le SEC95 constitue un pas important dans le processus d'harmonisation des cadres comptables, des concepts et des définitions.

Le SEC95 apporte des améliorations méthodologiques substantielles qui affectent l'ensemble des résultats des comptes des branches d'activité et des secteurs institutionnels ainsi que les principaux concepts concernant la production, la consommation finale, la formation brute de capital, les exportations et les importations.

Le SEC95 est entièrement cohérent avec la version révisée du Système de Comptabilité Nationale de 1993 des Nations Unies (SCN93) qui sert de référence au niveau mondial pour l'établissement des comptes nationaux. On note cependant que, dans plusieurs cas, les concepts du SEC sont plus spécifiques et plus précis que ceux du SCN, pour mieux répondre aux besoins statistiques de l'Union Européenne.

### Définitions des agrégats et autres concepts du SEC

#### B.1 La valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production (= production moins consommation intermédiaire) et peut être calculée - tout comme les soldes des comptes suivants - avant ou après consommation de capital fixe; on parle de valeur ajoutée brute et de valeur ajoutée nette. Étant donné que la production est évaluée aux prix de base et la consommation intermédiaire aux prix d'acquisition, la valeur ajoutée ne contient pas les impôts moins les subventions sur les produits.

#### B.1\* Produit intérieur brut aux prix du marché

Le produit intérieur brut aux prix du marché (PIBpm) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes.

Il peut se définir de trois manières:

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services;

- le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale).

#### B.2 L'excédent d'exploitation et le revenu mixte

L'excédent d'exploitation correspond au revenu que les unités retirent de l'utilisation par elles-mêmes de leurs actifs de production. C'est le dernier solde calculable tant pour les branches d'activité que pour les secteurs et les sous-secteurs institutionnels.

Dans le cas des entreprises non constituées en sociétés appartenant au secteur des ménages, le solde comptable du compte d'exploitation contient implicitement un élément de rémunération pour le travail effectué par le propriétaire ou les membres de sa famille qui ne peut être distingué de son profit en tant qu'entrepreneur: on parle alors de revenu mixte.

#### B.5\* Revenu National Brut

Le revenu national brut (ou net) (aux prix du marché) représente l'ensemble des revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes: rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, revenus de la propriété (à recevoir moins à payer), excédent d'exploitation (brut ou net) et revenu mixte (brut ou net).

Le revenu national brut (aux prix du marché) est égal au PIB diminué des revenus primaires versés par les unités résidentes à des unités non résidentes et augmenté des revenus primaires reçus du reste du monde par des unités résidentes.

Le concept de revenu national brut (RNB) (aux prix du marché) est identique à celui de produit national brut (PNB) (aux prix du marché) qui a généralement été utilisé jusqu'ici en comptabilité nationale.

#### D.1 La rémunération des salariés

La rémunération des salariés (D.1) se définit comme le total des rémunérations en espèces ou en nature que versent les employeurs à leurs salariés en paiement du travail accompli par ces derniers au cours de la période de référence des comptes.

La rémunération des salariés comprend les cotisations sociales effectives et fictives à charge des employeurs.

#### D.2 Les impôts sur la production et les importations

Les impôts sur la production et les importations (D.2) sont des versements obligatoires sans contrepartie, en espèces ou en nature, prélevés par les administrations publiques ou par les institutions de l'Union européenne. Ils frappent la production et l'importation de biens et de services, l'emploi de main-d'oeuvre et la propriété ou l'utilisation de terrains, bâtiments et autres actifs utilisés à des fins de production. Ils sont dus indépendamment de la réalisation de bénéfices d'exploitation.

### D.21 Les impôts sur les produits

Les impôts sur les produits (D.21) sont des impôts dus par unité de bien ou de service produite ou échangée. Ils peuvent correspondre à un montant monétaire déterminé à verser par unité de quantité du bien ou du service ou être calculés ad valorem sous la forme d'un pourcentage déterminé de leur prix unitaire ou de leur valeur. À moins qu'il ne soit spécifiquement visé ailleurs, tout impôt grevant un produit relève de la présente catégorie, quelle que soit l'unité institutionnelle qui l'acquitte.

### D.3 Les subventions

Les subventions (D.3) sont des transferts courants sans contrepartie que les administrations publiques ou les institutions de l'Union européenne versent à des producteurs résidents dans le but d'influencer leurs niveaux de production, leurs prix ou la rémunération des facteurs de production.

Les autres producteurs non marchands ne peuvent recevoir d'autres subventions sur la production qu'à la condition que celles-ci soient versées dans le cadre de dispositions générales applicables à la fois aux producteurs marchands et aux producteurs non marchands. Par convention, l'autre production non marchande (P.13) ne peut bénéficier de subventions sur les produits.

### D.31 Les subventions sur les produits

Les subventions sur les produits (D.31) sont des subventions versées par unité de bien ou de service produite ou importée. Les subventions peuvent consister en un montant monétaire déterminé à verser par unité de quantité du bien ou du service ou être calculées ad valorem sous la forme d'un pourcentage déterminé de leur prix unitaire. Les subventions peuvent également être calculées en faisant la différence entre un prix objectif et le prix du marché effectivement payé par l'acheteur. Les subventions sur les produits sont généralement dues à partir du moment où un bien ou un service est produit, vendu ou importé. Par convention, les subventions sur les produits concernent uniquement les productions marchande (P.11) et pour usage final propre (P.12).

### K.1 La consommation de capital fixe

La consommation de capital fixe (K.1) représente la dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible, y compris une provision pour pertes d'actifs fixes à la suite de dommages accidentels assurables.

### P.1 La production

La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'oeuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain.

Le SEC distingue trois types de production :

- la production marchande (P.11);

- la production pour usage final propre (P.12);
- l'autre production non marchande (P.13).

### P.2 La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire (P.2) est égale à la valeur des biens et services utilisés comme entrées au cours de la production, à l'exclusion des actifs fixes dont la consommation est enregistrée comme consommation de capital fixe. Les biens et services concernés sont soit transformés, soit entièrement consommés au cours du processus de production.

### P.3 La dépense de consommation finale

La dépense de consommation finale (P.3) recouvre les dépenses consacrées par les unités institutionnelles résidentes à l'acquisition de biens ou de services qui sont utilisés pour la satisfaction directe des besoins individuels ou collectifs des membres de la communauté. La dépense de consommation finale peut être effectuée sur le territoire économique ou dans le reste du monde.

### P.5 La formation brute de capital

#### P.51 La formation brute de capital fixe

La formation brute de capital fixe (P.51) est égale aux acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence augmentées de certaines plus-values sur actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Par actifs fixes, il faut entendre des actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant une durée d'au moins un an.

#### P.52 La variation des stocks

La variation des stocks (P.52) est mesurée par la valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des éventuelles pertes courantes sur stocks.

#### P.53 Les acquisitions moins les cessions d'objets de valeur

Par objets de valeur, il faut entendre des biens non financiers qui ne sont normalement pas utilisés à des fins de production ou de consommation, qui, dans des conditions normales, ne se détériorent pas (physiquement) avec le temps et qui sont principalement acquis et détenus pour servir de réserve de valeur.

## Emploi et Résidence

La comparaison du résultat de l'activité des unités productrices avec l'emploi ne peut se faire que si celui-ci comprend à la fois les résidents et les non-résidents travaillant pour des unités productrices résidentes.

En conséquence, l'emploi doit également inclure les catégories de personnes suivantes :

- les frontaliers non résidents, c'est-à-dire les personnes qui franchissent quotidiennement la frontière pour venir travailler sur le territoire économique;
- les saisonniers non résidents, c'est-à-dire les personnes qui s'installent sur le territoire économique pour exercer, pendant moins d'un an, une activité dans des branches d'activité où un supplément de main-d'oeuvre est périodiquement nécessaire;
- les membres des forces armées nationales stationnées dans le reste du monde;
- le personnel national des bases scientifiques nationales situées en dehors du territoire géographique du pays;
- le personnel diplomatique national en poste à l'étranger;
- les membres des équipages des bateaux de pêche, autres navires, aéronefs et plates-formes flottantes exploités par des unités résidentes;
- les agents locaux des administrations publiques nationales opérant en dehors du territoire économique.

En revanche, sont exclus de l'emploi:

- les frontaliers et les saisonniers résidents, c'est-à-dire les travailleurs qui exercent leur activité sur un autre territoire économique;
- les nationaux membres des équipages de bateaux de pêche, autres navires, aéronefs et plates-formes flottantes exploités par des unités non résidentes;
- les agents locaux des administrations publiques étrangères installées sur le territoire géographique du pays;
- le personnel des institutions de l'Union européenne et des organisations internationales civiles installées sur le territoire géographique du pays (y compris les salariés recrutés localement);
- les militaires travaillant auprès d'organisations internationales militaires installées sur le territoire géographique du pays;
- les nationaux travaillant dans des bases scientifiques étrangères établies sur le territoire économique.

### Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente (enregistré en D.1 Rémunération des salariés).

### Population totale

À une date déterminée, la population totale d'un pays comprend l'ensemble des personnes (y compris étrangères) établies de façon durable sur le territoire économique du pays, même si ces personnes en sont temporairement absentes. Dans certains cas, la moyenne annuelle du nombre d'habitants servira de base de référence pour l'estimation des variables de la comptabilité nationale ou pour les comparaisons.

### Population active

La population active comprend toutes les personnes des deux sexes au-dessus d'un âge déterminé qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'oeuvre nécessaire aux activités de production (telles que définies dans la frontière de la production du système). Elle comprend toutes les personnes qui remplissent les conditions pour être considérées comme personnes pourvues d'un emploi (salariés ou travailleurs indépendants) ou comme chômeurs.

### Prix constants

Procéder à une évaluation à prix constants consiste à évaluer les flux et les stocks d'une période comptable aux prix d'une période antérieure, le but étant de décomposer les variations dans le temps des valeurs des flux et des stocks en un élément « variation du prix » et un élément « variation en volume ». L'expression « en volume » est synonyme de « à prix constants ».

Dans le cadre de l'introduction du SEC95 le calcul à prix constants a connu une nette amélioration. Trois principes de base ont été retenus pour les mesures de prix et volume (voir décision de la Commission du 30 novembre 1998 précisant l'annexe A du règlement (CE) N°2223/96 en ce qui concerne les principes pour la mesure des prix et volumes):

La déflation devra être faite au niveau le plus détaillé possible et au minimum au niveau de 60 produits (P60).

Les indices volumes utilisés doivent être du type Laspeyre et les indices prix du type Paasche. Par ailleurs le calcul des volumes par déflation des séries en valeur à l'aide d'indices de prix appropriés est préférable à l'utilisation directe d'indices volume. De même les méthodes basées sur les « inputs » sont à éviter (des exceptions temporaires sont acceptées pour les services non marchands des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au services des ménages (services d'administration, d'éducation, de santé et services sociaux).

Les calculs à prix constants doivent être faits sur base des prix de l'année précédente et l'établissement de séries sur plusieurs années devra donc se faire par enchaînement des variations en volume ainsi calculées à partir d'une année de référence.

Toutes les opérations sur biens et services, les impôts et subventions sur les produits (dans le cadre d'un équilibre entre emplois et ressources par produit) ainsi que la consommation de capital fixe sont à évaluer à prix constants de sorte que la valeur ajoutée à prix constants est toujours calculée par double déflation.

### Prix de base

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé.



### Prix du marché

Le système n'essaie pas de déterminer l'utilité de ces flux et stocks, mais cherche plutôt à en mesurer la valeur d'échange, c'est-à-dire la valeur à laquelle ils sont ou pourraient être échangés contre des espèces. En matière d'évaluation, le concept de base retenu par le SEC est donc celui de prix du marché.

### Travailleurs indépendants

Par travailleurs indépendants, il faut entendre les personnes qui sont seuls propriétaires ou copropriétaires des entreprises sans personnalité juridique dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises sans personnalité juridique classées comme quasi-sociétés. Les travailleurs indépendants sont classés sous cette rubrique s'ils n'exercent pas en même temps et à titre principal un travail salarié, auquel cas ils sont classés dans la catégorie « salariés ».

Les travailleurs indépendants comprennent également les catégories de personnes suivantes:

- les travailleurs familiaux non rémunérés, y compris ceux travaillant dans des entreprises sans personnalité juridique qui se consacrent entièrement ou partiellement à la production marchande;
- les travailleurs à domicile dont le revenu est fonction de la valeur des produits issus du processus de production dont ils sont responsables, quelle que soit l'importance de leur contribution;
- les travailleurs exerçant tant individuellement que collectivement des activités de production exclusivement à des fins de consommation finale ou de formation de capital pour compte propre. Sont également inclus les travailleurs bénévoles non rémunérés si leurs activités débouchent sur la production de biens (par exemple, construction d'un logement, d'un édifice de culte ou d'un autre bâtiment). Si des activités bénévoles conduisent à une production de services (par exemple, soins aux personnes ou nettoyage sans rémunération), les travailleurs concernés ne font pas partie de l'emploi parce

que ce type d'activités ne constitue pas une production.

La production de services de logement par les propriétaires-occupants ne nécessitant aucune entrée de main-d'oeuvre, ceux-ci ne sont pas, en tant que tels, considérés comme des travailleurs indépendants.

### Impôts et cotisations sociales

En matière d'impôts, le SEC 95 prévoyait un enregistrement en droits constatés, c à d. un enregistrement au moment où l'activité économique donnant naissance à l'impôt a eu lieu (et non au moment où l'impôt est encaissé) et du montant notifié (y compris les montants jamais encaissés suite à des faillites etc.).

Comme ce dernier aspect de l'enregistrement des impôts et cotisations sociales posait des problèmes tant du point de vue statistique que du point de vue de la détermination des déficits publics, la Commission a proposé un règlement modifiant le règlement SEC 95 dans le sens que les impôts et cotisations sociales sont à enregistrer selon le concept de la caisse transactionnalisée, c'est à dire un enregistrement au moment où l'activité économique donnant naissance à l'impôt a eu lieu et pour le montant effectivement encaissé. Cette proposition a eu l'assentiment de la majorité des pays membres et est actuellement en discussion devant le Parlement Européen.

Ainsi les présentes séries sont publiées pour la première fois selon le concept de la caisse transactionnalisée et non plus selon le concept caisse traditionnellement appliqué par le Luxembourg dans le cadre de l'ancien SEC79. Le concept caisse prévoit l'enregistrement des impôts au moment de leur encaissement, peu importe le moment de l'activité économique donnant naissance à l'impôt et se trouve ainsi beaucoup plus proche des chiffres enregistrés dans le budget de l'Etat. Pour certains impôts, comme par exemple la TVA ou les impôts sur le revenu, la différence entre le concept caisse et le concept de caisse transactionnalisée peut être sensible!

Le concept de la caisse transactionnalisée a l'avantage de mieux représenter le lien entre l'activité économique et l'impôt pour une année donnée en faisant abstraction de changements dans la politique de recouvrement de l'impôt par l'Etat.

---

### Bibliographie

- Statec:
- Cahiers économiques:
  - N°52: Comptes nationaux de 1971 et 1972
  - N°60: Comptes nationaux 1960 (1970) - 1977
  - N°63: Comptes nationaux 1960 - 1980
  - N°70: Comptes nationaux 1960 - 1982
  - N°76: Comptes nationaux 1960 - 1986
  - Bulletin du Statec:
  - 1982 N°1: Raisons et implications de la révision des comptes nationaux
  - 1983 N°1: Pourquoi les chiffres relatifs à la croissance économique depuis 1971 ont-ils été modifiés?
  - 1986 N°6: Sources d'erreur en statistique, p. 195
  - 1991 N°6/7: Les comptes nationaux de 1970 à 1990. La version nationale des comptes nationaux: Une révision
  - 1992 N°8: Les comptes nationaux de 1970 à 1991
- Eurostat:
- Système européen des comptes SEC 1995
  - Système européen de comptes économiques intégrés SEC (1970), 2ème édition (1979)
  - Comptes nationaux SEC: Agrégats (annuel)
  - Tableaux détaillés par branche d'activité (annuel)
  - Tableaux détaillés par secteur (annuel)
  - Comptes et statistiques des administrations publiques (annuel)
- OCDE:
- Comptes nationaux des pays de l'OCDE.
- ONU:
- Système de comptabilité nationale 1993
  - Système de comptabilité nationale SCN « Etudes méthodologiques » série F, N°2-Rév. 3.1970
  - National accounts statistics (annuel)
-

## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2100 Principaux agrégats: trois approches (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: Million EUR							
<b>Approche Production</b>							
1. Production de biens et services (aux prix de base) (P1)	52 668.9	90 234.9	103 459.4	105 703.6	96 197.9	111 776.8	120 003.5
2. Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P2)	33 047.7	59 676.9	69 645.9	72 095.2	63 811.3	75 632.0	81 427.2
3. Valeur ajoutée brute (aux prix de base) (1-2) (B1G)	19 621.2	30 558.0	33 813.5	33 608.4	32 386.7	36 144.8	38 576.3
4. Impôts sur les produits (D21)	2 573.2	3 646.4	3 977.7	4 105.0	4 015.9	4 152.3	4 460.9
5. Subventions sur les produits (D31)	196.0	290.3	294.4	341.9	376.1	391.6	412.6
<b>Approche Dépense</b>							
6. Dépense de consommation finale (7+8+9) (P3) <sup>(a)</sup>	12 284.6	16 582.9	17 537.2	18 107.1	18 496.8	19 353.8	20 324.2
7. DCF des ménages (P3)	8 666.6	10 846.0	11 446.1	11 732.1	11 581.1	12 041.2	12 608.1
8. DCF des ISBLSM (P3) <sup>(b)</sup>	295.1	515.5	550.5	578.0	624.5	638.9	713.6
9. DCF des Adm. Pub. (10+11) (P3)	3 322.9	5 221.5	5 540.7	5 797.0	6 291.3	6 673.7	7 002.5
10. DCF individuelle Adm. Pub.	1 948.0	3 190.4	3 402.5	3 545.8	3 889.6	4 144.7	4 337.9
11. DCF, collective Adm. Pub.	1 374.9	2 031.1	2 138.2	2 251.2	2 401.7	2 529.0	2 664.6
12. Formation brute de capital (13+14+15) (P5)	5 089.0	6 880.3	7 860.3	8 042.8	5 937.2	7 742.1	8 992.5
13. Formation brute de capital fixe (P51)	4 567.6	6 497.0	7 792.3	8 013.2	6 858.6	7 348.4	8 097.2
14. Variation des stocks (P52)	279.1	372.2	188.2	158.3	-414.1	644.4	884.8
15. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	242.3	11.1	-120.2	-128.7	-507.3	-250.7	10.5
16. Exportations de biens et de services (17+18) (P6)	33 000.8	57 616.7	65 955.9	67 933.8	58 917.7	68 783.8	75 228.3
17. Exportations de biens	9 036.0	13 343.5	13 568.0	14 508.6	10 900.7	12 848.1	14 432.3
18. Exportations de services	23 964.8	44 273.2	52 388.0	53 425.2	48 017.1	55 935.7	60 796.0
19. Importations de biens et de services (20+21) (P7)	28 376.0	47 165.8	53 856.6	56 712.2	47 325.3	55 974.1	61 920.4
20. Importations de biens	11 787.0	16 602.2	16 866.9	18 995.5	14 350.0	16 739.7	19 485.1
21. Importations de services	16 589.0	30 563.6	36 989.7	37 716.7	32 975.3	39 234.5	42 435.3
<b>Approche Revenu</b>							
22. Rémunération des salariés (D1)	10 160.3	14 858.3	16 135.3	17 511.0	18 014.2	18 830.2	19 773.4
23. Excédent d'exploitation + revenu mixte (B2G+B3G)	9 122.1	15 264.5	17 209.5	15 768.4	14 083.8	16 930.6	18 444.1
24. Impôts moins subventions sur la production et les importations (D2-D3)	2 716.0	3 791.4	4 152.0	4 092.1	3 928.5	4 144.6	4 407.2
25. Produit intérieur brut (3+4-5 = 6+12+16-19 = 22+23+24) (B1*G)	21 998.4	33 914.1	37 496.8	37 371.5	36 026.5	39 905.5	42 624.6
26. Rémunération des salariés reçue du RDM (D1) <sup>(c)</sup>	766.5	1 027.2	1 039.9	1 083.9	1 164.8	1 219.9	1 261.1
27. Rémunération des salariés payée au RDM (D1)	3 297.6	5 848.1	6 578.4	7 316.8	7 390.7	7 710.7	8 118.8
28. Impôts sur la production et les importations payés au RDM (D2)	119.9	70.6	74.2	65.6	51.3	61.5	65.8
29. Subventions sur la production et les importations reçues du RDM (D3)	26.0	23.4	20.8	18.6	16.6	14.9	13.4
30. Revenus de la propriété reçus du RDM (D4)	60 497.9	95 851.1	136 962.0	126 627.7	77 328.7	95 643.2	108 334.5
31. Revenus de la propriété payés au RDM (D4)	60 703.2	99 103.6	138 702.5	128 201.4	83 327.6	101 730.9	113 275.9
32. Revenu national brut (25+26-27-28+29+30-31) (B5*G)	19 168.1	25 793.6	30 164.6	29 518.0	23 767.1	27 280.3	30 773.2
33. Consommation de capital fixe (K1)	2 898.5	3 706.3	4 003.4	4 507.6	4 726.6	4 955.1	5 040.1
34. Revenu national net (32-33) (B5*N)	16 269.6	22 087.2	26 161.1	25 010.4	19 040.5	22 325.2	25 733.1

Source: Statec

<sup>(a)</sup> DCF = Dépense de consommation finale.

<sup>(b)</sup> ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

<sup>(c)</sup> RDM = Reste du monde.

## E. 2101 Principaux agrégats: trois approches (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Approche Production</b>							
1. Production de biens et services (aux prix de base) (P1)	57 883.2	83 906.0	91 741.4	96 102.5	90 790.4	96 278.9	99 109.3
2. Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P2)	35 154.7	55 396.0	61 297.2	66 017.7	61 971.3	66 669.8	69 187.7
3. Valeur ajoutée brute (aux prix de base) (1-2) (B1G)	22 662.2	28 510.0	30 440.4	30 039.7	28 767.0	29 635.1	29 987.3
4. Impôts sur les produits (D21)	2 988.3	3 531.3	3 695.1	3 871.4	3 777.8	3 853.0	4 068.6
5. Subventions sur les produits (D31)	252.6	277.7	281.5	300.7	301.4	307.1	307.7
<b>Approche Dépense</b>							
6. Dépense de consommation finale (7+8+9) (P3) <sup>(a)</sup>	13 926.1	16 175.9	16 686.4	16 677.7	16 723.6	17 135.3	17 490.2
7. DCF des ménages (P3)	9 567.7	10 586.7	10 931.9	10 899.5	10 681.7	10 918.2	11 138.1
8. DCF des ISBLSM (P3) <sup>(b)</sup>	344.3	504.8	526.9	472.5	491.6	499.0	545.8
9. DCF des Adm. Pub. (10+11) (P3) <sup>(c)</sup>	3 997.4	5 084.4	5 227.6	5 304.8	5 543.3	5 710.4	5 794.6
10. DCF individuelle Adm. Pub.	2 378.8	3 122.7	3 228.1	3 246.5	3 439.6	3 579.6	3 611.1
11. DCF, collective Adm. Pub.	1 617.5	1 961.7	1 999.7	2 058.1	2 103.6	2 131.0	2 183.2
12. Formation brute de capital (13+14+15) (P5)	5 349.0	6 810.2	7 693.6	7 835.4	5 760.8	7 501.7	8 724.9
13. Formation brute de capital fixe (P51)	4 827.5	6 432.4	7 613.5	7 765.2	6 565.4	7 011.5	7 728.8
14. Variation des stocks (P52)	289.0	367.6	191.3	179.2	-445.5	686.6	953.2
15. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	334.2	10.2	-102.4	-101.1	-367.9	-167.8	6.5
16. Exportations de biens et de services (17+18) (P6)	35 705.7	53 275.1	58 092.7	60 646.2	54 016.2	58 169.4	61 371.4
17. Exportations de biens ( )	9 657.4	12 821.0	12 693.6	13 154.7	10 073.4	11 419.1	12 814.3
18. Exportations de services ( )	26 016.5	40 454.0	45 336.0	47 418.3	43 843.1	46 649.7	48 498.2
19. Importations de biens et de services (20+21) (P7)	29 653.9	44 497.6	48 640.8	51 630.7	44 363.4	49 734.3	53 988.9
20. Importations de biens ( )	12 373.2	16 268.3	16 629.6	18 494.6	14 403.2	17 087.8	20 601.6
21. Importations de services ( )	17 238.7	28 229.3	31 945.0	33 170.3	29 845.7	32 610.5	33 729.4
<b>22. Produit intérieur brut (3+4-5 = 6+12+16-19) (B1*G)</b>	<b>25 398.7</b>	<b>31 763.6</b>	<b>33 856.2</b>	<b>33 607.5</b>	<b>32 237.1</b>	<b>33 176.8</b>	<b>33 726.4</b>

Source: Statec

<sup>(a)</sup> DCF = Dépense de consommation finale.

<sup>(b)</sup> ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

<sup>(c)</sup> Adm. Pub. = Administrations Publiques.

### E. 2102 Évolution principaux agrégats: trois approches (en % de variation aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: % de variation						
<b>Approche Production</b>							
1. Production de biens et services (aux prix de base) (P1)	10.7	11.2	9.3	4.8	-5.5	6.0	2.9
2. Consommation intermédiaire (aux prix d'acquisition) (P2)	12.9	14.5	10.7	7.7	-6.1	7.6	3.8
3. Valeur ajoutée brute (aux prix de base) (1-2) (B1G)	7.5	5.4	6.8	-1.3	-4.2	3.0	1.2
4. Impôts sur les produits (D21)	15.4	1.4	4.6	4.8	-2.4	2.0	5.6
5. Subventions sur les produits (D31)	3.9	1.6	1.4	6.8	0.2	1.9	0.2
<b>Approche Dépense</b>							
6. Dépense de consommation finale (7+8+9) (P3) (°)	4.9	2.7	3.2	-0.1	0.3	2.5	2.1
7. DCF des ménages (P3)	4.6	3.3	3.3	-0.3	-2.0	2.2	2.0
8. DCF des ISBLSM (P3) (°)	16.9	1.0	4.4	-10.3	4.0	1.5	9.4
9. DCF des Adm. Pub. (10+11) (P3) (°)	4.7	1.6	2.8	1.5	4.5	3.0	1.5
10. DCF individuelle Adm. Pub.	3.5	3.2	3.4	0.6	5.9	4.1	0.9
11. DCF, collective Adm. Pub.	6.4	-0.8	1.9	2.9	2.2	1.3	2.5
12. Formation brute de capital (13+14+15) (P5)	3.4	0.2	13.0	1.8	-26.5	30.2	16.3
13. Formation brute de capital fixe (P51)	-4.7	4.1	18.4	2.0	-15.5	6.8	10.2
14. Variation des stocks (P52)	338.9	144.4	-48.0	-6.3	-348.6	-254.1	38.8
15. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	568.7	-97.8	-1 103.5	-1.2	263.8	-54.4	-103.9
16. Exportations de biens et de services (17+18) (P6)	12.6	12.9	9.0	4.4	-10.9	7.7	5.5
17. Exportations de biens ()	12.0	9.9	-1.0	3.6	-23.4	13.4	12.2
18. Exportations de services ()	12.8	13.9	12.1	4.6	-7.5	6.4	4.0
19. Importations de biens et de services (20+21) (P7)	10.5	12.8	9.3	6.1	-14.1	12.1	8.6
20. Importations de biens ()	6.2	6.6	2.2	11.2	-22.1	18.6	20.6
21. Importations de services ()	14.0	16.7	13.2	3.8	-10.0	9.3	3.4
<b>22. Produit intérieur brut (3+4-5 = 6+12+16-19) (B1*G)</b>	<b>8.4</b>	<b>4.9</b>	<b>6.6</b>	<b>-0.7</b>	<b>-4.1</b>	<b>2.9</b>	<b>1.7</b>

Source: Statec

(°) DCF = Dépense de consommation finale.

(°) ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

(°) Adm. Pub. = Administrations Publiques.

### E. 2103 Contribution des agrégats à la croissance en volume du PIB dans l'approche production

Libellés	2010 aux prix de 2010	2011 aux prix de 2010	Variation en volume 11/10 (%)	Contrib. à la crois. en volume du PIB (%)	idem en points de croissance de PIB
	Unité: Million EUR				
1. Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	109.6	102.9	-6.1	-1.0	0.0
2. Industrie, y compris énergie (C_E)	2 527.6	2 551.4	0.9	3.6	0.1
3. Construction (F)	1 976.9	1 941.7	-1.8	-5.3	-0.1
4. Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	7 907.7	8 264.7	4.5	54.0	0.9
5. Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	17 426.5	17 433.8	0.0	1.1	0.0
6. Autres activités de services (L_P)	6 196.6	6 279.9	1.3	12.6	0.2
<b>Total Services (4+5+6)</b>	<b>31 530.8</b>	<b>31 978.3</b>	<b>1.4</b>	<b>67.7</b>	<b>1.1</b>
7. Total valeur ajoutée brute aux prix de base y compris SIFIM (1+2+3+4+5+6) (B1G) (°)	36 144.8	36 574.4	1.2	65.0	1.1
10. Impôts sur les produits (D21)	4 152.3	4 384.5	5.6	35.1	0.6
11. Subventions sur les produits (D31)	391.6	392.4	0.2	0.1	0.0
<b>12. Produit intérieur brut aux prix du marché (7+10-11) (B1*G)</b>	<b>39 905.5</b>	<b>40 566.5</b>	<b>1.7</b>	<b>100.0</b>	<b>1.7</b>

Source: Statec

(°) Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

## E. 2104 Contribution des agrégats à la croissance réelle du PIB dans l'approche dépenses

Libellés	2010 aux prix de 2010	2011 aux prix de 2010	Variation en volume 11/10 (%)	Contrib. à la croiss. en volume du PIB (%)	idem en points de croissance de PIB (%)
Unité: Million EUR					
1. Dépense de consommation finale (2+3+4) (P3) (°)	19 353.8	19 754.6	2.1	60.6	1.0
2. DCF des ménages (P31 SES14)	12 041.2	12 283.6	2.0	36.7	0.6
3. DCF des ISBLSM (P31 SES15) (°)	638.9	698.8	9.4	9.1	0.2
4. DCF des Adm. Pub. (5+6) (P3 SES13) (°)	6 673.7	6 772.2	1.5	14.9	0.2
5. DCF, individuelle Adm. Pub. (P31 SES13)	4 144.7	4 181.1	0.9	5.5	0.1
6. DCF, collective Adm. Pub. (P32 SES13)	2 529.0	2 591.0	2.5	9.4	0.2
7. Formation brute de capital (8+9+10) (P5)	7 742.1	9 004.4	16.3	191.0	3.2
8. Formation brute de capital fixe (P51)	7 348.4	8 100.2	10.2	113.7	1.9
9. Variation des stocks (P52)	644.4	894.5	38.8	37.8	0.6
10. Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	-250.7	9.7	-103.9	39.4	0.7
<b>Total demande intérieure (1+7) (J)</b>	<b>27 095.8</b>	<b>28 759.0</b>	<b>6.1</b>	<b>251.6</b>	<b>4.2</b>
11. Exportations de biens et de services (12+13) (P6)	68 783.8	72 570.0	5.5	572.7	9.5
12. Exportations de biens (P61)	12 848.1	14 417.8	12.2	237.5	3.9
13. Exportations de services (P62)	55 935.7	58 152.2	4.0	335.3	5.6
14. Importations de biens et de services (15+16) (P7)	55 974.1	60 762.5	8.6	-724.3	-12.0
15. Importations de biens (P71)	16 739.7	20 181.9	20.6	-520.7	-8.6
16. Importations de services (P72)	39 234.5	40 580.6	3.4	-203.6	-3.4
17. Solde des exportations - importations (11-14) (P6-P7)	12 809.6	11 807.5	-7.8	-151.6	-2.5
18. Solde des exportations - importations de biens (12-15) (P61-P71)	-3 891.6	-5 764.0	48.1	-283.2	-4.7
19. Solde des exportations - importations de services (13-16) (P62-P72)	16 701.2	17 571.6	5.2	131.6	2.2
<b>20. Produit intérieur brut aux prix du marché (1+7+11-14) (B1*G)</b>	<b>39 905.5</b>	<b>40 566.5</b>	<b>1.7</b>	<b>100.0</b>	<b>1.7</b>

Source: Statec

(°) DCF = Dépense de consommation finale.

(°) ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

(°) Adm. Pub. = Administrations Publiques.

## E. 2105 Agrégats rapportés à la population et à l'emploi

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: Milliers EUR							
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché par habitant (B1*G/POPm)</b>	<b>50.3</b>	<b>71.7</b>	<b>78.0</b>	<b>76.4</b>	<b>72.3</b>	<b>78.6</b>	<b>82.1</b>
Produit intérieur brut aux prix du marché par personne active (B1*G/ETO)	83.4	106.4	112.6	106.9	101.9	111.5	115.7
Revenu national brut aux prix du marché par habitant (B5*G/POPm)	43.9	54.5	62.8	60.3	47.7	53.8	59.2
Dépense de consommation nationale par habitant (P31 SES14/POPm)	19.8	22.9	23.8	24.0	23.2	23.7	24.3
Formation brute de capital par personne active (P5/ETO)	19.3	21.6	23.6	23.0	16.8	21.6	24.4
Rémunération des salariés par salarié (concept intérieur) (D1PAY/EEM)	41.6	49.7	51.5	53.3	54.3	55.7	56.8
Population moyenne de l'année (POPm)	437.0	472.9	480.7	489.2	498.2	507.5	519.4
Emploi total (Concept intérieur) (ETO)	263.8	318.8	333.0	349.7	353.4	357.8	368.4
Emploi salarié (concept intérieur) (EEM)	244.4	298.9	313.0	328.6	331.9	337.8	347.1

Source: Statec

## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2106 Dépense de consommation finale des ménages (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
DCF sur le territoire (*)	10 248.7	12 954.9	13 569.6	14 497.3	14 348.0	14 925.9	15 899.0
DCF des résidents à l'étranger	477.0	999.0	1 049.3	993.2	968.5	971.1	992.7
DCF des non-résidents sur le territoire	2 059.1	3 107.9	3 172.9	3 758.3	3 735.5	3 855.9	4 283.6
DCF des résidents sur le territoire et à l'étranger	8 666.6	10 846.0	11 446.1	11 732.1	11 581.1	12 041.2	12 608.1

Source: Statec

(\*) DCF = Dépense de consommation finale.

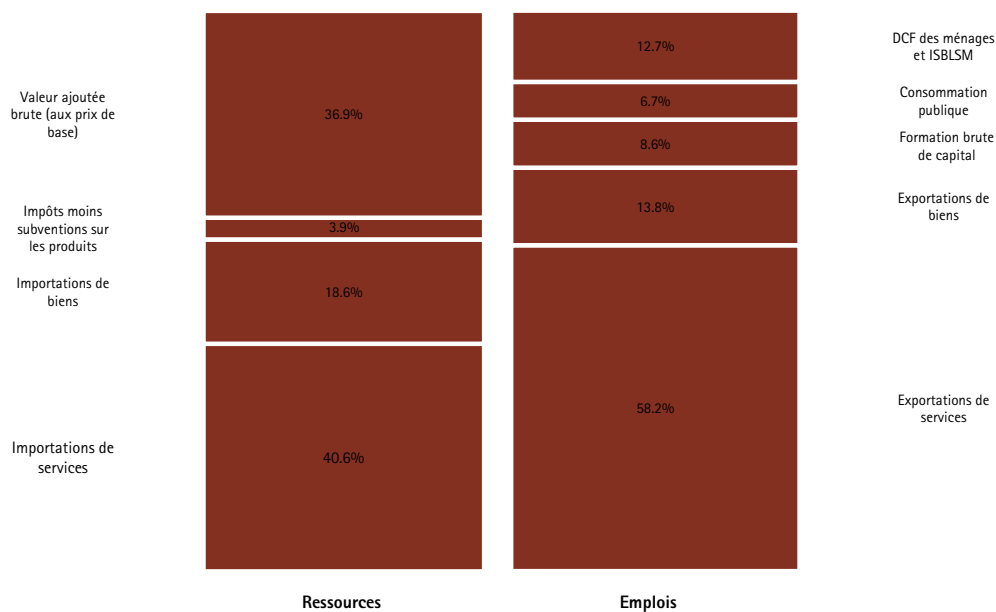
### E. 2107 Dépense de consommation finale des ménages (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
DCF sur le territoire (*)	11 542.6	12 623.0	12 912.4	13 335.0	13 210.2	13 417.2	13 837.0
DCF des résidents à l'étranger	531.6	976.9	1 003.1	922.8	880.7	870.2	868.3
DCF des non-résidents sur le territoire	2 471.0	3 013.2	2 984.2	3 354.9	3 402.5	3 363.3	3 557.3
DCF des résidents sur le territoire et à l'étranger	9 567.7	10 586.7	10 931.9	10 899.5	10 681.7	10 918.2	11 138.1

Source: Statec

(\*) DCF = Dépense de consommation finale.

### Structure de l'équilibre ressources-emplois 2011



Source: Statec

## E. 2108 Dépense de consommation finale des ménages par fonction (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (CP010)	963.2	1 125.6	1 194.5	1 256.1	1 256.7	1 293.3	1 358.4
Produits alimentaires (CP011)	845.8	980.9	1 044.6	1 097.9	1 100.0	1 127.1	1 183.4
Boissons non alcoolisées (CP012)	117.4	144.7	149.9	158.2	156.7	166.2	175.0
Boissons alcoolisées, tabac (CP020)	1 178.9	1 223.5	1 226.7	1 184.6	1 261.6	1 248.4	1 342.3
Boissons alcoolisées (CP021)	297.7	332.3	339.1	306.4	334.9	319.2	312.8
Tabac (CP022)	881.2	891.1	887.6	878.2	926.7	929.2	1 029.4
Stupéfiants (CP023)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Articles d'habillement et articles chaussants (CP030)	469.7	520.3	510.1	630.0	675.8	698.7	738.0
Articles d'habillement (CP031)	384.1	400.2	383.6	501.8	544.1	564.3	606.1
Articles chaussants (CP032)	85.6	120.1	126.5	128.1	131.7	134.4	131.9
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (CP040)	2 063.7	2 941.0	3 088.9	3 326.1	3 413.9	3 637.9	3 827.4
Loyers d'habitation réels (CP041)	306.5	388.1	401.2	437.4	463.6	488.2	514.1
Loyers d'habitation imputés (CP042)	1 309.9	1 887.2	1 992.5	2 115.9	2 219.1	2 325.7	2 435.9
Entretien et réparation du logement (CP043)	112.5	153.0	156.0	152.5	165.5	186.5	220.3
Adduction d'eau et autres services relatifs au logement (CP044)	87.0	155.9	178.5	168.2	183.0	197.0	196.3
Électricité, gaz et autres combustibles (CP045)	247.8	356.7	360.7	452.1	382.7	440.4	460.8
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (CP050)	806.6	889.8	925.2	953.4	947.1	987.6	1 025.4
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (CP051)	279.6	285.6	298.2	339.4	337.4	369.8	396.3
Articles de ménage en textiles (CP052)	67.7	77.5	84.9	82.9	82.5	86.9	92.6
Appareils ménagers (CP053)	98.7	109.3	115.0	123.7	121.9	120.2	126.7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage (CP054)	66.4	26.2	26.2	32.0	31.9	34.7	34.7
Outils pour la maison et le jardin (CP055)	57.6	59.4	59.5	53.2	50.8	55.4	53.4
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation (CP056)	236.5	331.9	341.4	322.2	322.5	320.6	321.7
Santé (CP060)	161.9	225.3	292.0	280.9	293.5	298.8	324.2
Produits et appareils thérapeutiques; matériel médical (CP061)	139.0	174.1	200.4	206.7	219.4	220.4	221.4
Services de consultation externe (CP062)	13.3	37.6	53.9	43.2	44.1	45.7	61.7
Services hospitaliers (CP063)	9.5	13.7	37.7	31.0	30.1	32.7	41.1
Transports (CP070)	1 781.8	2 411.2	2 473.4	2 810.5	2 489.5	2 700.1	3 032.0
Achats de véhicules (CP071)	691.6	962.9	983.4	960.9	818.8	895.6	931.7
Utilisation des véhicules personnels (CP072)	1 005.0	1 358.2	1 389.5	1 748.6	1 554.9	1 689.4	1 988.8
Services de transport (CP073)	85.1	90.1	100.4	101.0	115.7	115.0	111.5
Communications (CP080)	178.9	232.4	242.9	241.8	247.6	260.6	270.5
Téléphone et télécopieurs (CP082)	178.9	232.4	243.0	241.8	247.7	260.6	270.5
Loisirs et culture (CP090)	783.9	1 018.2	1 094.1	1 047.7	1 040.8	1 067.2	1 092.0
Équipements audiovisuels, photographiques et informatiques (CP091)	138.1	150.5	149.3	142.4	137.1	134.3	125.8
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (CP092)	20.4	16.3	18.6	18.6	17.5	19.1	23.3
Autres articles et équipement de loisirs, jardins et animaux d'agrément (CP093)	166.5	230.1	250.5	244.2	242.6	243.8	248.5
Services récréatifs et culturels (CP094)	168.4	251.2	273.7	281.9	282.3	298.9	319.1
Édition, presse et papeterie (CP095)	157.4	153.4	160.5	150.7	145.6	140.9	134.9
Voyages à forfait (CP096)	133.1	216.7	241.5	209.8	215.7	230.2	240.5
Enseignement (CP100)	34.4	66.5	78.1	106.6	93.6	110.7	127.6
Enseignement préprimaire et primaire (CP101)	4.1	13.7	14.0	19.1	16.5	22.6	27.7
Enseignement secondaire (CP102)	4.5	10.8	10.2	14.4	9.6	13.4	17.1
Enseignement postsecondaire non supérieur (CP103)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Enseignement supérieur (CP104)	0.2	0.8	1.0	1.7	1.4	2.2	3.1
Enseignements non définis par le niveau (CP105)	25.6	41.2	52.9	71.4	66.1	72.5	79.7
Restaurants et hôtels (CP110)	746.6	953.5	1 003.2	1 032.3	1 020.5	1 051.6	1 114.8
Services de restauration (CP111)	591.1	761.7	804.0	849.0	856.4	887.5	937.6
Services d'hébergement (CP112)	155.6	191.8	199.2	183.3	164.0	164.1	177.2
Autres biens et services (CP120)	1 079.2	1 347.6	1 440.6	1 631.8	1 621.8	1 595.9	1 671.3
Soins personnels (CP121)	217.5	279.8	289.5	325.3	315.3	324.5	338.9
Effets personnels n.d.a. (CP123)	97.8	122.3	134.2	136.7	159.4	175.7	194.4
Protection sociale (CP124)	51.8	134.5	157.6	182.2	170.1	153.3	150.2
Assurances (CP125)	212.8	317.9	342.4	357.0	400.2	379.2	389.0
Services financiers n.d.a. (CP126)	397.6	371.8	378.2	455.0	383.5	369.5	396.8
Autres services n.d.a. (CP127)	101.8	121.4	138.6	175.6	193.2	193.6	202.0
Total (TCP)	10 248.7	12 954.9	13 569.6	14 501.7	14 362.5	14 950.8	15 923.9

Source: Stavec



## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2109 Dépense de consommation finale des ménages par fonction (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées (CP010)	1 102,0	1 101,0	1 129,5	1 127,8	1 111,6	1 133,6	1 161,2
Produits alimentaires (CP011)	973,7	958,7	984,8	979,3	967,7	984,9	1 012,8
Boissons non alcoolisées (CP012)	128,6	142,3	144,6	148,7	143,9	148,7	148,3
Boissons alcoolisées, tabac (CP020)	1 543,5	1 185,0	1 140,2	1 041,4	1 064,6	1 019,4	1 066,2
Boissons alcoolisées (CP021)	320,9	329,2	331,4	291,6	307,8	285,6	277,0
Tabac (CP022)	1 235,7	855,8	809,2	749,5	757,4	733,4	786,2
Stupéfiants (CP023)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Articles d'habillement et articles chaussants (CP030)	501,9	518,4	505,1	620,4	660,9	682,8	712,6
Articles d'habillement (CP031)	409,6	399,4	380,3	495,4	534,3	555,5	589,6
Articles chaussants (CP032)	92,0	119,0	124,7	125,1	126,8	127,5	123,6
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles (CP040)	2 366,4	2 838,9	2 915,3	3 002,6	3 061,1	3 174,9	3 230,4
Loyers d'habitation réels (CP041)	315,0	376,0	379,4	395,8	403,3	412,6	421,6
Loyers d'habitation imputés (CP042)	1 527,1	1 846,9	1 921,9	1 995,4	2 054,1	2 123,2	2 192,4
Entretien et réparation du logement (CP043)	122,6	150,2	147,3	139,8	148,0	163,0	186,2
Adduction d'eau et autres services relatifs au logement (CP044)	102,6	147,7	151,9	136,4	144,5	140,4	121,8
Électricité, gaz et autres combustibles (CP045)	300,2	318,1	315,8	338,0	319,5	344,4	326,1
Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison (CP050)	911,2	871,1	882,7	890,3	864,7	888,5	903,0
Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol (CP051)	305,2	280,7	286,3	317,6	308,6	334,3	351,6
Articles de ménage en textiles (CP052)	72,9	77,2	83,2	80,0	78,4	81,3	85,0
Appareils ménagers (CP053)	103,0	108,5	113,1	120,6	119,5	118,9	125,7
Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage (CP054)	71,9	25,9	25,4	30,8	29,9	31,8	31,2
Outils pour la maison et le jardin (CP055)	59,7	58,3	57,1	50,0	46,8	50,3	48,0
Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation (CP056)	298,3	320,4	317,7	292,4	282,9	273,8	264,6
Santé (CP060)	160,9	212,1	272,6	260,5	277,8	277,6	284,3
Produits et appareils thérapeutiques; matériel médical (CP061)	131,2	171,9	197,3	204,1	225,8	222,5	213,2
Services de consultation externe (CP062)	16,2	28,4	39,7	31,1	30,4	31,0	36,5
Services hospitaliers (CP063)	11,9	11,9	32,2	25,3	23,4	25,1	31,3
Transports (CP070)	2 038,6	2 330,9	2 340,9	2 535,8	2 396,1	2 455,3	2 595,0
Achats de véhicules (CP071)	738,6	953,0	963,8	932,8	782,8	847,6	873,4
Utilisation des véhicules personnels (CP072)	1 205,6	1 293,5	1 285,3	1 503,3	1 494,3	1 490,3	1 606,8
Services de transport (CP073)	102,5	84,3	91,9	91,7	102,9	101,1	96,1
Communications (CP080)	133,6	239,2	254,4	255,0	262,9	277,1	287,3
Téléphone et télécopieurs (CP082)	133,4	239,3	254,6	255,3	263,2	278,4	288,5
Loisirs et culture (CP090)	851,1	1 001,8	1 064,0	1 011,0	965,7	979,3	995,8
Équipements audiovisuels, photographiques et informatiques (CP091)	111,3	157,3	160,9	162,4	162,3	162,0	154,0
Autres biens durables importants pour les loisirs et la culture (CP092)	21,6	16,0	17,9	17,5	15,9	16,9	20,4
Autres articles et équipement de loisirs, jardins et animaux d'agrément (CP093)	186,3	223,8	239,2	228,3	222,2	221,4	225,6
Services récréatifs et culturels (CP094)	192,6	246,3	263,3	265,5	260,9	267,8	283,3
Édition, presse et papeterie (CP095)	190,5	148,4	151,1	138,8	129,1	122,5	115,4
Voyages à forfait (CP096)	152,1	210,0	231,2	199,3	177,2	189,3	195,0
Enseignement (CP100)	42,1	64,4	74,0	97,8	81,7	91,3	103,2
Enseignements non définis par le niveau (CP105)	42,0	64,4	74,0	97,9	81,9	91,3	103,2
Restaurants et hôtels (CP110)	883,7	927,3	944,2	931,4	896,4	904,3	933,4
Services de restauration (CP111)	700,2	740,0	755,8	764,7	752,2	762,2	784,3
Services d'hébergement (CP112)	183,5	187,3	188,4	166,6	143,9	141,8	148,8
Autres biens et services (CP120)	1 054,6	1 332,8	1 389,1	1 571,5	1 590,2	1 567,4	1 593,3
Soins personnels (CP121)	242,7	275,2	275,4	304,6	290,0	298,6	307,4
Effets personnels n.d.a. (CP123)	103,5	115,9	122,2	118,0	130,0	135,6	136,7
Protection sociale (CP124)	62,9	129,9	144,2	162,7	152,4	133,8	127,5
Assurances (CP125)	244,6	326,5	334,3	404,7	426,8	433,5	436,7
Services financiers n.d.a. (CP126)	281,7	366,0	380,0	420,2	420,5	397,0	412,1
Autres services n.d.a. (CP127)	117,8	119,3	132,6	161,9	173,9	170,5	175,6
Total (TCP)	11 542,6	12 623,0	12 912,4	13 339,4	13 223,9	13 438,2	13 853,4

Source: Stavec

## E. 2200 Compte 0: Compte des biens et services de l'économie totale (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Production (P1)</b>	52 668.9	90 234.9	103 459.4	105 703.6	96 197.9	111 776.8	120 003.5
<b>Impôts moins subventions sur les produits (3-4) (D21-D31)</b>							
Impôts sur les produits (P71)	2 377.2	3 356.1	3 683.3	3 763.2	3 639.8	3 760.7	4 048.3
Subventions sur les produits (D31)	196.0	290.3	294.4	341.9	376.1	391.6	412.6
<b>Importations de biens et services (6+7) (P7)</b>	28 376.0	47 165.8	53 856.6	56 712.2	47 325.3	55 974.1	61 920.4
Importations de biens (P71)	11 787.0	16 602.2	16 866.9	18 995.5	14 350.0	16 739.7	19 485.1
Importations de services (P72)	16 589.0	30 563.6	36 989.7	37 716.7	32 975.3	39 234.5	42 435.3
<b>Ressources (1+2+5)</b>	83 422.1	140 756.7	160 999.4	166 178.9	147 163.1	171 511.6	185 972.2
<b>Consommation intermédiaire (P2)</b>	33 047.7	59 676.9	69 645.9	72 095.2	63 811.3	75 632.0	81 427.2
<b>Dépenses de consommation finale (11+12+13) (P3)</b>	12 284.6	16 582.9	17 537.2	18 107.1	18 496.8	19 353.8	20 324.2
DCF des ménages (P31 SES14) (*)	8 666.6	10 846.0	11 446.1	11 732.1	11 581.1	12 041.2	12 608.1
DCF des ISBLSM (P31 SES15) (*)	295.1	515.5	550.5	578.0	624.5	638.9	713.6
DCF des Adm. Pub. (5+6) (P3 SES13) (‡)	3 322.9	5 221.5	5 540.7	5 797.0	6 291.3	6 673.7	7 002.5
DCF, individuelle Adm. Pub. (P31 SES13)	1 948.0	3 190.4	3 402.5	3 545.8	3 889.6	4 144.7	4 337.9
DCF, collective Adm. Pub. (P32 SES13)	1 374.9	2 031.1	2 138.2	2 251.2	2 401.7	2 529.0	2 664.6
<b>Formation brute de capital (17+18+19) (P5)</b>	5 089.0	6 880.3	7 860.3	8 042.8	5 937.2	7 742.1	8 992.5
Formation brute de capital fixe (P51)	4 567.6	6 497.0	7 792.3	8 013.2	6 858.6	7 348.4	8 097.2
Variation des stocks (P52)	279.1	372.2	188.2	158.3	-414.1	644.4	884.8
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	242.3	11.1	-120.2	-128.7	-507.3	-250.7	10.5
<b>Exportations de biens et services (21+22) (P6)</b>	33 000.8	57 616.7	65 955.9	67 933.8	58 917.7	68 783.8	75 228.3
Exportations de biens (P61)	9 036.0	13 343.5	13 568.0	14 508.6	10 900.7	12 848.1	14 432.3
Exportations de services (P62)	23 964.8	44 273.2	52 388.0	53 425.2	48 017.1	55 935.7	60 796.0
<b>Emplois (9+10+16+20)</b>	83 422.1	140 756.7	160 999.4	166 178.9	147 163.1	171 511.6	185 972.2

Source: Statec

(\*) DCF = Dépenses de consommation finale.

(†) ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

(‡) Adm. Pub. = Administrations Publiques.

## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2201 Compte 0: Compte des biens et services de l'économie totale (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Production (P1)</b>	57 883.2	83 906.0	91 741.4	96 102.5	90 790.4	96 278.9	99 109.3
<b>Impôts moins subventions sur les produits (3-4) (D21-D31)</b>	2 733.1	3 253.6	3 413.8	3 571.0	3 476.1	3 545.6	3 763.9
Impôts sur les produits (D21)	2 988.3	3 531.3	3 695.1	3 871.4	3 777.8	3 853.0	4 068.6
Subventions sur les produits (D31)	252.6	277.7	281.5	300.7	301.4	307.1	307.7
<b>Importations de biens et services (6+7) (P7)</b>	29 653.9	44 497.6	48 640.8	51 630.7	44 363.4	49 734.3	53 988.9
Importations de biens (P71)	12 373.2	16 268.3	16 629.6	18 494.6	14 403.2	17 087.8	20 601.6
Importations de services (P72)	17 238.7	28 229.3	31 945.0	33 170.3	29 845.7	32 610.5	33 729.4
<b>Ressources (1+2+5)</b>	90 261.7	131 657.2	143 801.1	151 302.3	138 623.6	149 567.1	156 810.3
<b>Consommation intermédiaire (P2)</b>	35 154.7	55 396.0	61 297.2	66 017.7	61 971.3	66 669.8	69 187.7
<b>Dépenses de consommation finale (11+12+13) (P3)</b>	13 926.1	16 175.9	16 686.4	16 677.7	16 723.6	17 135.3	17 490.2
DCF des ménages (P31 SES14) <sup>(*)</sup>	9 567.7	10 586.7	10 931.9	10 899.5	10 681.7	10 918.2	11 138.1
DCF des ISBLSM (P31 SES15) <sup>(*)</sup>	344.3	504.8	526.9	472.5	491.6	499.0	545.8
DCF des Adm. Pub. (5+6) (P3 SES13) <sup>(*)</sup>	3 997.4	5 084.4	5 227.6	5 304.8	5 543.3	5 710.4	5 794.6
DCF, individuelle Adm. Pub. (P31 SES13)	2 378.8	3 122.7	3 228.1	3 246.5	3 439.6	3 579.6	3 611.1
DCF, collective Adm. Pub. (P32 SES13)	1 617.5	1 961.7	1 999.7	2 058.1	2 103.6	2 131.0	2 183.2
<b>Formation brute de capital (17+18+19) (P5)</b>	5 349.0	6 810.2	7 693.6	7 835.4	5 760.8	7 501.7	8 724.9
Formation brute de capital fixe (P51)	4 827.5	6 432.4	7 613.5	7 765.2	6 565.4	7 011.5	7 728.8
Variation des stocks (P52)	289.0	367.6	191.3	179.2	-445.5	686.6	953.2
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur (P53)	334.2	10.2	-102.4	-101.1	-367.9	-167.8	6.5
<b>Exportations de biens et services (21+22) (P6)</b>	35 705.7	53 275.1	58 092.7	60 646.2	54 016.2	58 169.4	61 371.4
Exportations de biens (P61)	9 657.4	12 821.0	12 693.6	13 154.7	10 073.4	11 419.1	12 814.3
Exportations de services (P62)	26 016.5	40 454.0	45 336.0	47 418.3	43 843.1	46 649.7	48 498.2
<b>Emplois (9+10+16+20)</b>	90 261.7	131 657.2	143 801.1	151 302.3	138 623.6	149 567.1	156 810.3

Source: Statec

(\*) DCF = Dépense de consommation finale.

(\*) ISBLSM = Institutions sans but lucratif au service des ménages.

(\*) Adm. Pub. = Administrations Publiques.

## E. 2202 Compte I-II: Production et distribution du revenu de l'économie totale (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Production (P1)	52 668.9	90 234.9	103 459.4	105 703.6	96 197.9	111 776.8	120 003.5
Impôts moins subventions sur les produits (D21-D31)	2 377.2	3 356.1	3 683.3	3 763.2	3 639.8	3 760.7	4 048.3
Ressources de provenance luxembourgeoise (1+2) (I)	55 046.1	93 591.0	107 142.7	109 466.7	99 837.8	115 537.4	124 051.8
Consommation intermédiaire (P2)	33 047.7	59 676.9	69 645.9	72 095.2	63 811.3	75 632.0	81 427.2
Produit intérieur brut aux prix du marché (3-4) (B1*G)	21 998.4	33 914.1	37 496.8	37 371.5	36 026.5	39 905.5	42 624.6
Consommation de capital fixe (K1)	2 898.5	3 706.3	4 003.4	4 507.6	4 726.6	4 955.1	5 040.1
Produit intérieur net / Valeur ajoutée nette (5-6) (B1*N)	19 099.9	30 207.8	33 493.4	32 863.9	31 299.9	34 950.4	37 584.5
II.1 : Compte de distribution primaire du revenu (I)							
II.1.1: Compte d'exploitation (I)							
Produit intérieur brut aux prix du marché (B1*G)	21 998.4	33 914.1	37 496.8	37 371.5	36 026.5	39 905.5	42 624.6
Impôts moins subventions sur les produits (D21-D31)	2 377.2	3 356.1	3 683.3	3 763.2	3 639.8	3 760.7	4 048.3
Valeur ajoutée brute (1-2) (B1G)	19 621.2	30 558.0	33 813.5	33 608.4	32 386.7	36 144.8	38 576.3
Autres impôts moins subventions (D29-D39)	338.7	435.3	468.7	329.0	288.6	384.0	358.8
Produit intérieur brut au coût des facteurs (3-4) (B1*F)	19 282.4	30 122.7	33 344.8	33 279.4	32 098.0	35 760.8	38 217.5
Rémunération des salariés par producteurs résidents (D1PAY)	10 160.3	14 858.3	16 135.3	17 511.0	18 014.2	18 830.2	19 773.4
Excédent d'exploitation et revenu mixte, brut (5-6) (B2G+B3G)	9 122.1	15 264.5	17 209.5	15 768.4	14 083.8	16 930.6	18 444.1
II.1.2: Compte d'affectation des revenus primaires (I)							
Excédent d'exploitation et revenu mixte, brut (B2G+B3G)	9 122.1	15 264.5	17 209.5	15 768.4	14 083.8	16 930.6	18 444.1
Rémunération des salariés versé aux résidents (D1REC)	7 629.2	10 037.3	10 596.9	11 278.1	11 788.3	12 339.4	12 915.7
Impôts sur la production et les importations moins subventions (D2REC-D3REC)	2 622.0	3 744.2	4 098.6	4 045.1	3 893.8	4 098.0	4 354.8
Solde des revenus de la propriété (D4REC-D4PAY)	-205.3	-3 252.4	-1 740.4	-1 573.7	-5 998.8	-6 087.7	-4 941.5
Revenu national brut aux prix du marché (1+2+3+4) (B5*G)	19 168.1	25 793.6	30 164.6	29 518.0	23 767.1	27 280.3	30 773.2

Source: Statec

## E. 2203 Compte I-II: Production et distribution du revenu de l'économie totale (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
I : Compte de production (I)							
Production (P1)	57 883.2	83 906.0	91 741.4	96 102.5	90 790.4	96 278.9	99 109.3
Impôts moins subventions sur les produits (D21-D31)	2 733.1	3 253.6	3 413.8	3 571.0	3 476.1	3 545.6	3 763.9
Ressources (1+2) (I)	60 608.3	87 159.6	95 160.8	99 679.7	94 268.2	99 827.9	102 867.1
Consommation intermédiaire (P2)	35 154.7	55 396.0	61 297.2	66 017.7	61 971.3	66 669.8	69 187.7
Produit intérieur brut aux prix du marché (3-4) (B1*G)	25 398.7	31 763.6	33 856.2	33 607.5	32 237.1	33 176.8	33 726.4
II.1 : Compte de distribution primaire du revenu (I)							
II.1.1: Compte d'exploitation (I)							
Produit intérieur brut aux prix du marché (B1*G)	25 398.7	31 763.6	33 856.2	33 607.5	32 237.1	33 176.8	33 726.4
Impôts moins subventions sur les produits (D21-D31)	2 733.1	3 253.6	3 413.8	3 571.0	3 476.1	3 545.6	3 763.9
Valeur ajoutée brute (1-2) (B1G-P119)	22 662.2	28 510.0	30 440.4	30 039.7	28 767.0	29 635.1	29 987.3

Source: Statec

## E. 2300 Production (P1) par branche (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: Million EUR							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	270.0	268.6	302.1	335.9	291.0	313.5	314.6
Industrie, y compris énergie (C_E)	7 378.5	10 654.2	11 449.4	11 991.0	8 751.9	10 753.0	12 077.0
Produits d'extraction (C)	58.7	70.5	81.6	76.8	71.9	67.6	73.1
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	58.7	70.5	81.6	76.8	71.9	67.6	73.1
Produits manufacturés (D)	6 904.5	9 441.4	10 073.8	10 423.7	7 493.1	9 438.8	10 363.5
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	577.3	690.5	688.6	761.2	761.8	765.9	825.3
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	464.2	679.1	679.9	648.9	515.0	594.8	629.7
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	402.8	640.3	630.9	654.0	627.4	626.0	538.0
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	388.5	371.9	359.5	345.6	243.8	354.0	423.5
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	833.6	1 076.6	1 143.4	1 113.9	902.8	1 452.2	1 727.9
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	562.9	655.0	698.8	686.2	570.6	633.8	702.1
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	2 697.2	3 836.8	4 160.1	4 618.8	2 554.9	3 293.7	3 550.7
Machines et équipements (DK)	509.3	637.5	723.0	695.1	585.9	714.3	777.9
Équipements électriques et électroniques (DL)	209.9	496.4	569.0	463.3	394.6	616.8	762.9
Matériels de transport (DM)	28.8	90.7	133.0	168.7	101.1	116.0	132.2
Autres produits manufacturés (20+36+37)	229.9	266.6	287.6	268.2	235.2	271.2	293.2
Électricité, gaz et eau (E)	415.3	1 142.3	1 294.1	1 490.5	1 186.9	1 246.6	1 640.4
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	372.2	1 090.2	1 230.2	1 421.4	1 114.4	1 172.3	1 563.2
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	43.1	52.1	63.9	69.1	72.5	74.3	77.3
Construction (F)	2 804.8	4 267.0	4 819.4	5 205.4	5 102.3	5 096.6	5 137.5
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	7 461.7	12 023.4	13 970.8	16 218.7	16 277.6	19 522.8	22 444.5
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	3 150.1	5 596.0	6 795.9	8 114.8	8 117.4	9 931.6	12 154.9
Commerce et réparation automobile (50)	453.6	692.4	732.6	848.6	791.6	819.6	999.2
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	1 716.0	3 100.4	3 583.5	4 295.7	3 978.2	4 980.0	5 783.5
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	980.5	1 803.2	2 479.8	2 970.6	3 347.7	4 132.0	5 372.2
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	822.7	1 044.9	1 091.6	1 158.2	1 142.1	1 189.8	1 290.1
Transports et communications (I)	3 488.9	5 382.5	6 083.3	6 945.6	7 018.1	8 401.4	8 999.5
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	30 019.4	56 314.3	65 724.1	64 219.3	57 535.1	67 403.7	70 832.6
Services financiers (J)	24 783.7	46 335.0	54 664.6	51 833.2	44 982.0	53 779.7	55 369.7
Intermédiation financière (65)	19 640.8	33 016.4	38 595.9	37 552.3	32 085.4	37 200.8	39 022.8
Assurance (66)	1 820.1	2 659.0	2 694.2	2 413.7	2 416.5	2 725.0	2 635.1
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	3 322.8	10 659.7	13 374.5	11 867.0	10 480.2	13 854.0	13 711.9
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	5 235.7	9 979.4	11 059.6	12 386.1	12 553.1	13 623.9	15 462.9
Activités immobilières (70)	2 316.0	3 382.6	3 797.3	4 063.8	4 118.2	4 407.7	4 582.1
Location sans opérateur (71)	291.8	386.1	457.7	500.6	583.8	550.4	621.2
Activités informatiques (72)	530.5	2 119.6	2 023.1	1 836.5	1 729.1	1 446.9	1 689.3
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	2 097.4	4 091.0	4 781.4	5 985.2	6 122.0	7 218.9	8 570.3
Autres activités de services (L_P)	4 734.4	6 707.2	7 193.5	7 733.2	8 239.9	8 687.3	9 197.2
Services d'administration publique (L)	1 517.2	2 240.2	2 381.4	2 563.2	2 730.0	2 848.5	3 004.9
Éducation (M)	842.7	1 261.6	1 357.8	1 477.8	1 637.0	1 795.0	1 911.3
Services de santé et d'action sociale (N)	1 046.8	1 972.7	2 146.5	2 225.9	2 380.4	2 472.0	2 625.7
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	1 225.9	1 123.9	1 188.8	1 355.4	1 378.3	1 452.2	1 528.7
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	172.5	224.1	243.5	259.6	280.1	287.6	307.5
Activités associatives (91)	92.6	127.2	133.3	190.5	240.8	262.5	255.3
Act. récréatives, culturelles et sportives (92)	859.3	616.8	643.7	711.2	664.8	694.7	738.8
Services personnels (93)	101.6	155.8	168.3	194.0	192.7	207.4	227.0
Services domestiques (P)	101.8	108.8	119.0	110.9	114.2	119.4	126.6
Total Branches (TOT)	52 668.9	90 234.9	103 459.4	105 703.6	96 197.9	111 776.8	120 003.5

Source: Statec

## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2301 Production (P1) par branche (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	302.7	266.7	277.9	295.8	293.1	303.3	283.1
Industrie, y compris énergie (C_E)	8 138.2	10 044.0	10 351.6	10 142.8	7 919.6	9 302.8	9 739.0
Produits d'extraction (C)	72.6	68.2	76.2	68.9	61.5	56.5	56.0
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	72.6	68.2	76.2	68.9	61.5	56.5	56.0
Produits manufacturés (D)	7 583.3	8 987.6	9 147.7	8 969.3	6 957.7	8 306.4	8 497.9
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	647.7	677.2	664.8	675.9	678.7	664.4	681.8
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	469.4	688.4	699.9	657.0	515.7	595.8	622.6
Cuir, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	436.3	623.1	587.2	605.2	586.5	564.2	459.3
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	375.3	412.4	408.3	382.8	264.5	349.6	403.3
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	813.4	1 044.3	1 106.1	1 004.1	809.5	1 223.9	1 354.4
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	556.1	620.6	599.3	597.6	504.1	534.0	566.5
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	3 400.0	3 452.1	3 446.8	3 533.3	2 417.3	2 872.0	2 752.9
Machines et équipements (DK)	540.1	642.1	709.9	649.2	531.8	636.8	673.1
Équipements électriques et électroniques (DL)	209.7	488.4	551.5	441.4	364.1	547.9	651.3
Matériels de transport (DM)	27.4	89.6	130.9	161.2	94.1	107.4	120.3
Autres produits manufacturés (20+36+37)	229.3	249.5	250.8	237.3	223.8	250.7	255.1
Électricité, gaz et eau (E)	471.8	988.2	1 117.8	1 094.7	887.4	948.7	1 167.3
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	417.2	936.1	1 054.7	1 030.6	825.1	893.8	1 119.2
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	60.4	52.1	63.8	65.1	66.3	56.4	50.0
Construction (F)	3 237.6	4 157.1	4 564.6	4 773.9	4 627.4	4 580.9	4 486.1
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	8 104.4	11 634.7	13 071.9	14 546.6	14 618.5	16 494.1	18 307.1
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	3 765.0	5 441.3	6 274.8	7 111.1	6 895.1	7 707.6	8 941.6
Commerce et réparation automobile (50)	668.2	673.7	631.5	628.9	564.6	563.3	594.0
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	1 890.5	3 047.8	3 403.1	3 905.8	3 361.2	3 655.5	4 141.5
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	1 226.3	1 719.9	2 234.0	2 575.9	2 956.7	3 495.4	4 242.7
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	970.5	1 017.1	1 028.2	1 045.9	1 004.7	1 024.5	1 081.3
Transports et communications (I)	3 389.1	5 176.3	5 769.3	6 387.2	6 729.6	7 793.4	8 247.8
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	32 265.2	51 286.0	56 693.8	59 412.0	56 327.7	58 343.2	58 854.7
Services financiers (J)	25 782.5	41 441.6	46 058.6	48 033.8	45 101.2	46 427.7	45 809.4
Intermédiation financière (65)	20 026.8	29 199.0	32 136.4	32 664.3	28 625.0	29 412.6	29 511.0
Assurance (66)	2 393.5	2 765.1	2 937.3	3 162.9	3 134.1	3 676.8	3 536.0
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	3 341.0	9 477.5	10 966.8	12 199.6	13 742.9	13 771.4	13 039.4
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	6 410.1	9 844.3	10 609.8	11 383.8	11 228.3	11 886.3	13 026.8
Activités immobilières (70)	2 643.9	3 303.9	3 645.1	3 795.6	3 764.9	3 964.7	4 048.8
Location sans opérateur (71)	320.1	387.8	456.0	491.9	557.9	514.0	568.8
Activités informatiques (72)	697.6	2 160.0	2 017.9	1 790.9	1 679.0	1 378.7	1 575.9
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	2 625.4	3 992.6	4 478.9	5 267.2	5 189.0	5 928.4	6 707.0
Autres activités de services (L_P)	5 739.8	6 517.5	6 757.7	6 928.3	7 109.3	7 265.3	7 408.6
Services d'administration publique (L)	1 770.7	2 184.4	2 227.6	2 337.9	2 388.2	2 388.3	2 443.6
Éducation (M)	1 051.9	1 197.1	1 246.6	1 295.4	1 358.5	1 436.0	1 516.3
Services de santé et d'action sociale (N)	1 283.5	1 933.6	2 054.2	1 991.4	2 080.8	2 136.4	2 144.4
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	1 466.7	1 100.7	1 125.8	1 212.5	1 202.2	1 216.7	1 214.3
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	207.2	215.6	213.7	187.1	199.0	182.5	159.9
Activités associatives (91)	104.5	127.9	131.1	176.0	208.1	221.6	211.6
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	1 048.4	606.3	626.0	678.3	623.3	633.6	660.2
Services personnels (93)	118.7	150.9	155.1	175.8	171.2	183.1	196.5
Services domestiques (P)	171.1	101.6	103.7	90.2	86.7	84.6	83.8
Total Branches (TOT)	57 883.2	83 906.0	91 741.4	96 102.5	90 790.4	96 278.9	99 109.3

Source: Statac

## E. 2302 Consommation intermédiaire (P2) par branche (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: Million EUR							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	135.7	150.5	167.2	213.4	193.9	204.0	185.1
Industrie, y compris énergie (C_E)	4 903.4	7 663.0	7 861.8	8 858.7	6 526.6	8 225.4	8 938.9
Produits d'extraction (C)	30.5	37.7	44.3	46.4	42.1	35.1	38.1
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	30.5	37.7	44.3	46.4	42.1	35.1	38.1
Produits manufacturés (D)	4 866.0	6 923.5	6 987.7	7 674.1	5 669.0	7 296.1	7 595.5
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	387.8	452.1	451.2	532.7	504.8	513.5	537.6
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	307.2	496.5	491.4	517.4	406.5	425.6	434.1
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	239.1	452.0	443.3	474.1	464.4	468.5	349.2
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	268.4	291.2	283.4	246.3	169.4	275.6	320.4
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	503.8	775.7	816.7	814.2	634.4	1 143.1	1 253.7
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	332.9	409.7	418.4	465.7	402.6	451.4	473.7
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	1 994.2	3 029.0	2 899.6	3 491.5	2 176.3	2 786.8	2 895.7
Machines et équipements (DK)	361.1	435.1	499.9	484.5	391.0	492.5	482.7
Équipements électriques et électroniques (DL)	119.2	329.6	381.8	328.0	274.8	466.8	558.1
Matériels de transport (DM)	17.5	62.9	91.1	122.4	83.6	80.3	91.2
Autres produits manufacturés (20+36+37)	154.7	189.7	211.1	197.3	161.2	191.9	199.1
Électricité, gaz et eau (E)	186.9	701.7	829.8	1 138.2	815.6	894.1	1 305.3
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	174.9	686.3	809.6	1 113.6	789.9	875.7	1 284.4
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	12.0	15.4	20.2	24.7	25.7	18.4	20.9
Construction (F)	1 680.7	2 521.8	2 930.8	3 309.2	3 184.0	3 119.7	3 069.7
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	3 187.6	6 123.3	7 402.1	9 267.7	9 637.1	11 615.1	13 605.9
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	1 350.7	2 886.6	3 635.1	4 649.9	4 922.5	5 948.5	7 360.2
Commerce et réparation automobile (50)	133.5	261.0	271.7	351.6	312.8	334.6	380.6
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	879.2	1 653.8	1 941.7	2 421.7	2 256.5	2 639.2	2 990.9
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	337.9	971.8	1 421.7	1 876.6	2 353.2	2 974.7	3 988.6
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	400.9	528.4	564.4	610.6	613.2	636.6	686.8
Transports et communications (I)	1 436.0	2 708.3	3 202.6	4 007.1	4 101.3	5 029.9	5 558.9
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	21 432.2	41 339.5	49 253.8	48 160.9	41 818.0	49 977.2	52 992.2
Services financiers (J)	19 870.5	37 325.8	45 184.7	43 243.9	36 751.9	44 157.4	46 281.4
Intermédiation financière (65)	15 991.5	27 085.8	32 755.5	31 698.5	26 798.1	31 489.9	33 414.7
Assurance (66)	1 450.0	1 965.4	2 008.4	1 802.4	1 724.7	1 777.3	1 736.0
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	2 429.0	8 274.6	10 420.8	9 743.0	8 229.1	10 890.2	11 130.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	1 561.7	4 013.7	4 069.1	4 917.0	5 066.1	5 819.8	6 710.8
Activités immobilières (70)	289.9	524.7	529.7	722.6	879.6	945.2	972.3
Location sans opérateur (71)	103.9	105.7	131.8	158.6	188.0	194.9	207.8
Activités informatiques (72)	267.0	1 704.3	1 491.8	1 232.6	1 124.6	842.3	982.3
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	900.8	1 679.0	1 915.8	2 803.1	2 874.0	3 837.3	4 548.3
Autres activités de services (L_P)	1 708.2	1 878.8	2 030.2	2 285.4	2 451.6	2 490.6	2 635.4
Services d'administration publique (L)	497.9	672.4	726.8	822.9	875.1	915.0	967.6
Éducation (M)	90.3	141.2	162.9	192.1	255.5	287.7	321.0
Services de santé et d'action sociale (N)	293.0	567.1	613.0	617.0	675.0	639.8	672.9
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	827.0	498.1	527.5	653.5	646.1	648.2	674.0
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	79.0	100.3	112.2	115.2	130.3	126.6	136.8
Activités associatives (91)	26.8	38.9	35.0	63.1	74.6	85.1	69.2
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	691.0	309.9	326.5	412.3	372.9	364.7	392.5
Services personnels (93)	30.1	48.9	53.8	62.8	68.3	71.9	75.4
Services domestiques (P)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Branches (TOT)	33 047.7	59 676.9	69 645.9	72 095.2	63 811.3	75 632.0	81 427.2

Source: Stavec

## E. 2303 Consommation intermédiaire (P2) par branche (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	140.4	154.9	179.0	217.1	189.4	199.4	185.4
Industrie, y compris énergie (C_E)	5 482.6	7 288.8	7 308.5	7 771.2	6 007.2	7 313.2	7 740.4
Produits d'extraction (C)	34.8	36.7	43.0	44.1	39.4	32.4	34.0
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	34.8	36.7	43.0	44.1	39.4	32.4	34.0
Produits manufacturés (D)	5 204.7	6 637.7	6 524.1	6 824.1	5 302.1	6 514.7	6 660.3
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	415.2	459.9	463.4	525.9	515.0	521.7	551.3
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	311.2	479.4	466.7	497.9	375.2	391.1	407.9
Cuir, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	264.7	436.3	424.0	453.3	431.1	432.4	336.3
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	272.3	302.3	292.1	243.7	167.9	264.8	311.6
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	543.8	778.7	818.7	794.0	610.9	1 072.8	1 184.3
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	359.5	397.2	404.6	431.5	370.3	405.5	429.8
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	2 426.6	2 790.4	2 514.7	2 792.0	1 996.7	2 306.4	2 216.2
Machines et équipements (DK)	381.2	426.4	500.7	476.6	377.7	477.9	505.2
Équipements électriques et électroniques (DL)	118.0	322.2	368.5	302.4	255.6	438.2	521.7
Matériels de transport (DM)	18.2	61.0	87.4	116.8	78.3	74.0	85.9
Autres produits manufacturés (20+36+37)	156.8	184.0	198.6	182.5	151.8	173.1	177.1
Électricité, gaz et eau (E)	227.5	614.4	730.6	884.9	656.1	760.6	1 029.1
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	213.5	599.4	711.0	861.5	633.4	743.4	1 008.8
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	13.5	15.0	19.8	23.7	24.2	17.3	20.1
Construction (F)	1 960.1	2 453.7	2 786.0	3 078.5	2 945.4	2 842.0	2 777.9
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	3 587.4	5 952.7	7 106.9	8 683.8	9 049.1	10 617.0	12 252.2
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	1 598.4	2 806.7	3 456.2	4 328.1	4 555.9	5 378.6	6 504.3
Commerce et réparation automobile (50)	148.5	252.1	260.1	326.6	288.9	300.5	338.8
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	1 062.9	1 609.5	1 839.6	2 243.7	2 090.2	2 384.9	2 598.3
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	388.8	945.1	1 356.8	1 758.6	2 181.2	2 698.5	3 575.1
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	426.7	538.0	590.6	605.7	595.2	621.4	678.5
Transports et communications (I)	1 559.8	2 607.9	3 058.2	3 737.2	3 882.4	4 596.1	5 039.7
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	22 020.6	37 688.5	41 952.5	44 278.8	41 767.5	43 607.7	44 117.0
Services financiers (J)	20 191.9	33 720.1	37 929.7	39 595.7	37 115.2	38 288.2	38 068.8
Intermédiation financière (65)	15 911.3	24 506.9	27 450.7	28 058.4	24 660.2	25 528.8	25 856.9
Assurance (66)	1 732.7	1 997.6	2 126.7	2 291.1	2 209.2	2 551.7	2 453.7
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	2 442.8	7 215.6	8 331.0	9 213.9	10 343.4	10 280.9	9 724.4
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	1 822.5	3 968.4	3 985.5	4 716.7	4 695.2	5 326.3	6 092.0
Activités immobilières (70)	371.7	544.9	563.8	744.2	784.4	848.3	889.8
Location sans opérateur (71)	123.9	103.9	127.0	154.4	179.9	184.3	196.8
Activités informatiques (72)	290.3	1 689.1	1 461.7	1 194.1	1 084.3	804.6	933.0
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	1 076.1	1 630.6	1 829.8	2 614.4	2 638.5	3 459.9	4 039.5
Autres activités de services (L_P)	1 888.8	1 857.3	1 963.5	2 107.4	2 203.0	2 210.7	2 288.9
Services d'administration publique (L)	503.7	677.7	698.1	748.8	773.5	792.0	815.3
Éducation (M)	101.1	139.0	161.0	181.6	222.7	248.7	276.2
Services de santé et d'action sociale (N)	313.3	555.3	598.2	569.5	618.3	593.8	615.3
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	994.3	485.3	505.8	606.0	587.7	573.6	579.2
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	92.5	96.3	101.2	98.4	109.4	100.3	99.2
Activités associatives (91)	31.6	37.9	33.7	58.4	67.4	75.1	60.4
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	840.8	303.9	319.2	391.6	348.0	333.2	352.1
Services personnels (93)	32.8	47.4	51.7	59.3	62.7	64.9	68.4
Services domestiques (P)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Branches (TOT)	35 154.7	55 396.0	61 297.2	66 017.7	61 971.3	66 669.8	69 187.7

Source: Statec



## E. 2304 Valeur ajoutée brute (B1) aux prix de base par branche (à prix courants)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: Million EUR							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	134.3	118.2	134.9	122.5	97.1	109.6	129.5
Industrie, y compris énergie (C_E)	2 475.1	2 991.3	3 587.6	3 132.3	2 225.3	2 527.6	3 138.1
Produits d'extraction (C)	28.2	32.8	37.3	30.4	29.9	32.4	35.0
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	28.2	32.8	37.3	30.4	29.9	32.4	35.0
Produits manufacturés (D)	2 218.5	2 517.9	3 086.0	2 749.6	1 824.1	2 142.7	2 768.0
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	189.4	238.4	237.4	228.5	257.0	252.4	287.7
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	157.0	182.6	188.6	131.5	108.5	169.2	195.6
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	163.7	188.3	187.6	179.9	163.0	157.5	188.7
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	120.2	80.6	76.1	99.3	74.4	78.4	103.2
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	329.8	300.8	326.7	299.7	268.3	309.1	474.2
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	230.0	245.3	280.4	220.4	168.0	182.4	228.4
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	703.0	807.9	1 260.5	1 127.3	378.7	506.9	655.0
Machines et équipements (DK)	148.2	202.4	223.1	210.7	194.9	221.8	295.2
Équipements électriques et électroniques (DL)	90.7	166.8	187.2	135.2	119.8	150.0	204.8
Matériels de transport (DM)	11.3	27.8	41.9	46.3	17.5	35.7	41.0
Autres produits manufacturés (20+36+37)	75.2	76.9	76.5	70.9	74.0	79.2	94.1
Électricité, gaz et eau (E)	228.4	440.6	464.3	352.3	371.3	352.5	335.1
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	197.4	403.8	420.6	307.8	324.5	296.6	278.8
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	31.1	36.7	43.7	44.5	46.8	55.8	56.4
Construction (F)	1 124.2	1 745.2	1 888.7	1 896.2	1 918.3	1 976.9	2 067.8
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	4 274.1	5 900.0	6 568.6	6 951.0	6 640.5	7 907.7	8 838.6
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	1 799.4	2 709.4	3 160.8	3 464.9	3 195.0	3 983.2	4 794.7
Commerce et réparation automobile (50)	320.1	431.4	460.9	497.0	478.8	485.0	618.6
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	836.7	1 446.6	1 641.8	1 874.0	1 721.7	2 340.9	2 792.6
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	642.5	831.4	1 058.1	1 094.0	994.5	1 157.3	1 383.5
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	421.8	516.5	527.2	547.6	528.8	553.1	603.3
Transports et communications (I)	2 052.9	2 674.2	2 880.7	2 938.5	2 916.8	3 371.4	3 440.7
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	8 587.2	14 974.9	16 470.3	16 058.5	15 717.1	17 426.5	17 840.5
Services financiers (J)	4 913.1	9 009.2	9 479.9	8 589.3	8 230.2	9 622.3	9 088.3
Intermédiation financière (65)	3 649.3	5 930.6	5 840.4	5 854.0	5 287.3	5 710.9	5 608.1
Assurance (66)	370.1	693.5	685.8	611.3	691.8	947.7	899.0
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	893.8	2 385.0	2 953.7	2 124.0	2 251.1	2 963.8	2 581.2
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	3 674.0	5 965.7	6 990.5	7 469.1	7 487.0	7 804.1	8 752.2
Activités immobilières (70)	2 026.1	2 857.9	3 267.6	3 341.2	3 238.6	3 462.5	3 609.8
Location sans opérateur (71)	187.9	280.4	325.9	342.0	395.8	355.5	413.4
Activités informatiques (72)	263.5	415.3	531.3	603.9	604.5	604.6	707.0
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	1 196.6	2 412.1	2 865.6	3 182.1	3 248.0	3 381.6	4 022.0
Autres activités de services (L_P)	3 026.3	4 828.5	5 163.3	5 447.8	5 788.3	6 196.6	6 561.7
Services d'administration publique (L)	1 019.3	1 567.8	1 654.6	1 740.4	1 854.9	1 933.6	2 037.3
Éducation (M)	752.4	1 120.4	1 194.9	1 285.7	1 381.6	1 507.4	1 590.3
Services de santé et d'action sociale (N)	753.8	1 405.6	1 533.6	1 608.9	1 705.3	1 832.3	1 952.9
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	399.0	625.8	661.3	702.0	732.2	804.0	854.7
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	93.5	123.8	131.3	144.5	149.8	161.0	170.7
Activités associatives (91)	65.8	88.3	98.3	127.4	166.1	177.4	186.1
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	168.2	306.8	317.2	298.9	291.8	330.0	346.3
Services personnels (93)	71.4	106.8	114.5	131.2	124.5	135.5	151.6
Services domestiques (P)	101.8	108.8	119.0	110.9	114.2	119.4	126.6
Total Branches (TOT)	19 621.2	30 558.0	33 813.5	33 608.4	32 386.7	36 144.8	38 576.3

Source: Stavec

## E. 2 Comptes nationaux

### E. 2305 Valeur ajoutée brute (B1) aux prix de base par branche (en volume aux prix de l'année précédente chaînés; année de référence = 2005)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	165.0	111.8	100.4	88.4	105.8	105.7	99.3
Industrie, y compris énergie (C_E)	2 636.5	2 755.2	3 036.7	2 419.9	1 942.8	2 038.5	2 057.8
Produits d'extraction (C)	38.8	31.5	33.2	25.3	22.5	23.7	22.0
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	38.8	31.5	33.2	25.3	22.5	23.7	22.0
Produits manufacturés (D)	2 364.8	2 349.9	2 617.4	2 178.3	1 682.2	1 826.1	1 872.5
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	235.4	217.3	202.7	160.5	170.5	155.4	149.9
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	157.6	209.0	237.1	143.3	130.2	205.5	215.9
Cuir, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	167.7	186.8	162.8	153.1	155.6	131.6	121.2
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	102.3	110.1	118.4	156.5	109.0	80.7	86.6
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	259.6	265.6	286.6	215.7	195.5	182.7	204.1
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	194.8	223.4	196.0	175.2	142.3	138.6	147.3
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	980.3	661.7	902.0	747.9	439.8	606.1	573.0
Machines et équipements (DK)	163.1	215.7	206.7	171.6	151.2	160.4	169.6
Équipements électriques et électroniques (DL)	87.1	166.2	182.9	138.8	107.7	110.2	130.5
Matériels de transport (DM)	9.5	28.7	43.5	43.8	15.5	32.3	33.2
Autres produits manufacturés (20+36+37)	72.2	65.6	53.8	55.0	68.9	74.1	74.5
Électricité, gaz et eau (E)	236.4	373.8	388.4	219.3	226.8	197.5	181.7
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	195.3	336.7	345.3	181.6	188.3	162.5	153.3
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	48.0	37.1	44.0	41.3	42.0	38.8	30.9
Construction (F)	1 280.9	1 703.4	1 778.3	1 696.6	1 681.7	1 734.8	1 704.0
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_)	4 509.1	5 682.1	5 969.0	5 908.7	5 645.4	6 001.4	6 272.3
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	2 168.0	2 634.6	2 818.6	2 808.5	2 410.3	2 461.4	2 674.6
Commerce et réparation automobile (50)	551.6	421.6	371.1	312.8	283.7	275.2	276.4
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	836.9	1 438.3	1 562.6	1 660.5	1 276.5	1 298.9	1 535.2
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	838.4	774.8	882.6	847.9	838.8	882.5	819.3
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	548.3	479.1	441.7	445.4	416.9	413.4	419.0
Transports et communications (I)	1 829.6	2 568.4	2 711.5	2 655.5	2 851.2	3 198.7	3 202.9
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	10 219.8	13 597.4	14 742.5	15 118.4	14 551.3	14 751.5	14 757.6
Services financiers (J)	5 575.2	7 721.6	8 152.1	8 461.4	8 012.7	8 169.8	7 776.6
Intermédiation financière (65)	4 090.7	4 692.1	4 745.7	4 671.8	4 029.5	3 982.9	3 787.5
Assurance (66)	673.3	767.6	810.2	871.3	931.8	1 135.2	1 092.0
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	894.8	2 261.9	2 637.5	2 993.7	3 426.2	3 535.1	3 359.9
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	4 634.7	5 875.9	6 623.2	6 680.3	6 549.0	6 596.9	6 994.6
Activités immobilières (70)	2 266.5	2 759.1	3 078.7	3 066.7	3 000.7	3 136.8	3 179.5
Location sans opérateur (71)	199.1	283.9	328.9	336.4	376.9	328.7	370.8
Activités informatiques (72)	1 189.8	471.0	573.0	622.1	620.6	601.0	673.0
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	1 552.8	2 361.9	2 649.1	2 667.6	2 571.5	2 553.8	2 784.3
Autres activités de services (L_P)	3 848.6	4 660.2	4 795.0	4 825.6	4 912.6	5 058.9	5 126.8
Services d'administration publique (L)	1 274.2	1 506.7	1 529.8	1 590.1	1 607.2	1 597.5	1 629.8
Éducation (M)	952.7	1 058.1	1 086.3	1 115.6	1 140.3	1 192.8	1 247.1
Services de santé et d'action sociale (N)	975.0	1 378.3	1 455.9	1 421.6	1 463.2	1 540.7	1 529.0
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	482.6	615.4	619.9	607.7	614.9	641.9	634.5
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	114.8	119.3	112.5	89.2	91.4	83.8	66.0
Activités associatives (91)	73.9	90.0	97.6	117.5	140.6	146.5	150.5
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	211.8	302.5	306.8	287.2	275.8	301.2	309.0
Services personnels (93)	86.0	103.5	103.4	116.5	108.9	118.4	128.4
Services domestiques (P)	171.1	101.6	103.7	90.2	86.7	84.6	83.8
Total Branches (TOT)	22 662.2	28 510.0	30 440.4	30 039.7	28 767.0	29 635.1	29 987.3

Source: Statec

## E. 2306 Rémunération des salariés (D1) par branche

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	30.7	45.7	49.4	51.9	56.6	61.4	67.5
Industrie, y compris énergie (C_E)	1 495.5	1 834.8	1 843.0	1 932.6	1 867.7	1 880.8	1 958.7
Produits d'extraction (C)	11.6	13.6	15.1	15.8	15.7	14.7	14.6
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	11.6	13.6	15.1	15.8	15.7	14.7	14.6
Produits manufacturés (D)	1 398.3	1 698.1	1 703.8	1 783.6	1 715.6	1 728.1	1 809.9
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	124.3	144.0	148.7	157.0	169.4	175.0	180.6
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	52.1	81.9	83.5	85.6	79.8	84.8	93.0
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	108.0	140.8	133.5	136.1	130.9	124.4	125.6
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	63.8	46.1	34.5	38.1	38.4	42.2	46.2
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	205.2	209.4	210.6	224.0	208.4	225.2	245.0
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	119.8	139.3	131.0	135.6	141.7	126.3	126.9
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	496.8	611.4	603.6	665.4	599.6	582.7	599.7
Machines et équipements (DK)	114.2	148.3	165.1	168.2	160.2	165.9	183.3
Équipements électriques et électroniques (DL)	65.3	117.9	128.2	103.1	119.2	132.9	135.8
Matériels de transport (DM)	8.0	17.3	20.0	21.3	20.2	21.8	25.0
Autres produits manufacturés (20+36+37)	40.8	41.8	45.1	49.3	47.9	46.9	48.8
Électricité, gaz et eau (E)	85.6	123.1	124.2	133.2	136.4	137.9	134.1
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	65.0	100.6	100.7	109.3	110.4	110.8	106.1
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	20.5	22.4	23.5	23.9	26.1	27.2	28.0
Construction (F)	750.3	1 154.4	1 284.5	1 377.0	1 415.1	1 422.9	1 488.9
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	2 079.1	2 964.4	3 172.4	3 411.6	3 547.0	3 722.4	3 934.6
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	959.4	1 348.7	1 448.7	1 553.7	1 630.6	1 725.0	1 833.7
Commerce et réparation automobile (50)	162.7	260.4	279.5	291.9	305.2	319.3	339.7
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	448.8	616.1	662.4	724.6	757.8	807.7	843.6
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	347.9	472.2	506.9	537.2	567.6	598.0	650.4
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	236.5	338.6	362.5	382.1	390.5	410.8	439.1
Transports et communications (I)	883.1	1 277.1	1 361.1	1 475.8	1 525.9	1 586.7	1 661.8
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	3 351.7	5 041.7	5 740.2	6 312.3	6 383.7	6 653.5	6 925.1
Services financiers (J)	2 215.1	3 079.6	3 461.5	3 677.8	3 678.9	3 808.3	3 856.7
Intermédiation financière (65)	1 737.0	2 326.6	2 575.4	2 719.8	2 724.7	2 818.8	2 858.2
Assurance (66)	159.2	202.3	221.7	250.9	264.9	275.0	262.6
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	318.9	550.7	664.5	707.1	689.4	714.5	735.9
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	1 136.5	1 962.1	2 278.7	2 634.5	2 704.8	2 845.1	3 068.4
Activités immobilières (70)	43.8	93.7	113.3	125.5	135.9	136.6	147.0
Location sans opérateur (71)	22.4	27.6	30.5	32.5	35.0	37.8	40.5
Activités informatiques (72)	190.6	344.3	422.1	479.5	496.6	503.8	550.7
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	879.8	1 496.5	1 712.8	1 997.1	2 037.3	2 167.0	2 330.2
Autres activités de services (L_P)	2 453.2	3 817.4	4 045.9	4 425.5	4 744.1	5 089.3	5 398.6
Services d'administration publique (L)	798.3	1 219.7	1 281.7	1 336.7	1 433.5	1 491.5	1 590.5
Éducation (M)	699.3	1 040.2	1 106.9	1 188.4	1 280.5	1 396.5	1 473.6
Services de santé et d'action sociale (N)	559.2	1 011.6	1 073.2	1 281.5	1 371.6	1 508.6	1 609.4
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	294.5	437.0	465.2	508.1	544.2	573.3	598.6
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	61.2	85.3	90.5	94.6	96.6	101.2	105.2
Activités associatives (91)	69.1	101.8	104.9	118.4	132.1	143.2	150.7
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	120.5	181.4	195.7	216.9	230.4	240.0	248.7
Services personnels (93)	43.7	68.5	74.2	78.1	85.1	88.9	94.0
Services domestiques (P)	101.8	108.8	119.0	110.9	114.2	119.4	126.6
Total Branches (TOT)	10 160.3	14 858.3	16 135.3	17 511.0	18 014.2	18 830.2	19 773.4

Source: Statac

## E. 2307 Salaires et traitements bruts (D11) par branche

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	26.0	40.4	43.5	46.1	49.5	53.6	58.9
Industrie, y compris énergie (C_E)	1 296.1	1 590.1	1 597.5	1 644.7	1 571.1	1 593.2	1 660.3
Produits d'extraction (C)	10.0	11.7	13.0	13.8	13.3	12.6	12.5
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	10.0	11.7	13.0	13.8	13.3	12.6	12.5
Produits manufacturés (D)	1 208.1	1 467.5	1 471.6	1 514.8	1 438.3	1 459.3	1 531.8
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	109.5	126.9	131.1	139.0	147.6	152.1	156.8
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	46.4	72.6	74.2	73.4	67.8	74.9	82.1
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	95.2	125.1	118.8	120.8	113.9	108.2	109.4
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	56.7	41.0	30.6	33.3	33.1	36.8	40.4
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	187.1	183.6	184.8	196.5	176.5	196.6	213.9
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	104.9	124.1	115.6	119.3	120.8	109.9	110.6
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	407.5	507.7	500.7	532.7	477.1	462.0	477.5
Machines et équipements (DK)	100.4	130.5	145.1	147.1	139.5	144.9	160.1
Équipements électriques et électroniques (DL)	57.4	104.3	113.4	90.8	103.4	114.4	116.9
Matériels de transport (DM)	7.1	15.1	17.4	18.6	17.2	18.8	21.6
Autres produits manufacturés (20+36+37)	35.8	36.7	39.7	43.4	41.4	40.8	42.5
Électricité, gaz et eau (E)	78.0	110.9	112.9	116.1	119.4	121.3	116.0
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	58.4	89.8	91.0	93.6	95.1	95.8	89.7
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	19.6	21.1	21.9	22.4	24.4	25.5	26.3
Construction (F)	636.0	993.4	1 106.7	1 187.1	1 203.3	1 208.2	1 289.0
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	1 819.8	2 630.2	2 807.8	3 001.2	3 092.6	3 252.3	3 440.0
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	834.5	1 189.1	1 275.7	1 364.7	1 420.0	1 501.8	1 595.4
Commerce et réparation automobile (50)	140.9	228.7	245.5	256.8	264.7	277.2	295.4
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	389.5	542.2	583.9	631.0	659.0	702.5	733.0
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	304.1	418.2	446.2	476.9	496.3	522.2	567.0
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	206.1	298.8	319.7	337.7	337.5	355.2	378.7
Transports et communications (I)	779.3	1 142.4	1 212.4	1 298.8	1 335.1	1 395.2	1 466.0
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	2 946.2	4 432.8	5 090.4	5 563.1	5 558.6	5 812.8	6 043.3
Services financiers (J)	1 947.0	2 681.6	3 052.1	3 204.9	3 183.6	3 326.0	3 367.7
Intermédiation financière (65)	1 537.3	2 013.8	2 262.6	2 367.2	2 351.4	2 459.9	2 493.5
Assurance (66)	129.1	165.4	183.5	198.2	216.0	228.9	218.5
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	280.6	502.4	606.1	639.5	616.1	637.2	655.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	999.2	1 751.2	2 038.2	2 358.2	2 375.0	2 486.7	2 675.6
Activités immobilières (70)	38.7	84.3	102.2	113.0	117.7	120.8	129.3
Location sans opérateur (71)	19.4	24.5	27.0	28.7	30.3	32.7	35.1
Activités informatiques (72)	167.9	308.0	378.1	430.9	439.5	443.5	482.2
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	773.3	1 334.4	1 530.9	1 785.6	1 787.6	1 889.7	2 028.9
Autres activités de services (L_P)	2 073.0	3 228.4	3 419.0	3 800.4	4 029.3	4 327.7	4 610.0
Services d'administration publique (L)	636.2	982.3	1 032.0	1 076.2	1 149.2	1 200.8	1 290.7
Éducation (M)	582.9	862.2	915.3	981.3	1 046.5	1 139.6	1 210.9
Services de santé et d'action sociale (N)	501.2	905.1	960.1	1 142.1	1 197.1	1 318.3	1 406.8
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	259.4	376.9	400.3	438.7	466.4	490.9	512.5
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	48.2	64.9	68.4	71.2	74.7	78.2	82.1
Activités associatives (91)	62.8	92.6	95.4	106.9	117.4	126.9	133.6
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	109.6	158.1	170.2	190.7	199.8	207.2	214.0
Services personnels (93)	38.8	61.2	66.4	69.9	74.5	78.5	82.9
Services domestiques (P)	93.3	101.9	111.3	162.0	170.1	178.1	189.1
Total Branches (TOT)	8 797.1	12 915.3	14 065.0	15 242.6	15 504.3	16 247.7	17 101.6

Source: Staterc

## E. 2308 Consommation de capital fixe (K1) par branche

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	84.0	69.1	76.4	84.9	89.7	93.0	98.7
Industrie, y compris énergie (C_E)	528.0	505.5	543.9	610.4	637.6	690.7	726.0
Produits d'extraction (C)	4.5	3.6	3.7	4.0	4.1	4.6	5.3
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	4.5	3.6	3.7	4.0	4.1	4.6	5.3
Produits manufacturés (D)	452.9	398.7	428.0	477.8	498.2	539.2	565.6
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	37.9	30.4	32.1	35.0	37.5	41.9	46.8
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	21.5	21.6	21.9	20.9	20.5	19.7	18.7
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	27.9	33.6	33.4	33.6	31.2	30.6	29.2
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	34.5	24.2	24.4	24.4	24.3	23.5	22.8
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	56.3	41.4	51.2	75.1	85.4	101.5	104.5
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	34.4	42.4	44.2	49.3	50.2	51.4	53.0
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	177.2	144.9	157.3	169.3	181.2	203.6	225.8
Machines et équipements (DK)	21.1	21.2	22.6	23.9	23.8	24.0	23.5
Équipements électriques et électroniques (DL)	19.0	16.1	17.0	23.7	21.9	20.3	17.5
Matériels de transport (DM)	2.7	2.9	3.3	3.6	3.4	3.3	3.2
Autres produits manufacturés (20+36+37)	20.3	19.9	20.7	19.0	18.8	19.5	20.5
Électricité, gaz et eau (E)	70.6	103.2	112.2	128.6	135.3	146.9	155.0
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	60.6	88.8	97.0	112.8	117.6	128.5	136.7
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	10.0	14.3	15.3	15.8	17.7	18.4	18.3
Construction (F)	80.1	78.5	97.0	87.1	87.0	94.0	100.3
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	757.4	940.8	989.6	1 080.2	1 168.3	1 255.6	1 287.2
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	186.0	197.3	232.6	251.0	254.1	285.9	305.2
Commerce et réparation automobile (50)	29.0	31.7	38.3	41.8	41.9	44.2	45.8
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	83.4	97.9	121.6	127.4	128.8	155.0	170.0
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	73.6	67.7	72.6	81.9	83.4	86.7	89.3
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	68.2	65.1	71.7	71.7	73.2	75.6	77.2
Transports et communications (I)	503.2	678.4	685.4	757.5	841.0	894.1	904.9
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	991.6	1 426.7	1 553.4	1 843.6	1 913.6	1 946.2	1 946.2
Services financiers (J)	330.8	424.1	407.0	476.1	480.6	496.9	495.7
Intermédiation financière (65)	246.3	328.5	325.5	382.0	398.7	417.1	422.5
Assurance (66)	15.2	18.3	19.8	35.8	36.1	39.7	39.5
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	69.3	77.3	61.7	58.4	45.8	40.1	33.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	660.8	1 002.7	1 146.4	1 367.5	1 433.0	1 449.3	1 450.5
Activités immobilières (70)	534.8	706.0	799.3	942.0	1 009.1	1 022.2	1 050.6
Location sans opérateur (71)	35.1	120.4	156.2	216.9	235.9	241.8	236.9
Activités informatiques (72)	30.1	58.3	70.3	83.2	73.3	64.6	43.8
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	60.7	117.9	120.6	125.5	114.7	120.7	119.1
Autres activités de services (L_P)	457.3	685.7	743.1	801.3	830.4	875.6	881.7
Services d'administration publique (L)	219.4	347.2	372.2	402.6	420.2	440.8	445.3
Éducation (M)	48.5	74.9	80.7	87.7	93.4	99.5	100.4
Services de santé et d'action sociale (N)	59.0	119.1	135.9	145.0	143.5	153.6	155.3
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	130.3	144.4	154.4	166.0	173.4	181.6	180.6
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	43.7	41.3	43.4	45.6	48.0	50.0	50.3
Activités associatives (91)	4.6	13.0	13.6	16.3	16.4	16.0	14.2
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	75.2	81.8	88.7	94.6	98.9	105.2	105.6
Services personnels (93)	6.9	8.3	8.7	9.5	10.0	10.4	10.5
Services domestiques (P)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Branches (TOT)	2 898.5	3 706.3	4 003.4	4 507.6	4 726.6	4 955.1	5 040.1

Source: Stavec





## E. 2311 Travailleurs indépendants (ESE) par branche

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Unité: 1 000 personnes							
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	3.0	3.2	3.4	2.4	2.4	2.3	2.3
Industrie, y compris énergie (C_E)	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Produits d'extraction (C)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits manufacturés (D)	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Machines et équipements (DK)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Équipements électriques et électroniques (DL)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Matériels de transport (DM)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres produits manufacturés (20+36+37)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Électricité, gaz et eau (E)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Construction (F)	1.0	1.2	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	8.4	6.8	6.4	7.1	7.0	7.0	7.1
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	5.1	3.9	3.7	3.9	3.9	4.0	4.0
Commerce et réparation automobile (50)	0.7	0.5	0.4	0.6	0.6	0.6	0.6
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	1.5	1.2	1.1	1.0	1.0	1.0	1.1
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	2.8	2.2	2.1	2.4	2.3	2.4	2.4
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	2.7	2.4	2.3	2.6	2.5	2.4	2.5
Transports et communications (I)	0.7	0.5	0.5	0.6	0.6	0.6	0.6
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	4.0	4.9	5.0	5.7	5.9	6.2	6.5
Services financiers (J)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intermédiation financière (65)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Assurance (66)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	4.0	4.9	5.0	5.7	5.9	6.2	6.5
Activités immobilières (70)	1.2	1.2	1.1	1.3	1.4	1.4	1.4
Location sans opérateur (71)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Activités informatiques (72)	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	2.5	3.3	3.4	3.9	4.1	4.3	4.6
Autres activités de services (L_P)	2.5	3.2	3.5	4.2	4.5	4.7	4.9
Services d'administration publique (L)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Éducation (M)	0.1	0.2	0.2	0.4	0.4	0.4	0.5
Services de santé et d'action sociale (N)	1.2	1.4	1.6	1.9	2.1	2.2	2.2
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	1.2	1.5	1.6	2.0	2.0	2.1	2.2
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Activités associatives (91)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	0.5	0.7	0.7	0.9	0.9	0.9	1.0
Services personnels (93)	0.7	0.8	0.9	1.1	1.1	1.1	1.2
Services domestiques (P)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total Branches (TOT)	19.4	19.8	19.9	21.2	21.5	21.9	22.4

Source: Statec

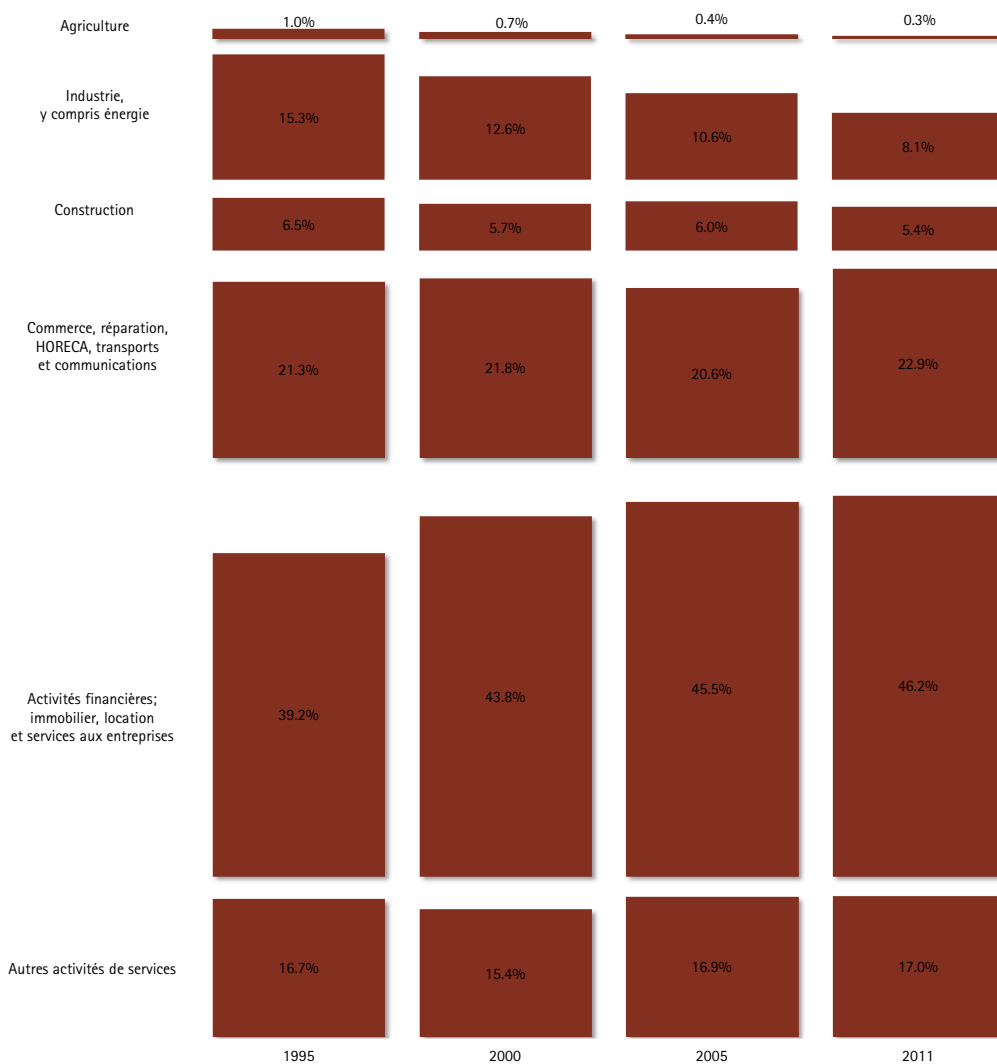


## E. 2312 Structure de la somme des valeurs ajoutées brutes aux prix de base

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: % du total						
Agriculture, chasse et sylviculture; pêche et aquaculture (A+B)	0.7	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3
Industrie, y compris énergie (C_E)	12.6	9.8	10.6	9.3	6.9	7.0	8.1
Produits d'extraction (C)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Produits d'extraction énergétiques (CA)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits d'extraction non énergétiques (CB)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Produits manufacturés (D)	11.3	8.2	9.1	8.2	5.6	5.9	7.2
Produits des industries agricoles et alimentaires (DA)	1.0	0.8	0.7	0.7	0.8	0.7	0.7
Produits de l'industrie textile et de l'habillement (DB)	0.8	0.6	0.6	0.4	0.3	0.5	0.5
Cuirs, articles de voyage, chaussures (DC)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Papiers et cartons; produits édités, imprimés ou reproduits (DE)	0.8	0.6	0.6	0.5	0.5	0.4	0.5
Produits de la cokéfaction, du raffinage et des industries nucléaires (DF)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits chimiques (DG)	0.6	0.3	0.2	0.3	0.2	0.2	0.3
Produits en caoutchouc ou en plastique (DH)	1.7	1.0	1.0	0.9	0.8	0.9	1.2
Autres produits minéraux non métalliques (DI)	1.2	0.8	0.8	0.7	0.5	0.5	0.6
Produits de la métallurgie et du travail des métaux (DJ)	3.6	2.6	3.7	3.4	1.2	1.4	1.7
Machines et équipements (DK)	0.8	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	0.8
Équipements électriques et électroniques (DL)	0.5	0.5	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5
Matériels de transport (DM)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Autres produits manufacturés (20+36+37)	0.4	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Électricité, gaz et eau (E)	1.2	1.4	1.4	1.0	1.1	1.0	0.9
Production et distribution d'électricité, de gaz et de chaleur (40)	1.0	1.3	1.2	0.9	1.0	0.8	0.7
Captage, traitement et distribution d'eau (41)	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.1
Construction (F)	5.7	5.7	5.6	5.6	5.9	5.5	5.4
Commerce; réparations automobiles et d'articles domestiques; hôtels et restaurants, transports et communications (G_I)	21.8	19.3	19.4	20.7	20.5	21.9	22.9
Ventes; réparations automobiles et d'articles domestiques (G)	9.2	8.9	9.3	10.3	9.9	11.0	12.4
Commerce et réparation automobile (50)	1.6	1.4	1.4	1.5	1.5	1.3	1.6
Commerce de gros et intermédiaires du commerce (51)	4.3	4.7	4.9	5.6	5.3	6.5	7.2
Commerce de détail et réparation d'articles domestiques (52)	3.3	2.7	3.1	3.3	3.1	3.2	3.6
Services d'hôtellerie et de restauration (H)	2.1	1.7	1.6	1.6	1.6	1.5	1.6
Transports et communications (I)	10.5	8.8	8.5	8.7	9.0	9.3	8.9
Activités financières; immobilier, location et services aux entreprises (J+K)	43.8	49.0	48.7	47.8	48.5	48.2	46.2
Services financiers (J)	25.0	29.5	28.0	25.6	25.4	26.6	23.6
Intermédiation financière (65)	18.6	19.4	17.3	17.4	16.3	15.8	14.5
Assurance (66)	1.9	2.3	2.0	1.8	2.1	2.6	2.3
Auxiliaires financiers et d'assurance (67)	4.6	7.8	8.7	6.3	7.0	8.2	6.7
Services immobiliers, de location et aux entreprises (K)	18.7	19.5	20.7	22.2	23.1	21.6	22.7
Activités immobilières (70)	10.3	9.4	9.7	9.9	10.0	9.6	9.4
Location sans opérateur (71)	1.0	0.9	1.0	1.0	1.2	1.0	1.1
Activités informatiques (72)	1.3	1.4	1.6	1.8	1.9	1.7	1.8
Services fournis principalement aux entreprises, R&D (73+74)	6.1	7.9	8.5	9.5	10.0	9.4	10.4
Autres activités de services (L_P)	15.4	15.8	15.3	16.2	17.9	17.1	17.0
Services d'administration publique (L)	5.2	5.1	4.9	5.2	5.7	5.3	5.3
Éducation (M)	3.8	3.7	3.5	3.8	4.3	4.2	4.1
Services de santé et d'action sociale (N)	3.8	4.6	4.5	4.8	5.3	5.1	5.1
Services collectifs, sociaux et personnels (O)	2.0	2.0	2.0	2.1	2.3	2.2	2.2
Assainissement, voirie et gestion des déchets (90)	0.5	0.4	0.4	0.4	0.5	0.4	0.4
Activités associatives (91)	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5
Activités récréatives, culturelles et sportives (92)	0.9	1.0	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9
Services personnels (93)	0.4	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4	0.4
Services domestiques (P)	0.5	0.4	0.4	0.3	0.4	0.3	0.3
Total Branches (TOT)	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Staterc

## Structure de la somme des valeurs ajoutées aux prix de base (en %)



Source: Statec

## E. 3 Finances publiques

La dette publique est composée d'emprunts obligataires classiques et de prêts bancaires et est exclusivement à longue échéance. Une dette à courte ou moyenne échéance n'existe actuellement pas.

La dette est intérieure ou extérieure selon que le créancier de l'emprunt ou du prêt est une entité luxembourgeoise ou internationale. Elle est libellée en monnaie nationale ou étrangère.

Jusqu'en 1984 la dette publique incluait la dette à terme non défini c'est-à-dire les certificats émis sur base de la « loi unique » du 13 mai 1964 et remis aux caisses de pension à régime contributif en vue de pallier la carence croissante des capitaux de couverture. En vertu des dispositions de la loi du 23 mai 1984, ces certificats ont été supprimés avec effet au 1.1.1985 et le flux d'intérêts y relatif remplacé par des transferts courants à charge de l'État, à l'instar des cotisations sociales obligatoires à charge de l'employeur et de l'ayant-droit.

---

### Bibliographie

Eurostat:

Comptes et statistiques des administrations publiques (annuel)

---



## E. 3101 Dette publique des administrations publiques (présentation détaillée)

Spécification	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dette de l'administration centrale</b>							
Numéraire et dépôts (AF.2)	24.4	142.9	161.3	176.9	193.9	207.2	221.0
<b>Titres autres qu'actions, à l'excl. des produits financiers dérivés (valeur nominale) (AF.33)</b>	654.7	248.6	-	2 000.0	2 000.0	4 000.0	4 000.0
à court terme (< 1 an) (AF.331)	-	-	-	-	-	-	-
à long terme (>= 1 an) (AF.332)	654.7	248.6	-	2 000.0	2 000.0	4 000.0	4 000.0
<b>Crédits (AF.4)</b>	500.0	1 462.5	1 777.3	2 649.3	2 757.5	2 791.5	2 884.4
à court terme (< 1 an) (AF.41)	71.9	284.8	310.0	319.0	369.0	366.2	357.7
à long terme (>= 1 an) (AF.42)	428.1	1 177.6	1 467.2	2 330.3	2 388.5	2 425.3	2 526.7
<b>Dette totale</b>	1 179.1	1 699.8	1 938.6	4 826.2	4 951.4	6 998.7	7 105.4
dont détenue par les administrations locales	38.6	45.9	47.8	50.1	50.8	51.1	51.8
dont détenue par les administrations de sécurité sociale	238.6	221.4	215.7	240.5	241.8	235.1	224.0
Dette extérieure (uniquement AF.4)	42.7	30.3	31.3	138.3	144.5	147.5	150.6
Dette en devises	30.3	-	-	-	-	-	-
Dette envers les établissements financiers résidents	242.7	971.2	1 256.1	1 985.6	2 041.8	2 081.5	2 192.7
Dette garantie par l'État	334.1	593.4	635.2	2 367.1	2 203.1	2 022.6	2 192.7
<b>Dettes des administrations locales</b>							
Numéraire et dépôts (AF.2)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Titres autres qu'actions, à l'excl. des produits financiers dérivés (valeur nominale) (AF.33)</b>	24.8	-	-	-	-	-	-
à court terme (< 1 an) (AF.331)	-	-	-	-	-	-	-
à long terme (>= 1 an) (AF.332)	24.8	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits (AF.4)</b>	433.5	835.5	828.7	860.7	869.2	960.4	974.6
à court terme (< 1 an) (AF.41)	35.1	95.0	79.6	111.0	86.6	163.9	163.9
à long terme (>= 1 an) (AF.42)	398.4	740.5	749.1	749.7	782.7	796.4	810.6
<b>Dette totale</b>	458.3	835.5	828.7	860.7	869.2	960.4	974.6
dont détenue par l'administration centrale	-	-	-	-	-	-	-
dont détenue par les administrations de sécurité sociale	4.0	2.1	1.7	1.3	0.8	0.3	-
<b>Dette des administrations de sécurité sociale</b>							
Numéraire et dépôts (AF.2)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Titres autres qu'actions, à l'excl. des produits financiers dérivés (valeur nominale) (AF.33)</b>	-	-	-	-	-	-	-
à court terme (< 1 an) (AF.331)	-	-	-	-	-	-	-
à long terme (>= 1 an) (AF.332)	-	-	-	-	-	-	-
<b>Crédits (AF.4)</b>	0.3	-	-	-	-	-	-
à court terme (< 1 an) (AF.41)	-	-	-	-	-	-	-
à long terme (>= 1 an) (AF.42)	0.3	-	-	-	-	-	-
<b>Dette totale</b>	0.3	-	-	-	-	-	-
dont détenue par l'administration centrale	-	-	-	-	-	-	-
dont détenue par les administrations locales	-	-	-	-	-	-	-
<b>Dette consolidée des administrations publiques (contributions nettes)</b>							
Administration centrale (S.1311)	901.8	1 432.5	1 675.1	4 535.5	4 658.8	6 712.4	6 829.6
Administrations locales (S.1313)	454.3	833.4	827.0	859.4	868.4	960.1	974.6
Administrations de sécurité sociale (S.1314)	0.3	-	-	-	-	-	-
<b>Dette des administrations publiques selon le Règlement (CE) N° 3605/93 (S.13)</b>	1 356.4	2 265.9	2 502.0	5 394.9	5 527.2	7 672.5	7 804.1

Source: Statec

### Recettes fiscales dans l'optique de la comptabilité nationale

À part des données fournies par les différentes administrations compétentes et publiées dans le présent chapitre, le lecteur trouvera également des renseignements concernant les recettes fiscales dans l'optique de la comptabilité nationale, publiés selon le concept de la caisse transactionnalisée, dans le chapitre E. 31 Comptes nationaux. Une note méthodologique concernant les impôts et cotisations sociales peut être consultée dans la note méthodologique du chapitre E. 31.

### Exercice budgétaire

L'exercice budgétaire coïncide avec l'année civile. Toutefois, afin de permettre la perception des droits constatés (et la liquidation des dépenses engagées) au 31 décembre, l'année

budgétaire a été prolongée: De 6 mois pour les exercices antérieurs à 1957, de 5 mois pour les exercices de 1958 à 1966 et de 4 mois seulement à partir de l'exercice 1967. Les recettes fiscales, avec distinction d'exercice, représentent par conséquent les impôts et taxes se rapportant à l'exercice dans toute la mesure où ils ont pu être mis en recouvrement dans les limites précitées, les arriérés d'exercices antérieurs se trouvant confondus avec les recettes de l'exercice au cours duquel ils ont été prélevés.

---

### Bibliographie

Ministère des Finances:	Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État
Eurostat:	Comptes et statistiques des administrations publiques (annuel)
OCDE:	Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE (annuel)
Statec:	Bulletin du Statec N°6/1981: Charges budgétaires comparées de la jeunesse et de la vieillesse

## E. 3 Finances publiques

### E. 3200 Recettes et Dépenses des administrations publiques – Total Administrations publiques (secteur S1300 – consolidé)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dépenses</b>	8 270.1	13 084.9	13 596.5	14 623.8	16 083.7	17 097.8	17 882.2
Consommation intermédiaire (P.2)	714.8	1 034.5	1 105.8	1 244.9	1 385.4	1 464.6	1 556.5
Formation de capital (P.5)	847.2	1 227.8	1 237.2	1 271.5	1 399.4	1 621.5	1 628.5
Rémunération des salariés (D.1)	1 660.7	2 507.5	2 653.3	2 797.3	3 018.8	3 216.7	3 393.1
Autres impôts sur la production (D.29)	0.9	8.8	5.7	6.1	6.3	9.3	3.6
Subventions (D.3)	338.4	524.5	595.2	604.2	632.5	669.2	696.4
Revenus de la propriété (D.4)	74.5	61.5	89.7	125.7	127.1	148.8	197.8
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2 872.6	4 569.5	4 833.3	5 371.9	5 980.8	6 213.8	6 421.4
Prestations sociales en nature etc (D.63p)	902.7	1 622.6	1 655.6	1 735.8	1 876.6	1 970.0	2 033.5
Autres transferts courants (D.7)	639.0	950.9	952.1	1 036.9	1 115.0	1 234.3	1 430.8
Transferts en capital à payer (D.9)	238.4	457.6	501.3	445.8	539.1	549.7	497.5
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-19.0	119.8	-32.7	-16.1	2.8	-0.1	22.9
<b>Recettes</b>	9 583.4	13 544.1	14 976.9	15 815.4	15 806.8	16 766.4	17 741.8
Production marchande (P.11)	260.5	342.6	442.8	424.3	452.8	466.9	452.9
Production pour usage final propre (P.12)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiements pour autre production non marchande (P.131)	130.7	264.8	256.9	300.9	320.9	321.1	339.1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2 966.0	4 266.3	4 662.4	4 650.7	4 527.4	4 768.5	5 052.8
Autres subventions sur la production (D.39)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenus de la propriété (D.4)	462.8	486.1	597.0	719.2	483.8	563.7	666.1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	3 286.1	4 416.3	4 889.1	5 269.2	5 271.6	5 738.1	5 982.8
Cotisations sociales (D.61)	2 403.3	3 647.4	4 001.4	4 300.8	4 587.9	4 736.5	5 113.5
Autres transferts courants (D.7)	39.9	58.4	53.5	59.9	77.2	88.4	60.9
Transferts en capital à recevoir (D.9)	34.0	62.3	73.7	90.3	85.2	83.2	73.7
<b>Capacité/besoin de financement (B.9)</b>	1 313.3	459.2	1 380.3	1 191.6	-276.9	-331.4	-140.4

Source: Statec

## E. 3201 Recettes et Dépenses des administrations publiques – Total Administrations publiques (secteur S1300 – non-consolidé)

Libellés	1995	2000	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dépenses</b>	7 512.2	10 554.8	17 313.9	18 895.8	20 501.7	21 670.5	22 528.3
Consommation intermédiaire (P.2)	532.7	714.8	1 105.8	1 244.9	1 385.4	1 464.6	1 556.5
Formation de capital (P.5)	581.0	847.2	1 237.2	1 271.5	1 399.4	1 621.5	1 628.5
Rémunération des salariés (D.1)	1 277.5	1 660.7	2 653.3	2 797.3	3 018.8	3 216.7	3 393.1
Autres impôts sur la production (D.29)	1.0	0.9	5.7	6.1	6.3	9.3	3.6
Subventions (D.3)	235.4	338.4	595.2	604.2	632.5	669.2	696.4
Revenus de la propriété (D.4)	68.6	83.6	99.0	135.7	136.5	157.9	206.1
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2 157.1	2 872.6	4 833.3	5 371.9	5 980.8	6 213.8	6 421.4
Prestations sociales en nature etc (D.63p)	579.1	902.7	1 655.6	1 735.8	1 876.6	1 970.0	2 033.5
Autres transferts courants (D.7)	1 824.4	2 857.5	4 552.1	5 146.7	5 367.1	5 647.8	5 931.9
Transferts en capital à payer (D.9)	251.0	295.5	609.5	598.0	695.8	699.9	634.3
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	4.6	-19.0	-32.7	-16.1	2.8	-0.1	22.9
<b>Recettes</b>	7 877.9	11 868.1	18 694.3	20 087.4	20 224.9	21 339.1	22 387.9
Production marchande (P.11)	209.3	260.5	442.8	424.3	452.8	466.9	452.9
Production pour usage final propre (P.12)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiements pour autre production non marchande (P.131)	110.9	130.7	256.9	300.9	320.9	321.1	339.1
Impôts sur la production et les importations (D.2)	1 660.2	2 966.0	4 662.4	4 650.7	4 527.4	4 768.5	5 052.8
Autres subventions sur la production (D.39)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenus de la propriété (D.4)	356.7	471.8	606.3	729.3	493.2	572.7	674.4
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	2 314.0	3 286.1	4 889.1	5 269.2	5 271.6	5 738.1	5 982.8
Cotisations sociales (D.61)	1 656.1	2 403.3	4 001.4	4 300.8	4 587.9	4 736.5	5 113.5
Autres transferts courants (D.7)	1 487.6	2 258.5	3 653.5	4 169.7	4 329.3	4 501.9	4 561.9
Transferts en capital à recevoir (D.9)	83.0	91.1	181.8	242.5	241.8	233.4	210.5
<b>Capacité/besoin de financement (B.9)</b>	365.7	1 313.3	1 380.3	1 191.6	-276.9	-331.4	-140.4

Source: Statec



## E. 302 Recettes et Dépenses des administrations publiques – Administration centrale (secteur S1311)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dépenses</b>	5 901.6	9 447.4	9 711.2	10 586.8	11 447.7	12 291.9	12 729.9
Consommation intermédiaire (P.2)	430.8	668.5	680.8	779.2	896.4	921.4	935.2
Formation de capital (P.5)	487.3	761.4	752.6	753.1	750.8	1 018.6	953.8
Rémunération des salariés (D.1)	1 219.4	1 845.4	1 957.8	2 064.3	2 247.9	2 439.7	2 571.7
Autres impôts sur la production (D.29)	0.2	0.2	0.3	0.3	0.4	0.4	0.4
Subventions (D.3)	306.2	491.5	530.1	539.6	566.3	601.4	621.0
Revenus de la propriété (D.4)	64.8	48.0	66.3	98.5	117.6	146.8	193.2
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	367.9	722.7	762.4	809.1	1 010.9	1 057.4	1 082.2
Prestations sociales en nature etc (D.63p)	22.9	44.5	41.0	46.6	52.0	52.8	55.1
Autres transferts courants (D.7)	2 740.5	4 211.7	4 371.2	4 948.1	5 134.1	5 385.2	5 682.4
Transferts en capital à payer (D.9)	277.6	528.4	577.5	567.2	668.9	673.9	625.2
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-16.0	124.9	-28.9	-19.0	2.4	-5.8	9.7
<b>Recettes</b>	6 513.2	9 228.3	10 065.2	10 526.9	10 488.9	11 276.8	11 732.7
Production marchande (P.11)	79.8	111.5	123.1	110.0	132.7	126.5	129.4
Production pour usage final propre (P.12)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiements pour autre production non marchande (P.131)	63.4	145.9	161.6	194.3	221.6	204.3	229.7
Impôts sur la production et les importations (D.2)	2 935.3	4 218.7	4 611.5	4 603.1	4 481.4	4 724.4	5 006.2
Autres subventions sur la production (D.39)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenus de la propriété (D.4)	254.2	243.3	229.5	282.8	244.6	322.4	332.0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	2 821.7	3 930.3	4 343.6	4 685.5	4 679.5	5 127.9	5 287.9
Cotisations sociales (D.61)	217.5	337.2	360.5	385.5	421.1	447.9	481.1
Autres transferts courants (D.7)	110.2	172.8	164.2	175.3	222.5	246.7	205.4
Transferts en capital à recevoir (D.9)	31.2	68.5	71.2	90.4	85.5	76.8	61.0
<b>Capacité/besoin de financement (B.9)</b>	611.6	-219.1	354.0	-60.0	-958.7	-1 015.1	-997.2

Source: Statec

## E. 3023 Recettes et Dépenses des administrations publiques – Administrations locales (secteur S1313)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dépenses</b>	1 143.1	1 613.5	1 743.8	1 890.6	2 078.0	2 103.0	2 280.6
Consommation intermédiaire (P.2)	235.3	338.0	371.4	420.1	441.2	478.1	539.7
Formation de capital (P.5)	353.5	455.9	477.6	514.0	639.6	591.8	666.1
Rémunération des salariés (D.1)	383.8	584.6	614.1	649.2	682.8	685.2	726.1
Autres impôts sur la production (D.29)	0.5	8.4	5.3	5.7	5.7	8.7	3.1
Subventions (D.3)	32.0	32.8	65.1	64.5	66.0	67.5	75.4
Revenus de la propriété (D.4)	18.5	22.8	32.4	36.9	18.6	10.7	12.6
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	4.7	5.3	5.9	6.4	6.7	7.4	7.9
Prestations sociales en nature etc (D.63p)	8.9	14.1	14.7	16.5	17.4	17.2	20.3
Autres transferts courants (D.7)	100.3	142.9	145.6	161.2	190.9	220.2	214.3
Transferts en capital à payer (D.9)	8.7	13.8	15.6	13.6	8.6	10.3	1.9
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	-3.0	-5.1	-3.9	2.4	0.4	5.7	13.2
<b>Recettes</b>	1 257.0	1 684.9	1 882.5	2 060.4	2 029.0	2 159.5	2 311.6
Production marchande (P.11)	163.3	210.2	298.0	291.3	295.2	315.0	297.8
Production pour usage final propre (P.12)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiements pour autre production non marchande (P.131)	66.9	118.9	95.3	106.6	99.2	116.9	109.4
Impôts sur la production et les importations (D.2)	30.7	47.7	50.9	47.6	45.9	44.1	46.6
Autres subventions sur la production (D.39)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenus de la propriété (D.4)	28.8	25.0	45.3	55.6	27.6	30.3	43.0
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	464.3	486.0	545.5	583.8	592.1	610.2	694.9
Cotisations sociales (D.61)	3.8	3.9	3.9	4.0	4.0	3.9	4.0
Autres transferts courants (D.7)	449.7	682.3	742.2	831.7	821.4	895.3	978.9
Transferts en capital à recevoir (D.9)	49.4	111.1	101.5	139.8	143.6	143.9	137.1
<b>Capacité/besoin de financement (B.9)</b>	114.0	71.3	138.7	169.8	-49.0	56.5	31.0

Source: Statec

## E. 3204 Recettes et Dépenses des administrations publiques – Administrations de sécurité sociale (secteur S1314)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Dépenses</b>	3 510.2	5 604.4	5 858.9	6 418.4	6 976.1	7 275.6	7 517.7
Consommation intermédiaire (P.2)	48.7	28.0	53.6	45.6	47.8	65.1	81.6
Formation de capital (P.5)	6.5	10.4	6.9	4.4	9.0	11.0	8.6
Rémunération des salariés (D.1)	57.5	77.5	81.4	83.7	88.0	91.9	95.3
Autres impôts sur la production (D.29)	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Subventions (D.3)	0.2	0.2	0.0	0.1	0.2	0.3	0.1
Revenus de la propriété (D.4)	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D.62)	2 500.0	3 841.4	4 065.0	4 556.4	4 963.2	5 148.9	5 331.3
Prestations sociales en nature etc (D.63p)	871.0	1 564.0	1 599.8	1 672.7	1 807.2	1 900.0	1 958.2
Autres transferts courants (D.7)	16.7	41.7	35.3	37.4	42.1	42.4	35.2
Transferts en capital à payer (D.9)	9.2	40.8	16.4	17.2	18.2	15.6	7.1
Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits (K.2)	0.0	0.0	0.0	0.5	0.0	0.0	0.0
<b>Recettes</b>	4 097.9	6 211.4	6 746.5	7 500.2	7 707.0	7 902.8	8 343.6
Production marchande (P.11)	17.5	20.9	21.7	23.0	25.0	25.5	25.7
Production pour usage final propre (P.12)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Paiements pour autre production non marchande (P.131)	0.4	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0	0.0
Impôts sur la production et les importations (D.2)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres subventions sur la production (D.39)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Revenus de la propriété (D.4)	188.8	227.3	331.5	390.8	220.9	220.1	299.5
Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D.5)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Cotisations sociales (D.61)	2 182.0	3 306.3	3 637.0	3 911.3	4 162.9	4 284.6	4 628.4
Autres transferts courants (D.7)	1 698.6	2 648.7	2 747.1	3 162.7	3 285.4	3 359.9	3 377.5
Transferts en capital à recevoir (D.9)	10.5	8.2	9.1	12.3	12.8	12.7	12.5
<b>Capacité/besoin de financement (B.9)</b>	<b>587.7</b>	<b>607.1</b>	<b>887.6</b>	<b>1 081.8</b>	<b>730.9</b>	<b>627.2</b>	<b>825.9</b>

Source: Statec

## E. 3300 Impôts et cotisations sociales (présentation agrégée) – Total Administrations publiques (secteur S1300)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							Unité: Million EUR
<b>Impôts sur la production et les importations (D2)</b>	2 966.0	4 266.3	4 662.4	4 650.7	4 527.4	4 768.5	5 052.8
Impôts sur les produits (D21)	2 452.2	3 575.9	3 903.8	4 039.4	3 964.6	4 090.7	4 395.2
Taxes du type TVA (D211)	1 142.3	1 915.5	2 105.9	2 305.1	2 381.5	2 460.4	2 642.8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D212)	997.9	1 300.8	1 335.2	1 370.5	1 298.9	1 326.5	1 422.7
Impôts sur les produits (hors TVA et impôts à l'import.) (D214)	312.1	359.6	462.7	363.9	284.2	303.8	329.6
Autres impôts sur la production (D29)	513.9	690.5	758.6	611.3	562.8	677.8	657.6
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D5)</b>	3 286.1	4 416.3	4 889.1	5 269.2	5 271.6	5 738.1	5 982.8
Impôts sur le revenu (D51)	3 106.6	4 226.2	4 655.0	5 039.7	4 991.7	5 467.3	5 665.3
Autres impôts courants (D59)	179.5	190.1	234.1	229.6	279.9	270.8	317.5
<b>Impôts en capital (D91)</b>	23.0	47.5	46.5	53.3	52.3	50.2	43.4
<b>Recettes fiscales totales (D2+D5+D91)</b>	6 275.1	8 730.1	9 598.1	9 973.2	9 851.3	10 556.8	11 079.0
<b>Cotisations sociales effectives (D611)</b>	2 225.9	3 375.4	3 709.4	3 989.8	4 249.1	4 375.7	4 742.1
<b>Total recettes fiscales et contributions sociales (D2+D5+D91+D611)</b>	8 501.0	12 105.5	13 307.5	13 963.1	14 100.5	14 932.4	15 821.1

Source: Statec

## E. 3301 Impôts et cotisations sociales (présentation agrégée) – Administration centrale (secteur S1311)

Libellés	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
							Unité: Million EUR
<b>Impôts sur la production et les importations (D2)</b>	2 935.3	4 218.7	4 611.5	4 603.1	4 481.4	4 724.4	5 006.2
Impôts sur les produits (D21)	2 440.7	3 551.8	3 877.8	4 017.1	3 945.2	4 073.6	4 376.8
Taxes du type TVA (D211)	1 142.3	1 915.5	2 105.9	2 305.1	2 381.5	2 460.4	2 642.8
Impôts et droits sur les importations, à l'exclusion de la TVA (D212)	997.9	1 300.8	1 335.2	1 370.5	1 298.9	1 326.5	1 422.7
Impôts sur les produits (hors TVA et impôts à l'import.) (D214)	300.6	335.6	436.7	341.6	264.7	286.7	311.2
Autres impôts sur la production (D29)	494.6	666.9	733.7	586.0	536.2	650.9	629.5
<b>Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc. (D5)</b>	2 821.7	3 930.3	4 343.6	4 685.5	4 679.5	5 127.9	5 287.9
Impôts sur le revenu (D51)	2 646.7	3 745.9	4 117.0	4 463.5	4 406.6	4 863.8	4 978.0
Autres impôts courants (D59)	175.1	184.4	226.6	222.0	272.9	264.1	310.0
<b>Impôts en capital (D91)</b>	23.0	47.5	46.5	53.3	52.3	50.2	43.4
<b>Recettes fiscales totales (D2+D5+D91)</b>	5 780.1	8 196.5	9 001.6	9 341.9	9 213.3	9 902.5	10 337.6
<b>Cotisations sociales effectives (D611)</b>	54.4	80.9	85.4	90.5	98.5	103.4	127.0
<b>Total recettes fiscales et contributions sociales (D2+D5+D91+D611)</b>	5 834.5	8 277.4	9 087.0	9 432.4	9 311.8	10 005.9	10 464.6

Source: Statec





### Source et déclaration

Jusqu'à la fin de 1992, l'enregistrement statistique des importations et exportations s'effectuait, en général, sur la base des documents administratifs présentés lors du passage des frontières:

- le relevé Benelux 50 pour les échanges avec la Belgique et les Pays-Bas;
- le document administratif unique pour les échanges en dehors du Benelux.

Toutefois, certaines grandes entreprises bénéficiaient d'une procédure autorisant la déclaration mensuelle récapitulative.

La réalisation du marché intérieur au 1er janvier 1993 a éliminé les obstacles techniques, administratifs et fiscaux aux frontières intérieures entre les États membres de l'Union européenne. La disparition des formalités douanières signifiait l'abandon de l'ancien système de collecte des données par le biais des documents administratifs.

Compte tenu de la nécessité de statistiques sur les échanges intra-communautaires de marchandises, un nouveau système de collecte - appelé Intrastat - a été instauré. Cette nouvelle méthode de collecte fait l'objet d'un règlement (CEE) du Conseil (No 3330/91 du 7 novembre 1991 - Journal officiel No L 316 du 16/11/1991).

En principe, l'information statistique sur les échanges est collectée, depuis janvier 1993, directement auprès des entreprises résidentes. Celles-ci envoient mensuellement une déclaration statistique au Statec.

Pour plus de renseignements, les intéressés sont priés de se référer à la notice explicative - version 2000 - sur l'application du système Intrastat au Luxembourg éditée par le Statec) ou encore au règlement de base susmentionné.

Pour l'évaluation des courants d'échanges extra-communautaires de marchandises, le Statec puise ses renseignements essentiellement auprès de la Banque nationale de Belgique.

### Les flux de marchandises

La statistique du commerce extérieur comprend les régimes statistiques suivants:

- d'une part les exportations de marchandises d'origine ou de provenance luxembourgeoise, les exportations après perfectionnement actif et les exportations pour perfectionnement passif;
- d'autre part les importations de marchandises mises en libre pratique et/ou à la consommation à leur arrivée ou à la sortie des entrepôts, les importations en perfectionnement actif et les importations après perfectionnement passif.

Sont relevées sous le régime du perfectionnement actif les marchandises importées en franchise temporaire de certains droits de prélèvement (droits de douane, droits d'accise, TVA, etc.) qui sont introduites sur le territoire national pour y subir un complément d'ouvroison, une transformation ou une réparation et recevoir finalement une destination qui justifie la franchise (réexportation ou entrée en entrepôt). De même, le régime du perfectionnement passif permet de réimporter en franchise totale ou partielle de droits (droits de douane, TVA)

les marchandises qui ont été envoyées temporairement à l'étranger, en vue d'y subir un complément d'ouvroison, une transformation ou une réparation.

### Nomenclature des marchandises

Tout produit passant une frontière est classé dans une nomenclature de marchandises. Il est bien évident que chaque produit individuel - il en existe plusieurs centaines de milliers - ne trouve pas forcément dans la nomenclature un code qui lui soit propre, il doit donc être repris sous une position qui accueille des produits voisins ou moins différents suivant le degré de finesse de la nomenclature.

Le règlement 1736/75 du Conseil de la CE du 24 juin 1975, relatif aux statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du Commerce entre ses États membres prévoit en son article 5 que les marchandises doivent être désignées dans le support de l'information statistique selon l'appellation prescrite par les dispositions relatives aux échanges des marchandises de manière qu'elles puissent être classées aisément et avec rigueur sous la rubrique dont elles relèvent dans la nomenclature nationale des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur. Il y a lieu, en outre, d'indiquer sur les documents statistiques, le numéro de code des marchandises déclarées, tel que celui-ci figure dans la nomenclature.

#### Nimexe (jusqu'en 1997)

Les nomenclatures pour les statistiques du commerce extérieur sont toutes dérivées de la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers, dite « Nomenclature de Bruxelles, 1955 » (NDB) et depuis 1976 « Nomenclature du Conseil de coopération douanière » (NCCD). La NCCD qui comporte 21 sections, 99 chapitres et 1011 rubriques a été adoptée comme nomenclature de base par la plupart des pays d'Europe, dont ceux du Marché commun.

Pour les besoins de la surveillance et du contrôle des échanges commerciaux entre la CEE et les pays tiers, les services douaniers des pays du Marché commun ont élaboré, en 1961 la « Nomenclature du Tarif douanier des Communautés européennes » encore appelée « Tarif douanier commun » (TDC). Cette nomenclature a été obtenue en introduisant un certain nombre de sous-positions au sein des rubriques de la NDB.

La nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres (Nimexe) a été introduite en janvier 1966 pour permettre à l'Office statistique des Communautés européennes (Eurostat) d'établir les statistiques du commerce extérieur de la Communauté et du commerce entre ses États membres. Elle est désignée par le sigle Nimexe = Nomenclature des importations et exportations.

Chaque rubrique de la Nimexe est caractérisée par son numéro de code, son libellé et, le cas échéant, son unité supplémentaire. Le code est à six chiffres, les quatre premiers correspondant aux positions de la NCCD, tandis que les deux derniers spécifient les rubriques de la Nimexe.

### Nomenclature combinée (à partir de 1998)

Au 1er janvier 1988 une nouvelle nomenclature des marchandises – dénommée nomenclature combinée (NC) et répondant à la fois aux exigences du tarif douanier commun et des statistiques du commerce extérieur a été introduite. Chaque sous-position de la NC est assortie d'un code numérique composé de neuf chiffres. Les six premiers chiffres correspondent aux codes numériques des positions et sous-positions de la nomenclature du « système harmonisé de désignation et de codification des marchandises » (SH) qui contribuera à une compatibilité mondiale des statistiques du commerce extérieur. Les septième et huitième chiffres identifient les sous-positions de la NC. Le neuvième chiffre est réservé pour les subdivisions statistiques nationales.

Étant donné que la NC est le résultat d'une révision fondamentale de la nomenclature des marchandises utilisée pour la statistique du commerce extérieur, la correspondance avec le schéma précédent n'est pas toujours assurée. Même si la structure de la ventilation par sections et par chapitres n'a quasiment pas changé, signalons toutefois quelques reclassements qui modifient le contenu des chapitres, voire des sections:

- les constructions préfabriquées sont relevées dans trois positions de regroupement au chapitre 94 (section XX) alors qu'elles étaient reprises auparavant par matière (par exemple bois, métal) dans le chapitre respectif, ce qui a une répercussion au niveau des chapitres et des sections;
- les appareils vidéophoniques, cassettes, disques etc. sont déplacés du chapitre 92 au chapitre 85 ce qui affecte également les résultats par sections;
- l'éclatement de l'ancien chapitre 73 en deux chapitres (72 et 73), de même que le reclassement des positions des matières textiles et leur nouveau regroupement par chapitre n'ont aucune influence sur la ventilation par sections.

### Classification type du commerce international (CTCI)

La publication des résultats du commerce extérieur se base sur la classification type pour le commerce international. Il s'agit d'une nomenclature élaborée par les Nations Unies à des fins de publication des données du commerce extérieur. La version actuellement en vigueur est la révision 3 et elle date de 1986. Au niveau le plus fin de la nomenclature, celle-ci se compose d'environ 3 000 positions. Ces codes sont regroupés en 67 sections. Au Luxembourg nous utilisons des regroupements de sections pour établir les différentes catégories de marchandises reprises dans nos publications.

Les codes CTCI sont déterminés à partir d'une table de conversion entre la Nomenclature Combinée et la CTCI.

### Pays d'origine, pays de provenance et pays de destination

Le pays d'origine est le pays où les marchandises ont été produites. Le pays de provenance qui ne coïncide pas toujours avec le pays d'origine – est le pays où, pour exécuter les clauses du contrat d'achat, l'expédition a eu son point de départ initial. Toutefois, lorsque les marchandises ont été introduites dans un

ou plusieurs pays intermédiaires et y ont fait l'objet d'arrêts ou d'opérations juridiques (la marchandise y est nationalisée, vendue, transformée ou entreposée dans un entrepôt sous contrôle douanier), le pays de provenance est le dernier pays où de tels arrêts ou opérations juridiques se sont produits.

Au niveau des échanges avec les pays tiers à l'Union Européenne, on retient en principe le pays d'origine et au niveau des échanges intra-UE le pays de provenance comme pays partenaire. Notons qu'avant 1998, le pays partenaire au niveau des échanges extra-UE correspondait également au pays de provenance. Le changement a été effectué essentiellement en vue de se conformer aux concepts retenus par Eurostat et aux concepts et définitions des Nations Unies.

### Exemple

Soit une marchandise produite aux États-Unis d'Amérique, vendue à un importateur luxembourgeois, expédiée par mer sur Anvers et y déchargée à destination du Luxembourg. Dans cet exemple, le pays d'origine, les États-Unis d'Amérique, doit également être considéré comme le pays de partenaire. Si par contre la marchandise a été vendue un grossiste au Canada qui l'expédie via Anvers au Luxembourg, le pays de provenance est le Canada. Nous enregistrons cependant comme pays partenaire les États-Unis d'Amérique du fait que les marchandises sont originaires de ce pays. Si la marchandise a été vendue à un représentant général en Belgique avant d'être revendue à un négociant luxembourgeois, la transaction est enregistrée comme une importation en provenance de la Belgique (pays communautaire). Ceci vaut pour tous les produits importés au Luxembourg par un intermédiaire se trouvant en Belgique (par exemple: produits pétroliers, voitures automobiles, produits alimentaires, produits pharmaceutiques, etc.).

Le pays de destination à l'exportation est le dernier pays connu, au moment de l'expédition, vers lequel les marchandises doivent être envoyées.

### Commerce spécial versus commerce général

Au Luxembourg, la statistique du commerce extérieur correspond au concept du commerce spécial. Ce concept se distingue du concept du commerce général principalement par le traitement des entrées et des sorties de marchandises des entrepôts douaniers. Dans le concept du commerce spécial, les importations sont enregistrées au moment de la sortie de l'entrepôt douanier, alors que dans le concept du commerce général, elles sont comptabilisées au moment de l'entrée dans l'entrepôt douanier. En cas d'exportation, le concept du commerce spécial stipule que la transaction est enregistrée au moment de l'entrée dans l'entrepôt douanier, alors que d'après le concept du commerce général l'enregistrement de la transaction se fait lors de la sortie de l'entrepôt douanier en vue d'une expédition vers une autre destination.

### Valeur

La valeur des marchandises est la valeur statistique déclarée, déterminée sur la base du prix f.o.b. (free on board) à l'exportation et du prix c.a.f. (coût, assurance, fret) à l'importation.

La valeur statistique à l'exportation est la valeur des



marchandises réellement exportées, calculée au moment où les marchandises franchissent la frontière du Luxembourg. Cette valeur comprend le prix pratiqué pour la marchandise sur le marché intérieur et les frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière. Les restitutions et les droits d'accises dont décharge est accordée à l'exportateur luxembourgeois, viennent en déduction du prix.

La valeur statistique de la marchandise à l'importation comprend les frais de transport et d'assurance du lieu d'expédition jusqu'au lieu d'introduction de la marchandise sur le territoire du Luxembourg (valeur c.a.f.), donc à l'exclusion des impôts indirects (droits de douane, droits d'accises, TVA. etc.).

### Quantités

La statistique du commerce extérieur est également établie d'après le poids net ou demi-net des marchandises, exprimé en kilogrammes.

Par poids net, il faut entendre le poids propre de la marchandise dépouillée de tous ses emballages. Par poids demi-net, il faut

entendre le poids cumulé de la marchandise et des emballages. Le relevé s'effectue d'après le poids demi-net dans les cas où les emballages passent avec la marchandise dans les mains de l'acheteur, lors de la vente au détail.

Pour certaines marchandises les quantités importées et exportées sont exprimées en une autre unité de mesure que le poids (nombre de têtes, de pièces de litres, de m<sup>2</sup>, de m<sup>3</sup>, ... suivant le cas). Ces unités sont appelées unités supplémentaires.

Dans les tableaux statistiques ci-après ne figurent pas d'indications relatives au poids (ou à d'autres unités de mesure). Toutefois, pour une gamme de produits, les données quantitatives sont reprises sur base d'autres sources dans divers chapitres de l'Annuaire statistique du Statec (voir sous « exportations » et « importations » dans la table alphabétique, à la fin de l'Annuaire).

### Balance commerciale

La balance commerciale est le solde entre la valeur des exportations et la valeur des importations de marchandises.

---

### Bibliographie

- |   |   |
|---|---|
| Institut national de statistique (Bruxelles): | Les statistiques du commerce extérieur et du transport international de marchandises de l'UEBL Concepts et définitions 1990   |
| ONU:  | Statistiques du commerce international, concepts et définitions. «Études statistiques» Série M, N°52 série 1, 1983 et Série M, N°52, Rév.2, 1998<br>Classification type du commerce international (3e révision) «Études statistiques» Série M, N°34/Rév.3, 1986   |
| Statec:                                       | Cahier économiques No 83 « Le commerce extérieur du Luxembourg de 1973 à 1992 » par Guy Schuller (mars 1994)<br>Bulletins du Statec (derniers numéros parus: N°6/1997; N°7/1998; N°7/1999; N°7/2000; N°2/2001; N°8/2002 et N°8/2003. Commerce extérieur du Luxembourg (résultats annuels)<br>Indicateur rapide Série H (résultats trimestriels)<br>La statistique du commerce intra-communautaire du Luxembourg « Notice explicative » - version 2004 |

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4100 Balance commerciale du Luxembourg

Spécification	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
Exportations	2 179.2	5 229.4	8 497.6	11 945.9	11 987.5	9 250.2	10 785.4	12 064.6
Importations	2 618.3	6 291.8	11 632.8	16 470.5	17 515.7	13 799.2	16 421.9	18 900.6
Balance commerciale	-439.1	-1 062.4	-3 135.2	-4 524.6	-5 528.2	-4 549.0	-5 636.5	-6 836.0
Taux de couverture (en %)	83.0	83.0	73.0	72.5	68.4	67.0	65.7	63.8

Source: Statec

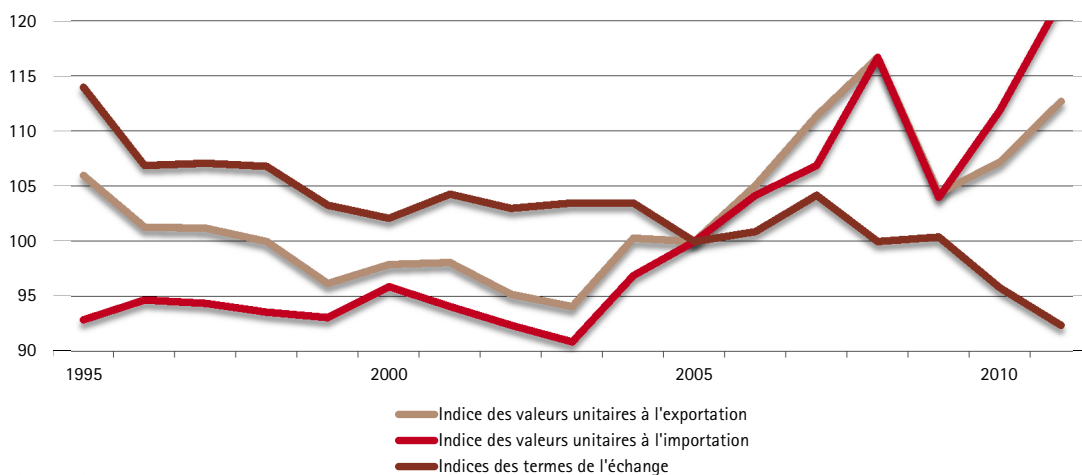
### E. 4101 Indices des termes de l'échange

Indices (°)	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Indice des valeurs unitaires (exportation)	97.9	100.0	105.1	111.4	116.7	104.4	107.2	112.7
Indice des valeurs unitaires (importation)	95.9	100.0	104.2	106.9	116.7	104.0	111.9	121.9
Indice des termes de l'échange	102.1	100.0	100.9	104.2	100.0	100.4	95.8	92.4

Source: Statec

(°) Base 100 en 2005.

### Indices des valeurs unitaires (IVU) et termes de l'échange



Source: Statec

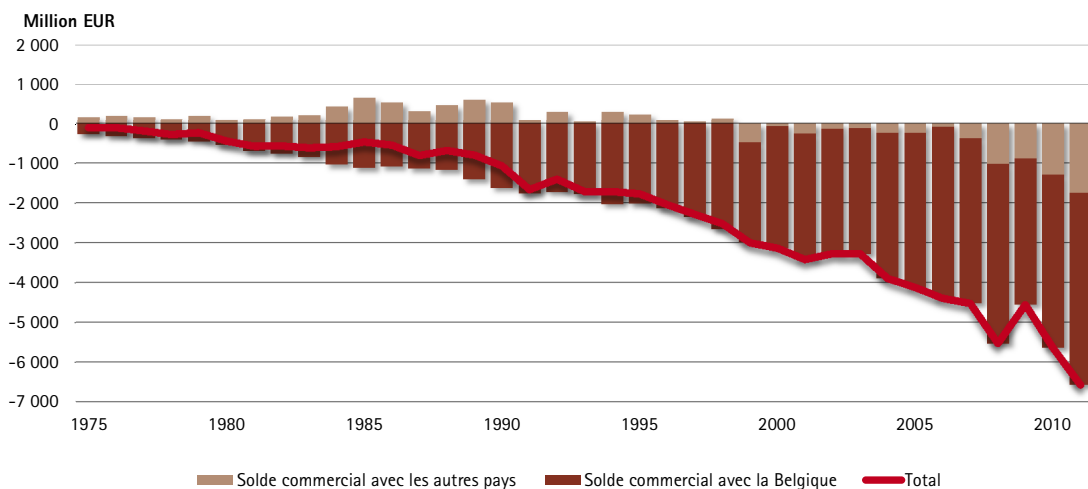
## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4102 Commerce extérieur du Luxembourg par catégorie de marchandises

Spécification	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
<b>Exportations</b>	8 497.6	10 344.3	11 393.1	11 945.9	11 987.5	9 250.2	10 785.4	12 064.6
Produits alimentaires et animaux vivants	326.9	480.9	515.0	523.3	579.6	584.3	671.6	717.7
Boissons et tabacs	132.2	220.2	184.1	199.0	195.2	188.5	192.5	214.6
Matières brutes non comestibles, huiles et graisses	94.5	196.6	217.3	211.1	219.2	143.3	386.7	508.9
Combustibles minéraux, lubrifiants	9.5	78.2	81.6	89.6	101.4	111.2	99.3	95.6
Produits chimiques et produits connexes	557.0	704.7	780.2	809.4	850.2	725.0	856.6	908.5
Articles manufacturés en métaux communs	2 540.5	2 923.9	3 622.3	3 993.4	4 290.7	2 506.6	3 152.5	3 466.3
Autres articles manufacturés classés d'après la matière première	1 325.4	1 719.2	1 810.5	1 879.2	1 801.1	1 534.4	1 760.7	1 962.3
Machines et équipements	2 015.7	1 933.4	2 055.6	2 176.8	1 922.8	1 563.4	1 765.6	1 885.7
Matériel de transport	385.4	681.5	813.3	854.4	837.9	838.6	792.7	1 083.3
Articles manufacturés divers	1 110.5	1 405.7	1 313.2	1 209.8	1 189.4	1 054.8	1 107.3	1 221.9
<b>Importations</b>	11 632.8	14 463.2	15 785.9	16 470.5	17 515.7	13 799.2	16 421.9	18 900.6
Produits alimentaires et animaux vivants	735.8	1 030.7	1 097.3	1 145.3	1 240.2	1 226.3	1 341.5	1 394.0
Boissons et tabacs	399.2	451.7	410.8	446.6	433.5	429.8	434.7	449.5
Matières brutes non comestibles, huiles et graisses	584.4	888.8	1 253.4	1 299.3	1 423.1	835.6	1 456.7	1 822.0
Combustibles minéraux, lubrifiants	1 063.0	1 743.6	2 048.1	2 057.0	2 620.8	1 637.2	2 042.6	2 631.4
Produits chimiques et produits connexes	1 117.3	1 441.2	1 564.2	1 586.9	1 700.3	1 385.3	1 607.0	1 827.2
Articles manufacturés en métaux communs	1 455.5	1 498.5	1 793.2	1 770.9	1 938.9	1 235.3	1 465.0	1 631.7
Autres articles manufacturés classés d'après la matière première	770.2	1 220.7	1 294.8	1 281.6	1 299.7	1 110.0	1 167.7	1 429.9
Machines et équipements	2 513.5	2 318.2	2 377.3	2 516.8	2 391.2	2 024.6	2 236.7	2 381.7
Matériel de transport	1 657.1	2 145.9	2 282.1	2 663.7	2 724.2	2 015.2	2 484.0	3 042.0
Articles manufacturés divers	1 336.8	1 723.8	1 664.7	1 702.5	1 743.8	1 899.8	2 186.1	2 291.1

Source: Statec

### Balance commerciale du Luxembourg



Source: Statec

# E. 4 Relations économiques extérieures

## E. 4103 Commerce extérieur du Luxembourg par pays partenaires

Pays	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
<b>Exportations</b>	8 497.6	10 344.3	11 393.1	11 945.9	11 987.5	9 250.2	10 785.4	12 064.6
<b>Europe</b>	7 631.7	9 227.4	10 125.8	10 681.1	10 818.2	8 104.1	9 558.4	10 577.4
<b>Union Européenne – 27</b>	7 376.0	8 815.4	9 619.2	10 107.1	10 335.5	7 719.5	8 985.0	9 771.6
Allemagne	2 065.5	2 682.2	2 886.6	3 109.6	3 257.1	2 535.3	3 085.9	3 378.7
Autriche	120.1	317.4	352.9	228.0	215.6	142.8	167.9	199.4
Belgique	1 077.2	1 183.6	1 386.3	1 492.1	1 583.3	1 262.8	1 383.0	1 487.1
Danemark	61.8	107.1	107.5	113.8	117.8	75.3	79.7	91.5
Espagne	248.6	368.2	368.8	413.2	285.6	199.6	204.2	219.4
Finlande	57.4	73.8	49.8	60.7	64.3	40.6	41.2	47.3
France	1 760.3	1 802.9	1 956.8	1 995.6	2 043.7	1 594.8	1 768.7	1 919.6
Grèce	29.9	27.9	37.2	31.3	45.1	18.4	19.8	19.2
Hongrie	41.5	42.7	51.5	76.1	65.7	36.9	44.1	45.8
Irlande	42.9	34.2	32.5	38.5	36.5	19.3	25.2	21.9
Italie	480.8	669.0	629.9	629.8	578.2	431.2	526.2	521.6
Pays-Bas	463.3	464.6	580.8	643.1	723.6	470.0	554.0	620.4
Pologne	89.2	151.9	192.1	193.8	203.8	149.8	213.3	251.1
Portugal	59.1	37.1	56.9	76.5	43.3	34.3	35.1	30.4
République tchèque	58.3	72.9	100.8	122.4	123.0	73.3	92.2	112.9
Royaume-Uni	572.2	541.7	537.7	559.5	585.5	407.2	465.5	464.8
Slovaquie	3.2	21.9	25.9	34.5	53.5	30.2	42.4	41.7
Slovénie	16.7	30.7	32.8	24.7	28.6	16.7	31.6	41.8
Suède	105.5	138.6	151.5	170.8	169.6	121.3	130.0	157.4
<b>Autres pays d'Europe</b>	257.9	412.0	507.0	574.0	482.6	384.5	573.4	805.8
Suisse	134.0	163.4	148.3	149.7	167.9	146.6	200.2	339.3
Russie	20.5	61.6	128.6	162.3	141.9	103.3	105.3	125.8
Turquie	41.9	74.8	91.0	136.0	79.6	50.8	99.2	125.0
<b>Hors Europe</b>	863.7	1 116.8	1 266.9	1 264.8	1 169.3	1 145.9	1 226.9	1 487.2
<b>Amérique</b>	480.8	535.9	585.6	525.1	468.0	492.5	467.3	632.4
États-Unis	347.2	337.2	375.4	323.1	305.5	313.8	284.4	413.2
Canada	60.8	56.1	62.2	70.7	54.5	53.9	61.3	83.5
Brésil	30.6	40.2	30.2	35.7	23.5	16.8	33.6	30.5
<b>Asie</b>	271.2	458.3	563.7	611.7	551.2	501.6	618.1	684.3
Chine	68.2	137.2	222.9	196.6	157.5	122.3	133.1	172.8
Japon	56.7	36.6	26.0	32.2	30.9	30.9	40.5	43.1
Hong-Kong	12.7	35.2	40.6	112.7	85.7	121.1	135.0	131.9
Taiwan	16.6	23.4	16.0	17.1	13.3	13.1	13.1	19.7
Corée du Sud	12.2	44.6	46.0	36.9	39.1	26.3	22.6	23.1
Indonésie	3.7	10.7	4.8	2.5	2.9	4.3	3.9	10.7
Inde	8.3	15.3	27.0	30.1	27.3	33.9	43.7	54.2
<b>Afrique</b>	83.1	94.1	84.2	91.6	108.1	117.7	116.3	136.1
<b>Océanie</b>	21.4	23.9	29.9	32.8	35.7	30.7	25.0	34.3
<b>Indéterminé</b>	7.1	4.5	3.4	3.6	6.3	3.4	0.2	0.0

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4103 Commerce extérieur du Luxembourg par pays partenaires (Suite et fin)

Pays	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
<b>Importations</b>	11 632.8	14 463.2	15 785.9	16 470.5	17 515.7	13 799.2	16 421.9	18 900.6
<b>Europe</b>	10 490.4	13 355.6	14 628.8	15 169.8	16 650.1	13 151.2	15 650.4	17 610.3
<b>Union Européenne – 27</b>	10 150.1	12 973.6	14 238.8	14 869.7	16 278.2	12 894.0	15 172.1	17 215.7
Allemagne	2 888.5	3 898.1	4 372.6	4 825.1	5 188.4	4 111.5	4 733.5	5 432.4
Autriche	107.3	115.9	130.7	134.0	123.4	93.9	111.0	131.8
Belgique	4 149.2	5 076.4	5 700.0	5 650.2	6 105.1	4 939.5	5 728.5	6 564.5
Danemark	51.9	31.9	34.8	29.2	46.6	35.5	37.9	45.6
Espagne	92.6	124.6	126.8	150.8	156.1	132.8	118.8	131.7
Finlande	15.7	36.2	52.2	40.0	48.6	41.8	13.1	21.0
France	1 454.2	1 707.7	1 822.8	1 944.4	2 249.0	1 605.2	2 176.4	2 213.4
Grèce	5.7	3.7	4.3	4.1	2.7	1.9	5.6	3.5
Hongrie	18.7	13.9	18.5	22.7	29.9	21.6	58.4	70.4
Irlande	43.0	87.6	84.2	78.6	70.5	63.7	70.3	83.2
Italie	225.7	424.5	442.0	352.7	333.2	359.5	386.1	441.4
Pays-Bas	581.6	886.6	897.0	979.6	1 036.1	894.3	1 113.2	1 194.0
Pologne	23.5	47.0	41.0	106.3	255.8	95.7	108.3	174.7
Portugal	23.9	31.1	32.5	34.5	36.8	38.5	39.5	44.3
République tchèque	53.6	60.8	62.1	72.5	103.3	70.9	90.9	124.4
Royaume-Uni	360.8	316.0	284.6	280.9	305.8	245.2	234.9	370.3
Slovaquie	11.6	14.9	13.4	12.0	14.9	14.9	29.3	44.2
Slovénie	4.0	12.2	15.3	19.0	15.1	7.1	12.4	12.8
Suède	36.2	49.8	88.1	103.9	115.8	91.5	72.4	80.7
<b>Autres pays d'Europe</b>	340.4	382.0	390.0	300.1	372.0	257.3	478.4	394.6
Suisse	289.4	283.1	265.9	195.8	297.7	219.5	432.8	335.7
Russie	19.3	46.4	56.1	45.0	17.5	9.3	10.5	12.9
Turquie	7.7	21.4	22.7	40.2	35.2	12.5	17.9	30.6
<b>Hors Europe</b>	1 142.3	1 106.9	1 157.0	1 300.7	865.5	647.8	771.4	1 290.1
<b>Amérique</b>	758.4	613.3	622.6	844.8	537.5	361.5	383.9	883.0
États-Unis	665.1	520.1	529.8	639.7	422.2	278.5	347.2	844.9
Canada	35.4	43.5	44.2	148.8	95.9	64.1	26.0	28.4
Brésil	43.6	47.2	22.2	20.4	12.7	5.6	2.5	6.8
<b>Asie</b>	350.6	424.7	506.7	442.3	314.6	267.2	382.0	400.5
Chine	45.9	61.3	95.1	95.5	71.6	47.4	88.9	103.9
Japon	125.8	127.5	109.3	82.3	47.4	30.4	97.6	138.0
Hong-Kong	38.7	53.7	117.3	117.6	87.8	114.1	100.2	45.3
Taiwan	48.9	45.6	25.8	26.4	22.1	16.3	18.6	28.6
Corée du Sud	10.1	9.3	14.0	4.7	4.7	4.1	5.0	6.2
Indonésie	23.5	34.4	54.2	7.0	0.7	1.8	9.6	12.1
Inde	8.3	14.1	14.8	22.6	12.8	11.9	8.8	11.8
<b>Afrique</b>	12.2	28.5	20.3	9.0	9.4	13.6	3.6	4.7
<b>Océanie</b>	0.9	2.5	1.5	2.4	2.5	4.5	1.5	1.8
<b>Indéterminé</b>	20.3	38.0	5.9	2.2	1.6	0.9	0.5	0.2

Source: Statec

# E. 4 Relations économiques extérieures

## E. 4104 Commerce extérieur selon la classification par grandes catégories économiques

Spécification (*)	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
<b>Exportations</b>	8 497.6	11 393.1	11 945.9	11 987.5	9 250.2	10 785.4	12 064.6
<b>Biens de consommation</b>	1 290.2	1 790.0	1 704.6	1 639.9	1 494.8	1 512.9	1 536.8
112. Produits alimentaires et boissons, de base, destinés à la consommation des ménages	97.8	129.2	133.5	130.7	149.8	174.9	176.1
122. Produits alimentaires et boissons, ayant subi une transformation, destinés à la consommation des ménages	236.9	400.7	418.8	460.4	435.9	492.9	531.3
522. Matériel de transport, non destiné à l'industrie	3.3	3.5	4.6	3.1	3.6	3.7	3.2
610. Autres biens de consommation durables	53.4	115.3	142.4	122.2	94.7	94.5	95.7
620. Autres biens de consommation semi-durables	660.7	699.7	595.0	510.3	429.4	373.4	324.6
630. Autres biens de consommation non durables	238.1	441.6	410.4	413.1	381.4	373.4	405.9
<b>Biens d'équipement</b>	1 139.8	1 038.3	1 109.8	1 061.5	968.2	944.2	1 164.1
410. Machines et biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	1 092.0	805.1	873.8	802.8	661.6	725.0	789.6
521. Matériel de transport destiné à l'industrie	47.8	233.1	236.0	258.7	306.5	219.1	374.5
<b>Biens intermédiaires</b>	5 825.4	8 182.6	8 705.4	8 916.6	6 432.0	7 950.9	8 952.8
111. Produits alimentaires et boissons, de base, destinés à l'industrie	41.5	39.4	37.4	38.9	40.7	50.5	60.5
121. Produits alimentaires et boissons, ayant subi une transformation, destinés à l'industrie	15.2	10.2	12.3	22.0	17.2	18.7	26.3
210. Approvisionnements industriels en produits de base	71.7	165.9	195.8	196.9	114.0	336.1	416.1
220. Approvisionnements industriels en produits transformés	4 428.9	6 030.4	6 414.6	6 650.5	4 654.9	5 578.9	6 152.6
310. Combustibles et lubrifiants de base	0.7	1.2	1.4	0.4	1.3	2.2	3.2
322. Combustibles et lubrifiants, ayant subi une transformation (autres que les carburants pour moteurs)	5.5	78.3	88.5	100.5	110.3	100.0	94.2
420. Parties, pièces détachées et accessoires pour biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	903.8	1 139.3	1 222.6	1 110.5	874.3	1 106.6	1 236.3
530. Parties, pièces détachées et accessoires pour matériel de transport	358.0	718.0	732.9	796.9	619.4	757.8	963.6
<b>Autres biens</b>	242.2	382.1	426.1	369.5	355.3	377.4	410.9
321. Carburants pour moteurs	1.0	0.9	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0
510. Automobiles pour le transport de personnes	239.2	375.0	417.4	357.7	348.8	369.2	405.0
700. Biens non désignés ailleurs	2.1	6.2	8.3	11.8	6.5	8.1	5.9
<b>Importations</b>	11 632.8	15 785.9	16 470.5	17 515.7	13 799.2	16 421.9	18 900.6
<b>Biens de consommation</b>	2 530.0	3 458.4	3 481.0	3 512.5	3 495.2	3 599.9	3 744.2
112. Produits alimentaires et boissons, de base, destinés à la consommation des ménages	190.2	282.0	287.1	286.8	294.7	343.0	317.5
122. Produits alimentaires et boissons, ayant subi une transformation, destinés à la consommation des ménages	646.9	979.7	1 003.3	1 080.4	1 072.4	1 136.7	1 213.5
522. Matériel de transport, non destiné à l'industrie	40.4	25.2	41.2	35.1	28.5	31.7	37.8
610. Autres biens de consommation durables	297.1	415.3	445.5	450.7	421.3	436.3	438.2
620. Autres biens de consommation semi-durables	633.9	885.2	821.7	767.7	774.7	763.6	818.2
630. Autres biens de consommation non durables	721.6	870.9	882.1	891.8	903.5	888.7	919.0
<b>Biens d'équipement</b>	2 057.4	1 922.0	2 234.9	2 255.0	1 573.6	2 033.6	2 500.6
410. Machines et biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	1 455.7	1 269.9	1 317.2	1 319.2	1 146.8	1 278.8	1 365.3
521. Matériel de transport destiné à l'industrie	601.8	652.1	917.7	935.8	426.8	754.7	1 135.3
<b>Biens intermédiaires</b>	5 995.3	8 780.2	9 077.2	10 067.2	7 236.0	9 023.8	10 790.3
111. Produits alimentaires et boissons, de base, destinés à l'industrie	30.4	25.8	31.6	35.8	30.2	30.9	42.7
121. Produits alimentaires et boissons, ayant subi une transformation, destinés à l'industrie	21.1	27.2	30.8	33.0	32.5	31.5	34.7
210. Approvisionnements industriels en produits de base	566.0	1 225.4	1 418.3	1 474.1	757.6	1 364.6	1 646.7
220. Approvisionnements industriels en produits transformés	3 117.5	4 333.1	4 338.1	4 635.1	3 656.9	4 376.5	5 077.9
310. Combustibles et lubrifiants de base	129.6	368.9	332.5	390.1	297.1	303.8	407.8
322. Combustibles et lubrifiants, ayant subi une transformation (autres que les carburants pour moteurs)	726.4	1 427.9	1 467.1	1 965.8	1 154.9	1 486.7	1 935.3
420. Parties, pièces détachées et accessoires pour biens d'équipement (à l'exclusion du matériel de transport)	1 126.6	906.0	932.3	960.2	768.6	858.4	963.3

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4104 Commerce extérieur selon la classification par grandes catégories économiques (Suite et fin)

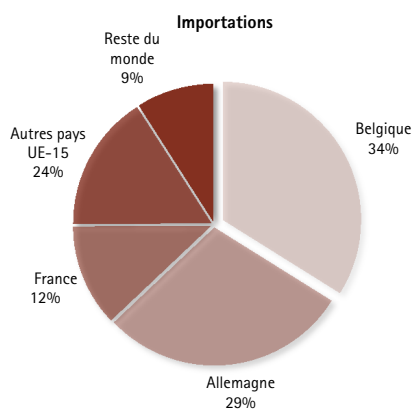
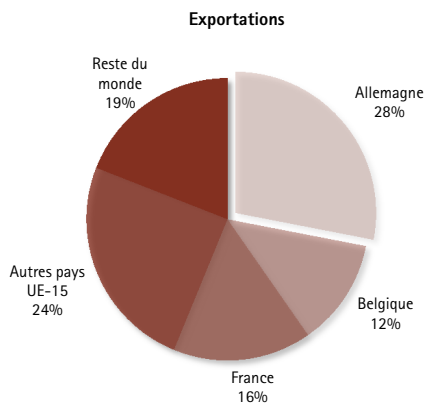
Spécification (*)	2000	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR						
530. Parties, pièces détachées et accessoires pour matériel de transport	277.6	466.0	526.6	573.0	538.3	571.3	682.0
<b>Autres biens</b>	<b>1 050.0</b>	<b>1 625.4</b>	<b>1 677.5</b>	<b>1 681.0</b>	<b>1 494.4</b>	<b>1 764.6</b>	<b>1 865.5</b>
321. Carburants pour moteurs	218.1	255.5	244.9	238.5	178.3	241.2	275.3
510. Automobiles pour le transport de personnes	828.5	1 360.3	1 419.7	1 426.7	1 293.3	1 414.2	1 506.8
700. Biens non désignés ailleurs	3.4	9.6	12.9	15.8	22.8	109.2	83.3

Source: Statec

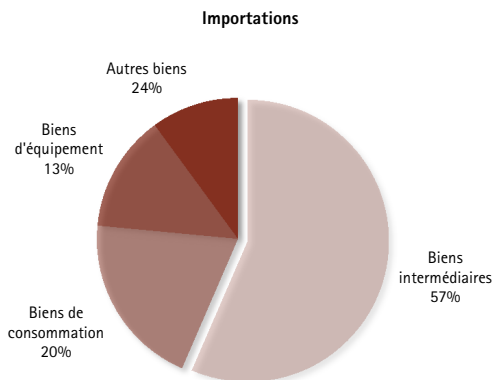
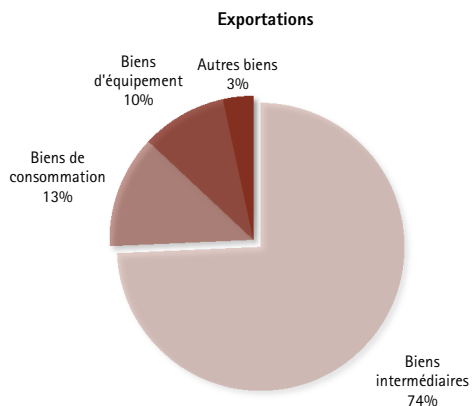
(\*) Classification par grandes catégories économiques.

### Commerce extérieur - Structure par pays et par marchandises en 2011

#### Structure par pays 2011



#### Structure par marchandises 2011



Source: Statec

### Définition de la balance des paiements

La balance des paiements est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques que les agents économiques d'un pays ont réalisées avec le reste du monde.

Une transaction se définit comme un flux économique faisant intervenir le transfert de propriété de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de travail et de capital.

Tous les agents sont définis en fonction du territoire géographique où ils ont leur pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire à partir duquel ils exercent leurs activités économiques. Ils sont considérés comme résidents de ce territoire. Ainsi la filiale d'une société américaine ou une succursale d'une banque allemande établies au Luxembourg sont considérées comme résidents luxembourgeois.

Les transactions sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double : chaque écriture portée au crédit dans une rubrique est enregistrée du côté du débit dans une autre rubrique. Dès lors, les deux côtés, crédit et débit, s'égalisent et on appelle ce tableau «balance».

En ne considérant qu'une partie de la balance des paiements, il est possible d'évaluer le solde d'une balance partielle (p.ex. la balance commerciale) ou d'un ensemble de balances partielles (p.ex. la balance des transactions courantes). Ainsi le solde d'une balance partielle peut être excédentaire, déficitaire ou en équilibre.

### Balance des paiements du Luxembourg – trois étapes

#### 1979 - 1994

Conformément au traité de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (UEBL) et de l'association monétaire entre la Belgique et le Luxembourg, une balance des paiements commune est établie pour les deux pays. Toutefois, compte tenu du degré d'ouverture très élevé de l'économie luxembourgeoise ainsi que de la profonde mutation structurelle et de l'essor du secteur des services aux cours des années 70, un besoin croissant s'est dégagé pour établir des statistiques séparées sur les échanges de biens et de services du Luxembourg.

Ainsi le Statec publie à partir de 1979 une balance courante annuelle pour le Luxembourg. Rappelons que la balance des paiements courants est la somme des balances des opérations

sur biens, des opérations sur services, des opérations sur revenus et des transferts. En l'absence d'une Banque centrale et d'un système de collecte des paiements avec l'étranger via le secteur bancaire, l'établissement de la balance doit se baser sur des données administratives, des informations collectées dans le cadre d'autres enquêtes et sur des données communiquées directement par certains grands opérateurs. Même si ce système permet de couvrir l'essentiel des transactions courantes, il est indéniable que divers flux ne peuvent être recensés qu'imparfaitement. Alors que la couverture à l'exportation est relativement bonne, certaines rubriques des services et des transferts restent sujettes à caution du côté des dépenses (importations). Par ailleurs, une ventilation par rubrique – conforme aux normes internationales – est quasiment exclue.

#### 1995 – 2001

Pour répondre aux dispositions de l'article 109J du Traité de Maastricht (stipulant qu'il est tenu compte «de la situation et de l'évolution des balances de paiements courants de chaque État membre») la Belgique et le Luxembourg décident officiellement d'établir des balances courantes séparées au départ des données de base collectées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change (IBLC) dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements de l'UEBL.

Ainsi, lors d'une réforme du système de collecte des paiements extérieurs de l'UEBL avec l'étranger, l'IBLC prévoit de recenser dès 1995 également les transactions courantes intra-UEBL et d'adapter la méthodologie aux nouvelles normes du FMI en matière de balance des paiements. Sur base de cette réforme les institutions compétentes en Belgique et au Luxembourg établissent des balances courantes séparées pour la Belgique et le Luxembourg en cohérence avec la balance de l'UEBL. Cependant la balance complète (donc y compris le compte des opérations financières) reste commune à l'UEBL et continue à être établie par la Banque Nationale de Belgique.

#### À partir de 2002

Ce sont l'introduction de l'EURO et l'abolition de l'Association monétaire belgo-luxembourgeoise qui entraînent l'obligation pour la Belgique et le Luxembourg d'établir à partir de 2002 des balances des paiements complètes séparées. Au Luxembourg, la Banque Centrale du Luxembourg (BCL) et le Statec sont – sur base de la loi du 28 juin 2000 – en commun responsables de cette tâche. Des précisions méthodologiques sur le système de collecte actuel sont disponibles sur le site du Statec ([www.statec.lu](http://www.statec.lu)).



---

### Bibliographie

- Statec:  
Bulletin N°8/1979 - Évolution de la structure des transactions courantes du Luxembourg entre 1960 et 1978  
Bulletin N°3/1998 - La balance courante du Luxembourg  
Bulletin N°7/2000 - Les relations économiques extérieures du Luxembourg à la fin du XXe siècle  
Bulletin N°4/2007 - La balance courante du Luxembourg en 2006  
Cahier économique N°94: Les relations économiques extérieures du Luxembourg de 1995 à 2001  
Bulletin N°2/2009 - La balance courante du Luxembourg de 2002 à 2008
- Fonds Monétaire International:  
Manuel de la Balance des Paiements, cinquième édition, 1993
- Guy Schuller:  
Balance des paiements courants du Luxembourg – Évolution de la structure des transactions courantes du Luxembourg au cours du dernier quart de siècle (1960 – 1985) in: Repères, Bulletin économique et financier de la BIL, N°7/décembre 1986

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4200 Balance des paiements courants

Spécification (*)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
<b>1. Biens</b>	-2 862	-3 349	-3 420	-3 479	-4 571	-3 334	-4 219	-5 439
Exportations	10 875	11 826	13 151	13 446	14 507	11 068	12 421	13 720
Importations	13 736	15 175	16 571	16 925	19 078	14 402	16 640	19 159
<b>2. Services</b>	10 468	13 054	16 600	19 884	19 955	17 602	20 379	21 411
Recettes	27 312	32 548	40 365	47 360	46 487	41 601	48 147	51 205
Dépenses	16 844	19 494	23 765	27 476	26 532	23 999	27 768	29 793
<b>3. Revenus</b>	-3 487	-5 304	-8 745	-11 151	-11 521	-10 634	-12 262	-11 873
a. Rémunération des salariés	-3 866	-4 211	-4 738	-5 486	-6 211	-6 340	-6 501	-6 872
Recettes	897	1 010	1 071	1 038	1 088	1 159	1 211	1 248
Dépenses	4 763	5 221	5 809	6 525	7 298	7 499	7 713	8 120
b. Revenu des investissements	380	-1 094	-4 007	-5 665	-5 310	-4 293	-5 760	-5 001
Recettes	61 109	78 858	101 410	121 628	135 844	97 761	106 548	117 984
Dépenses	60 729	79 952	105 417	127 293	141 154	102 054	112 308	122 985
<b>4. Transferts courants</b>	-866	-907	-919	-1 470	-1 861	-1 050	-616	-1 071
Recettes	3 236	3 811	4 607	4 359	4 968	4 769	5 022	5 254
Dépenses	4 102	4 718	5 526	5 829	6 829	5 819	5 638	6 325
<b>Balance courante (1) + (2) + (3) + (4)</b>	<b>3 254</b>	<b>3 495</b>	<b>3 516</b>	<b>3 784</b>	<b>2 002</b>	<b>2 584</b>	<b>3 282</b>	<b>3 028</b>

Source: Statec

(\*) Chiffres provisoires en 2011.

### E. 4201 Principales composantes de la balance des paiements

Rubrique (*)	2010			2011		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
	Unité: Million EUR					
<b>Compte courant</b>	173 349	170 067	3 282	189 411	186 383	3 028
Biens	12 421	16 640	-4 219	13 720	19 159	-5 439
Services	48 147	27 768	20 379	51 205	29 793	21 411
<b>Revenus</b>	107 760	120 021	-12 262	119 232	131 105	-11 873
Rémunération des salariés	1 211	7 713	-6 501	1 248	8 120	-6 872
Revenu des investissements	106 548	112 308	-5 760	117 984	122 985	-5 001
Transferts courants	5 022	5 638	-616	5 254	6 325	-1 071
<b>Compte de capital</b>	89	325	-236	87	233	-146
<b>Compte financier</b>	-	-	-3 220	-	-	-2 698
Investissements directs	-	-	13 355	-	-	29 649
Investissements de portefeuille	-	-	47 986	-	-	64 927
Produits financiers dérivés	-	-	17 201	-	-	10 433
Autres investissements	-	-	-81 741	-	-	-107 586
Avoirs de réserve	-	-	-22	-	-	-121
Erreurs et omissions	-	-	174	-	-	-185

Source: Statec

(\*) Chiffres provisoires en 2011.

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4202 Données trimestrielles détaillées de la balance courante

Rubrique (°)	2010			2011		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
	Unité: Million EUR					
<b>Compte courant</b>	173 349	170 067	3 282	189 411	186 383	3 028
Biens	12 421	16 640	-4 219	13 720	19 159	-5 439
<b>Services</b>	48 147	27 768	20 379	51 205	29 793	21 411
Transports	2 539	1 276	1 263	2 709	1 427	1 282
Voyages	3 099	2 665	434	3 455	2 720	735
Services de communication	1 988	643	1 345	1 850	625	1 225
Services de bâtiment et travaux publics	336	420	-84	279	377	-98
Services d'assurance	2 682	1 579	1 103	2 267	1 311	956
Services financiers	28 405	14 395	14 010	29 996	15 393	14 603
Informatique et information	568	623	-55	589	674	-85
Redevances et droits de licence	361	306	56	332	314	18
Autres services aux entreprises	6 276	4 639	1 637	7 330	5 377	1 953
Services personnels, culturels	1 507	1 185	322	2 017	1 528	490
Services des administrations publiques	386	37	349	381	49	331
<b>Revenus</b>	107 760	120 021	-12 262	119 232	131 105	-11 873
Rémunération des salariés	1 211	7 713	-6 501	1 248	8 120	-6 872
Revenu des investissements	106 548	112 308	-5 760	117 984	122 985	-5 001
<b>Transferts courants</b>	5 022	5 638	-616	5 254	6 325	-1 071
Administrations publiques	2 334	2 072	263	2 531	2 248	283
Autres secteurs	2 688	3 567	-879	2 723	4 077	-1 354

Source: Statec

(°) Chiffres provisoires en 2011.

### E. 4203 Soldes partiels des principales rubriques de la balance courante du Luxembourg

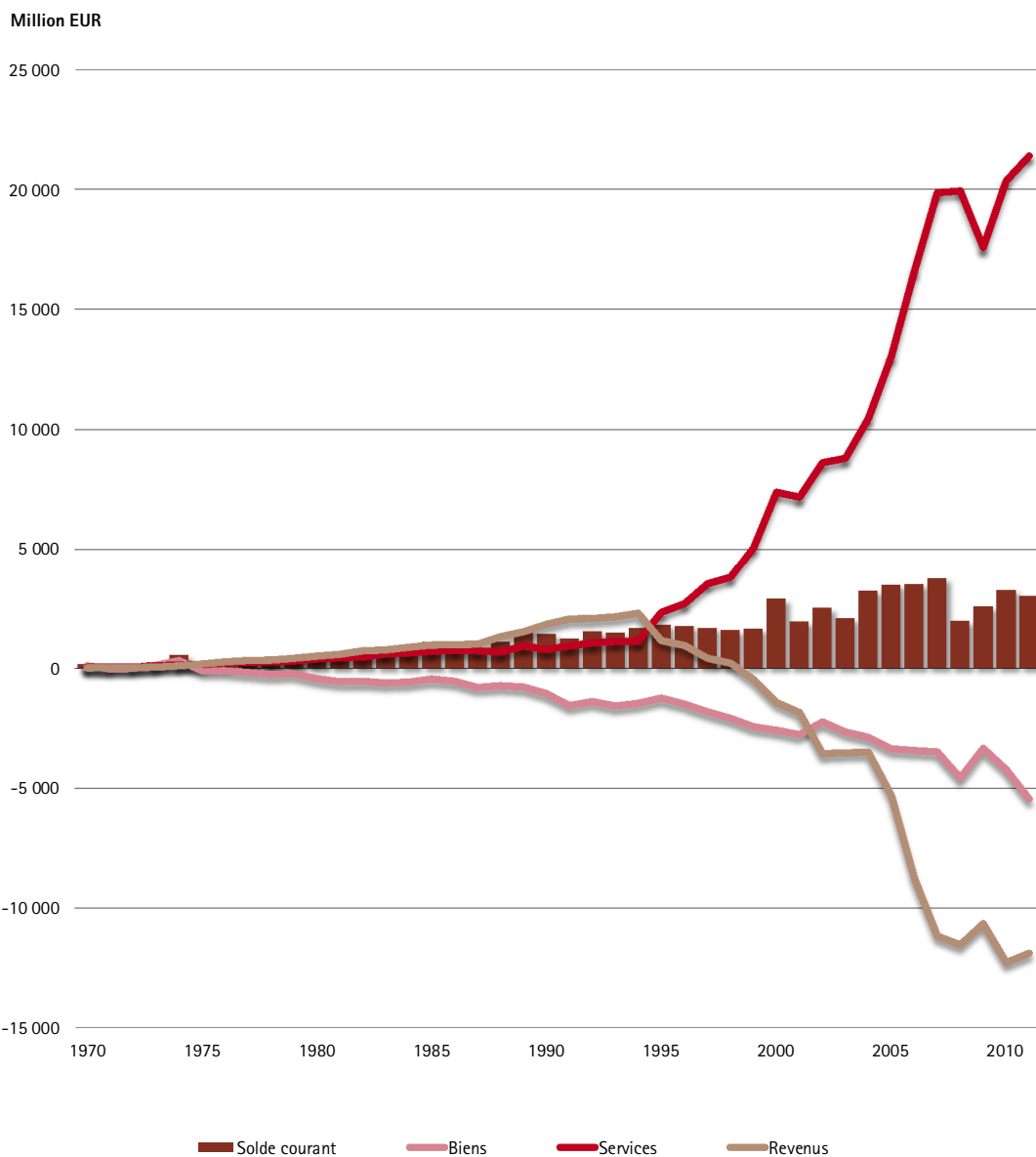
Rubrique (°)	1980	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011
	Unité: Million EUR							
<b>Compte courant</b>	451	1 453	2 909	3 784	2 002	2 584	3 282	3 028
Biens	-421	-1 049	-2 569	-3 479	-4 571	-3 334	-4 219	-5 439
Services	402	801	7 388	19 884	19 955	17 602	20 379	21 411
<b>Revenus</b>	521	1 847	-1 411	-11 151	-11 521	-10 634	-12 262	-11 873
Rémunération des salariés	-15	-325	-2 329	-5 486	-6 211	-6 340	-6 501	-6 872
Revenu des investissements	535	2 172	918	-5 665	-5 310	-4 293	-5 760	-5 001
Transferts courants	-50	-146	-500	-1 470	-1 861	-1 050	-616	-1 071

Source: Statec

(°) Chiffres provisoires en 2011.

# E. 4 Relations économiques extérieures

## Soldes partiels de la balance courante du Luxembourg



Source: Statec

### Définition générale

Le Fonds Monétaire International (FMI) définit l'investissement direct étranger (IDE) comme « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie » (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et que l'investisseur exerce une influence significative sur la gestion de l'entreprise. Les investissements directs comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personnalité morale distincte.

### Définition des principales notions de base

#### Investissement direct

L'investissement direct couvre l'ensemble des ressources que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises avec lesquelles il est en relation d'investissement direct de même que tout bien ou partie de bien immobilier qui est la propriété d'un résident et qui est situé en territoire étranger, ainsi que tout bien ou partie de bien immobilier qui est la propriété d'un non-résident et qui est situé sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

#### Investisseur direct

Un investisseur direct est une entreprise publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, un groupe d'entreprises liées entre elles ayant ou non la personnalité morale, un gouvernement, une personne physique ou un groupe de personnes physiques liées entre elles, possédant une entreprise d'investissement direct qui opère dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs direct(s).

#### Entreprise d'investissement direct

Entreprise dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote, dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée, ou l'équivalent s'il s'agit d'une succursale ou d'un siège d'exploitation.

#### Relation d'investissement direct avec l'étranger

Tout lien direct ou indirect - respectivement entre un résident et une entreprise établie sur le territoire étranger ou entre un non-résident et une entreprise établie sur le territoire national - qui permet à ce résident ou à ce non-résident (l'investisseur direct) d'avoir une influence significative dans la gestion de

l'entreprise concernée (l'entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans ladite entreprise.

Il existe une présomption de relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient - directement ou indirectement - au moins 10% du capital. Le critère de détention de 10% du capital peut être remplacé, soit par le critère de détention de 10% des actions ordinaires ou des droits de vote, soit par la notion du droit d'ingérence dans les processus de décision et de gestion détenus par l'investisseur direct.

### L'enquête - IDE

#### But de l'enquête

L'enquête a pour but d'enregistrer les encours et les flux d'investissements directs réalisés:

- dans le Grand-Duché de Luxembourg par des non-résidents (ID de l'étranger);
- en dehors du Grand-Duché de Luxembourg par des résidents (ID à l'étranger).

Ainsi, l'enquête sert à établir la position extérieure globale du Luxembourg (au niveau des investissements directs) ainsi que la statistique des flux d'investissements internationaux. Par ailleurs, l'enquête permet de compléter les données de la balance courante du Luxembourg en fournissant des informations sur les revenus d'investissements (dividendes, bénéfices réinvestis, intérêts). Enfin, l'enquête IDE s'inscrit dans le cadre des obligations statistiques du Luxembourg envers les organismes internationaux dont il est membre, notamment le FMI, l'OCDE, la Commission de l'UE (Eurostat) et la BCE.


#### Population recensée

L'échantillon regroupe de manière quasiment exhaustive le secteur des banques et des assurances. Par contre, pour les entreprises des branches d'activité autres que banques et assurances l'on n'a retenu que les principales entreprises du point de vue capital social (respectivement actif net) et ce pour chaque branche d'activité (industrie, construction, transport...). Les sociétés holdings et les sociétés de participations financières n'ont pas été incluses dans l'échantillon.

Une entreprise résidente, incluse dans l'échantillon, est sujette à l'enquête:

- si sa maison-mère est établie à l'étranger ou si un ou plusieurs actionnaires étrangers détiennent directement ou indirectement au moins 10% de ses actions ordinaires ou de ses droits de vote;
- si elle détient directement ou indirectement une ou plusieurs filiales, sociétés affiliées ou succursales à l'étranger.

---

-  **Bibliographie**

Statec:	Bulletin N°3/1999 - Les investissements directs étrangers du Luxembourg (1995 à 1997) Bulletin N°7/2000 - Les relations économiques extérieures du Luxembourg à la fin du XXe siècle Cahier économique N°94 - Les relations économiques extérieures du Luxembourg de 1995 à 2001 (mars 2003)
OCDE:	Définition de référence de l'OCDE des investissements directs internationaux (à partir de 1991)
UNCTAD:	World Investment Report 1999, United Nations, New York

---

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4300 Nombre d'entreprises résidentes investies

Entreprises (°)	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Banques	211	188	147	145	141	136	133	132
Assurances	177	284	291	302	301	302	289	281
Autres branches d'activité	153	306	281	275	272	276	298	329
dont industrie	78	116	105	103	100	105	109	115
Total	541	778	719	722	714	714	720	742
hors banques	330	590	572	577	573	578	587	610

Source: Statec

(°) Branches économiques investies (NACE Rév. 2 à partir de 2008). L'enquête IDE est exhaustive dans les branches de l'assurance et des banques, mais couvre uniquement les entreprises d'une certaine taille dans les autres branches économiques tout en garantissant une bonne représentativité. Les entités à vocation spéciale (SPEs, holdings, etc) sont cependant exclues de cette enquête.

### E. 4301 Stocks d'investissements directs de l'étranger

Entreprises (°)	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: Million EUR							
Banques	10 303.7	15 478.8	23 918.0	25 488.9	28 054.5	31 146.8	35 308.7	34 523.4
Assurances	526.9	1 245.4	1 937.4	2 185.2	2 487.4	2 746.0	3 411.3	3 778.7
Autres branches d'activité	2 661.9	8 522.2	11 145.8	17 690.8	24 661.1	26 971.4	33 024.2	35 572.5
dont industrie	1 879.7	4 830.8	3 416.7	8 651.4	13 749.2	16 440.6	21 672.9	23 816.1
Total	13 492.4	25 246.5	37 001.2	45 365.0	55 203.0	60 864.2	71 744.2	73 874.6
hors banques	3 188.7	9 767.6	13 083.2	19 876.0	27 148.5	29 717.4	36 435.5	39 351.3

Source: Statec

(°) Branches économiques investies (NACE Rév. 2 à partir de 2008). L'enquête IDE est exhaustive dans les branches de l'assurance et des banques, mais couvre uniquement les entreprises d'une certaine taille dans les autres branches économiques tout en garantissant une bonne représentativité. Les entités à vocation spéciale (SPEs, holdings, etc) sont cependant exclues de cette enquête.

### E. 4302 Stocks d'investissements directs de l'étranger au Luxembourg par branches économiques investies et principaux pays de provenance

Spécification (°)	2009				2010			
	Banques	Assurances	Autres secteurs	Total	Banques	Assurances	Autres secteurs	Total
	Unité: Million EUR							
<b>Total monde</b>	35 308.7	3 411.3	33 024.2	71 744.2	34 523.4	3 778.7	35 572.5	73 874.6
<b>UE</b>	31 124.1	3 027.4	27 365.6	61 517.1	28 163.0	3 217.0	29 714.7	61 094.7
Belgique	8 089.6	1 119.1	658.7	9 867.4	7 625.4	988.0	827.9	9 441.3
Allemagne	12 254.6	268.6	6 029.5	18 552.7	11 771.7	442.5	6 554.6	18 768.8
France	5 966.7	1 042.5	860.8	7 870.1	5 426.6	1 214.9	1 035.8	7 677.3
Italie	1 371.7	27.9	1 827.5	3 227.0	1 184.9	24.6	1 601.1	2 810.5
Pays-Bas	1 868.7	164.9	180.8	2 214.4	345.4	120.2	191.3	656.8
Espagne	0.0	163.7	-0.2	163.5	0.0	149.9	-0.3	149.6
Autres pays UE	1 572.9	240.8	17 808.3	19 622.0	1 809.1	276.9	19 504.4	21 590.3
<b>Extra-UE</b>	4 184.6	383.9	5 658.6	10 227.1	6 360.3	561.7	5 857.8	12 779.9
États-Unis	1 501.7	93.9	5 046.9	6 642.5	2 930.1	245.7	4 852.7	8 028.5
Japon	163.9	5.3	230.2	399.3	169.6	5.6	284.6	459.8
Suisse	1 298.0	150.6	145.3	1 593.9	1 620.3	160.0	197.6	1 977.8
Autres pays extra-UE	1 220.9	134.2	236.2	1 591.3	1 640.4	150.4	523.0	2 313.8

Source: Statec

(°) Par branches économiques investissantes (NACE Rév.2 à partir de 2008). La rubrique «autres secteurs» comprend l'industrie et les services autres que banques et assurances.

## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4303 Résultats nets, dividendes et bénéfices réinvestis (proportionnels à la part étrangère)

Spécification <sup>(*)</sup>	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: Million EUR							
<b>Résultats nets proportionnels</b>	1 799.2	3 621.4	5 033.0	7 197.7	9 615.9	11 285.8	4 640.3	7 677.1
Banques	1 463.5	2 376.9	3 509.2	4 597.9	5 147.5	5 192.5	4 310.6	4 321.7
Assurances	5.6	93.4	175.1	275.4	347.0	39.8	93.2	309.7
Autres entreprises	330.1	1 151.2	1 348.8	2 324.3	4 121.4	6 053.6	236.5	3 045.6
dont industrie	240.6	259.8	215.8	804.0	2 626.7	3 945.1	-925.4	929.6
<b>Dividendes versés à l'étranger</b>	906.3	1 638.8	3 800.5	3 150.8	4 739.8	4 726.1	3 528.7	3 678.9
Banques	817.9	1 183.6	1 870.3	1 976.5	2 975.6	2 863.4	1 955.2	1 785.4
Assurances	4.5	16.2	26.1	57.3	51.8	96.0	46.4	76.7
Autres entreprises	83.9	439.0	1 904.1	1 117.0	1 712.4	1 766.7	1 527.1	1 816.8
dont industrie	26.2	93.0	919.6	551.2	592.9	868.7	453.4	710.3
<b>Bénéfices réinvestis</b>	892.9	1 982.6	1 232.5	4 046.9	4 876.1	6 559.6	1 111.7	3 998.2
Banques	645.6	1 193.3	1 638.9	2 621.5	2 171.8	2 329.1	2 355.4	2 536.4
Assurances	1.1	77.1	149.0	218.1	295.3	-56.3	46.9	233.0
Autres entreprises	246.2	712.2	-555.3	1 207.3	2 409.0	4 286.8	-1 290.5	1 228.8
dont industrie	214.4	166.9	-703.8	252.7	2 033.8	3 076.5	-1 378.8	219.4

Source: Statec

(\*) Par branches économiques investissantes (NACE Rév.2 à partir de 2008). Rupture de série: Intégration des bénéfices réinvestis de participations étrangères à partir de 2006.

### E. 4304 Nombre d'entreprises investissantes et investies à l'étranger

Entreprises <sup>(*)</sup>	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
<b>Nombre d'entreprises résidentes assurant des ID à l'étranger</b>	97	183	212	203	210	207	208	212
Banques	21	39	50	49	54	54	52	51
Assurances	10	33	37	38	38	34	32	34
Autres secteurs	66	111	125	116	118	119	124	127
dont industrie	33	44	51	62	61	71	68	68
<b>Nombre d'entreprises établies à l'étranger qui sont objet d'ID de la part d'entreprises établies au Luxembourg</b>	289	628	843	862	921	969	962	981
Banques	64	116	169	188	197	213	197	173
Assurances	14	41	50	54	57	51	47	49
Autres secteurs	211	471	624	620	667	705	718	759
dont industrie	108	187	284	364	391	443	432	446

Source: Statec

(\*) Par branches économiques investissantes (NACE Rév.2 à partir de 2008).

### E. 4305 Stocks d'investissements directs à l'étranger

Entreprises <sup>(*)</sup>	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: Million EUR							
<b>Valeur des encours d'ID à l'étranger</b>	3 429.6	8 519.2	27 711.5	32 091.7	52 515.0	83 503.9	89 213.5	94 041.9
Banques	951.4	2 728.1	3 652.6	4 768.1	7 123.8	7 757.5	6 993.0	5 304.2
Assurances	44.1	297.5	390.4	693.9	817.4	756.8	345.6	406.5
Autres secteurs	2 434.0	5 493.6	23 668.5	26 629.7	44 573.8	74 989.6	81 875.0	88 331.2
dont industrie	2 072.6	3 371.9	11 925.6	16 698.9	34 114.1	64 821.3	71 058.0	75 652.3

Source: Statec

(\*) Par branches économiques investissantes (NACE Rév.2 à partir de 2008).



## E. 4 Relations économiques extérieures

### E. 4306 Résultats nets, dividendes et bénéfices réinvestis (proportionnels à la part luxembourgeoise)

Spécification <sup>(*)</sup>	1995	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010
	Unité: Million EUR							
<b>Résultats nets proportionnels</b>	210.8	1 258.7	5 251.3	4 348.7	7 666.4	6 926.6	905.9	4 691.9
Banques	82.7	327.1	375.8	419.3	644.1	151.4	-435.7	-1.8
Assurances	7.2	29.7	41.5	36.2	54.8	-14.3	36.2	99.4
Autres secteurs	120.9	902.0	4 833.9	3 893.2	6 967.5	6 789.4	1 305.5	4 594.3
dont industrie	127.8	136.7	3 338.5	2 442.9	5 523.9	5 344.6	171.0	3 369.2
<b>Dividendes reçus de l'étranger</b>	110.4	991.5	3 159.4	4 533.3	4 593.2	4 895.0	4 736.4	4 505.3
Banques	39.7	171.3	187.6	365.1	188.3	779.8	171.0	123.0
Assurances	0.3	5.5	74.9	23.6	21.8	40.8	26.0	26.9
Autres secteurs	70.5	814.6	2 896.9	4 144.6	4 383.1	4 074.5	4 539.5	4 355.3
dont industrie	58.4	23.0	2 174.8	3 591.2	3 075.5	2 848.1	3 683.8	3 476.8
<b>Bénéfices réinvestis</b>	100.3	267.3	2 091.9	-184.6	3 073.2	2 031.5	-3 830.5	186.6
Banques	43.1	155.7	188.2	54.2	455.8	-628.3	-606.7	-124.8
Assurances	6.9	24.2	-33.4	12.6	33.0	-55.0	10.2	72.5
Autres secteurs	50.4	87.4	1 937.0	-251.4	2 584.4	2 714.9	-3 234.0	239.0
dont industrie	69.5	113.7	1 163.6	-1 148.3	2 448.4	2 496.5	-3 512.8	-107.6

Source: Statec

(\*) Par branches économiques investissantes (NACE Rév.2 à partir de 2008).

